

# LE CONFLIT SAHARIEN

Le Polisario annonce une importante attaque de l'armée marocaine

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 360 F CFA ; Danemark, 6,60 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 20 p. ; Italie, 1,200 L. ; Liban, 275 F. ; Libye, 0,550 D. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 ad.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 65072 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## L'image ternie du Sénégal

L'aggravation de la situation en Casamance, province méridionale du Sénégal — où les affrontements de dimanche ont fait, selon un dernier bilan, vingt-cinq morts, — a d'autant plus surpris que cet Etat de l'Afrique de l'Ouest a toujours représenté un modèle de paix, de liberté et de stabilité sur un continent agité. L'ancienne colonie française offrait, pour beaucoup, l'image de la réussite de l'une des rares démocraties pluralistes d'Afrique, épargnée, dans une large mesure, par les tensions ethniques dont sont victimes ses voisins depuis l'indépendance.

L'explosion de violence séparatiste du week-end rappelle cependant que, après les incidents qui se sont déjà produits en Casamance l'an dernier, le Sénégal n'est pas complètement à l'abri des conséquences néfastes du tracé des frontières héritées de la colonisation. Véritable « grenier » du pays, la région fertile du Sud se voit isolée géographiquement, car elle demeure coupée du reste du territoire par la Gambie, partenaire d'une confédération sénégal-gambienne dont les liens, depuis la création le 1<sup>er</sup> février 1982, demeurent relativement lâches.

Les Diolas de Casamance souffrent, en outre, de la domination qu'ils jugent néo-coloniale des Oulofas, ethnies majoritaires. La pénurie alimentaire actuelle, due à une grave sécheresse, a provoqué une migration vers la province méridionale, qui a manifestement contribué à aviver les tensions. Le président Diouf avait tenté de désamorcer la crise en faisant une plus large place aux représentants de la Casamance au sein du Parlement, du gouvernement et du parti socialiste au pouvoir. Mais ces mesures n'ont pas eu tous les effets escomptés.

Aux prises avec de graves difficultés financières, le Sénégal n'avait pas besoin de cette épreuve supplémentaire. Dans une situation qui le contraint à dépendre beaucoup de la générosité internationale pour tenter de redresser une économie vacillante, le successeur de M. Senghor aurait probablement souhaité pouvoir davantage associer l'opposition — pas moins de quatre formations politiques — aux mesures d'austérité renforcées depuis l'été dernier.

Cette ouverture ne s'est pas encore réalisée, les opposants contestant toujours, non sans quelques motifs, les résultats des élections générales du 27 février. Au sein du Parlement, le P.S. de M. Diouf occupe 111 sièges sur 120. Le parti démocratique sénégalais de M. Wade n'a enlevé que huit sièges, et le neuvième est allé au professeur Cheikh Anta Diop, qui refuse toujours d'exercer son mandat en signe de protestation. Autant dire que, au lieu de bénéficier d'un appui parlementaire actif, le président Diouf se retrouve face à une Chambre d'enregistrement.

La popularité dont le président sénégalais a joui pendant les deux premières années de la difficile succession de M. Senghor a donc fléchi cette année, et les affrontements de Casamance ne peuvent qu'encourager cette tendance. Il lui faut trouver très vite les moyens d'apaiser les esprits en Casamance, ce qui implique peut-être un renforcement de la confédération sénégal-gambienne, afin que la Gambie ne demeure plus un écran entre le Sénégal et sa province méridionale isolée.

## Réconciliation entre l'Egypte et l'O.L.P.

La rencontre entre M. Mubarak et M. Arafat au Caire renforce l'organisation palestinienne face à la Syrie

M. Yasser Arafat a été reçu ce jeudi matin 22 décembre par le président Mubarak, au palais de Koubbeh, au Caire. Le chef palestinien avait été accueilli, à son escalier à l'entrée, par le premier ministre égyptien, M. Fouad Moubiedine.

Deux organisations islamistes ont revendiqué jeudi le nouvel attentat au camion piégé commis la veille contre le contingent français à Beyrouth et qui a fait quinze morts, dont un soldat français.

M. Arafat n'avait plus remis les pieds dans la vallée du Nil depuis le 9 novembre 1977. Ce jour-là, le chef de l'O.L.P. avait piqué une colère en entendant le chef de l'Etat égyptien annoncer au Parlement qu'il se ren-

draît éventuellement en Israël ; le soir même il quittait Le Caire. On connaît la suite : Sadate est dénoncé comme un « traître », et l'Egypte est exclue de la Ligue arabe après qu'elle est signée, en mars 1979, un traité de paix avec l'Etat hébreu.

Le fait que M. Yasser Arafat ait choisi de se rendre sur un bateau se rendant au Yémen du Nord — et non un autre qui vogue en direction de la Tunisie, — qui devait forcément traverser le canal de Suez, indique que sa rencontre avec le chef de l'Etat égyptien n'est pas fortuite. Elle confirme que le président de l'O.L.P. passe l'éponge et a décidé d'ébaucher une réconciliation avec le successeur de Sadate.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

## L'offensive américaine dans l'industrie de la communication

Pour répondre à la concurrence d'I.B.M. A.T.T. va acquérir 25 % du capital de la société italienne Olivetti

L'accord annoncé le mercredi 21 décembre entre le groupe italien Olivetti (2,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires) et le géant américain American Telephone and Telegraph (56 milliards de dollars) restera comme l'un des événements industriels majeurs de l'année. A.T.T. va acquérir 25 % du capital d'Olivetti, et les deux firmes vont amorcer une vaste coopération commerciale, industrielle et technologique.

Dans la gigantesque bataille engagée depuis le début de la décennie pour la conquête du marché mondial des industries de la communication, cette alliance apparaît comme une des premières réponses d'envergure à l'offensive tous azimuts déclenchée par I.B.M. C'est d'ailleurs bien ainsi

que les dirigeants d'Olivetti et d'A.T.T. l'ont entendue.

« Cet accord est le seul qui puisse concurrencer I.B.M. », a estimé M. Carlo de Benedetti en présentant l'opération avec quelque solennité à la presse mercredi 21 décembre à Rome. Désormais, les hostilités sont ouvertement engagées avec celui que l'on qualifie de « principal adversaire ».

Fatigué mais visiblement soulagé, le bouillant patron d'Olivetti ne cachait pas cependant sa satisfaction. Il a réussi à résoudre un délicat problème — se sortir du guépier français et trouver un nouveau partenaire — dans les délais qu'il s'était plus ou moins fixés.

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 2.)

## Le débat sur l'école privée

Risque de blocage à propos de la titularisation des enseignants

Le conseil des ministres du 21 décembre a fixé la méthode et le calendrier des négociations que M. Savary va mener sur les relations entre l'école privée et l'école publique.

Cette fois encore, les réactions des interlocuteurs du ministre se renouvellent, comme dans un miroir, leur propre image inversée : quand l'un pleure, l'autre rit. Cependant, des deux côtés, on a appris la sagesse. C'est pourquoi les uns et les autres ont adopté — faisant fi des débordements de l'opposition politique — le ton de la prudence et de la nuance.

Les laïques semblent approuver, du bout des lèvres, la démarche de M. Savary, la même qu'ils ont rejetée en octobre. Tandis que les représentants de l'enseignement catholique, attendant les textes annoncés pour juger sur pièces, rappellent ce qui, pour eux, peut être modifié et ce qui est inacceptable.

Rompus aux techniques et aux aléas de la diplomatie, M. Savary ne devrait guère être surpris de la nouvelle prise de position de ses partenaires. Celle-ci, comme les précédentes, pouvait être prévue de longue date. Avant même de rendre publiques ses propositions du 18 octobre, le ministre n'ignorait pas qu'une démarche globale aurait peu de chances d'aboutir.

C'est pourquoi la forme même du texte proposé, classant un à un les problèmes à résoudre en plusieurs degrés de difficulté ouvrait la porte à des négociations, domaine par domaine, avec chacun des intéressés. En même temps, un calendrier de résolution était fixé, dans lequel les différentes étapes s'échelonnaient entre 1983 et 1986. Déjà le ministre précisait que des mesures législatives étaient nécessaires dès 1983-1984.

CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 8.)

## Point de vue

## Débloquer la coopération européenne

par LEO TINDEMANS (\*)

Dans un monde plus tendu qu'à aucun moment depuis vingt ans, l'Europe des Dix a donné à Athènes le spectacle de l'impuissance, fruit de la division. Toute la masse européenne est secouée par des conflits, mais sa péninsule occidentale, qui pendant quelques siècles a dominé le monde, rassemble ses dirigeants pour débattre, sur le sol grec, de la limitation de la production laitière, et ils échouent ! Puissons-nous tirer à temps les leçons de cet échec, qui sont nombreuses !

Je voudrais m'en tenir aujourd'hui qu'une coopération politique. Elle s'est développée pendant douze ans avec un dynamisme tranquille et surprenant. Plus récemment, chacun a noté quelques faiblesses. L'Europe s'est tue, alors qu'elle aurait dû parler. Les ministres ont parfois eu tendance à étaler ce qui les divise plutôt que ce qui les unit. A Athènes, le conseil européen a été silencieux sur les thèmes politiques, et il a eu raison. Il est été quelque peu dérisoire de prendre parti sur le Moyen-Orient ou l'Amérique

centrale, alors que nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord sur nos propres problèmes. Sans Communauté économique il n'y a pas de politique commune valable à l'extérieur.

Heureusement, chacun admet maintenant qu'il n'est pas possible d'aborder les problèmes internationaux sur la base d'une distinction nette entre la politique et l'économie. La déclaration de Stuttgart sur l'union européenne encourage les ministres à traiter les deux aspects ensemble. C'est lorsqu'elle utilise, directement ou implicitement, le poids économique, commercial ou financier de la Communauté que la coopération politique se révèle vraiment efficace. A Athènes, une Communauté en crise a constaté qu'elle était sans force politique.

Dans le prochain exercice de l'assemblée des structures européennes auquel nous devons nécessairement procéder, la coopération politique doit recevoir sa part d'attention. Pour ce qui me concerne, deux problèmes, difficiles et liés entre eux, continuent à me préoccuper, car ils n'ont rien perdu de leur acuité depuis qu'en 1975 j'en suis devenu l'importateur de mon « Rapport sur l'union européenne » (1) : le dialogue entre l'Europe et les Etats-Unis et les questions de sécurité.

Dans les relations transatlantiques, ni le nombre ni la qualité des contacts ne sont en cause, mais plutôt leur nature. Les relations bilatérales sont étroites et multiples, les plus souvent franches et directes. Les mécanismes de l'O.C.D.E. et de l'OTAN fonctionnent bien dans leurs sphères respectives et, dans le deuxième cas, ont sans doute gagné en efficacité au niveau ministériel par l'introduction de séances restreintes et de réunions informelles.

Il y a en outre des sommets occasionnels, irréguliers mais en passe de devenir habituels. Ce qui me gêne dans cet ensemble apparemment fourni, c'est l'absence de la Communauté. La construction européenne, dans sa dimension économique comme dans sa dimension politique, présente, de toute évidence, des aspects positifs et négatifs, de la plus haute importance pour les Etats-Unis.

Inversement, l'intérêt des Etats européens serait d'utiliser plus fréquemment leur solidarité nouvellement acquise pour faire valoir une position collective dans les relations transatlantiques. Mais ce débat n'a pas lieu, faute de cadre et faute d'interlocuteur mandaté. La Communauté des Dix est sans doute présente à l'esprit de chacun dans les formes multiples des rapports Europe-Etats-Unis, mais elle est présente comme le fantôme d'Hamlet : on la retrouve dans chaque couloir,

(\*) Ministre des relations extérieures de Belgique.

mais il se tait ou s'exprime de façon indistincte.

Nos gouvernements, dans un respect pour une fois scrupuleux des règles du traité de Rome, laissent à la Commission le tâche ingrate de débrouiller les conflits d'intérêts qui surgissent inévitablement dans les relations commerciales. Ils laissent à la présidence le soin d'informer les Etats-Unis du fonctionnement de la coopération politique selon des procédures d'une discrétion proche de la clandestinité. Pour le reste, nous sommes tellement loin de penser à une approche collective que l'Amérique du Nord est la seule région au monde pour laquelle la coopération politique n'a prévu aucun groupe de travail. On devrait pouvoir faire mieux !

(Lire la suite page 2.)

(1) M. Tindemans avait été chargé par les pays membres de présenter un rapport sur les moyens de faire progresser l'union politique de l'Europe.

## A LA COMÉDIE-FRANÇAISE : « L'ÉCOLE DES FEMMES » ET « LA CRITIQUE DE L'ÉCOLE DES FEMMES »

## Molière ou l'autodéfense sceptique

La Critique de l'Ecole des femmes, que Jacques Roemer met en scène à la Comédie-Française, en lever de rideau de l'Ecole des femmes, est une pièce bien ambiguë et insolite de Molière — mais ne le sont-elles pas toutes ?

Molière joue pour la première fois la Critique de l'Ecole des femmes le 1<sup>er</sup> juin 1663, cinq mois après la création de l'Ecole des femmes le 28 décembre 1662. Entre-temps, durant ces cinq mois, l'Ecole des femmes a obtenu un succès public remarquable, juste un peu plus faible au moment des vacances de Pâques.

Cette réussite a été accompagnée, ce qui n'est pas pour surprendre, de mouvements divers, petits chahuts du balcon, critiques méchantes, pamphlets parfois sinistres qui s'en prennent aux personnes de l'auteur et de sa femme, et de beaucoup de conversations de ville, enthousiastes ou venimeuses.

Histoire de réagir à ce charivari, et de contester certaines critiques, Molière présente donc la Critique de l'Ecole des femmes, sept scènes assez longues, au cours desquelles trois femmes et trois hommes, qui viennent de voir l'Ecole des femmes, s'affrontent assez violemment.

Molière charge deux spectateurs « éclairés », une femme, Uranie, et un homme, Dorante, de prendre la

défense de sa pièce face à une préface, un marquis, et un auteur un peu obscur, appelé Lysidas. Or ce qui est singulier, ce qui fait le vrai intérêt de cette Critique, c'est que le « plaidoyer pro modo » que Molière entreprend par l'entremise de ses personnages n'est pas tranché.

Molière adresse à son Ecole des femmes des reproches qui parfois sont justes, et il la protège par des arguments qui, parfois, sont douteux. Cela saute aux yeux à propos d'une chose fondamentale, qui restera toujours actuelle : celle de la sanction du public. Celle du succès d'une œuvre.

Par exemple le marquis, spectateur difficile qui n'aime pas l'Ecole des femmes, observe que tout au long de la soirée le parterre rit aux éclats, et, à ses yeux, cela prouve que « la pièce ne vaut rien ». Dorante, au contraire, qui s'avère l'avocat inconditionnel de Molière, se moque des critiques qui font la tête et restent de glace au milieu des gens qui s'éclatent, et il lance d'une voix claironnante le fameux précepte selon lequel « le grand art est de plaire », « la grande règle de toutes les règles est de plaire ».

MICHEL CURNOT.

(Lire la suite page 16.)

## Julien Green sur les traces de François d'Assise



Le plus grand des saints, peut-être, présenté par un très grand écrivain.

Seuil

Sur le... Chic et choc

Mort du photographe Bill B...

Neuf occasion

Aldebert







# LE SORT DES PALESTINIENS ET LA GUERRE AU LIBAN

## Les Palestiniens des territoires occupés placent leurs espoirs dans un dialogue entre M. Arafat et la Jordanie

Jérusalem. - Et maintenant ?

Alors que les quatre mille fidèles de M. Yasser Arafat commencent de nouveau l'exode et la dispersion, quel premier bilan peut-on dresser depuis Jérusalem de ce nouvel épisode palestinien ?

Si le gouvernement israélien s'est résigné à laisser partir, sous la bannière de l'ONU, les loyalistes de P.O.L.P., a déclaré mercredi 21 décembre le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, « d'éviter un affrontement avec des pays amis », il n'en souligne pas moins que la centrale palestinienne est la grande perdante dans l'opération.

Les partisans de M. Arafat, observés-on dans les milieux officiels, ont perdu leur capacité opérationnelle. Ils ne disposent plus du territoire indispensable à la conduite de toute action militaire autonome.

Israël, ajoute-t-on ici, ne pouvait accepter que la protection de l'ONU soit offerte à M. Arafat en vertu d'une sorte de droit d'asile. C'est pour cela qu'à Tripoli il a maintenu tant que cela était possible sa position militaire sur l'O.L.P. Résultat : M. Arafat n'a pu tirer parti de l'opération en la transformant en succès comme à Beyrouth en août 1982.

M. Arafat, reconnaît-on à Jérusalem, représentait au Liban une entité politique indépendante. Les dissidents de l'O.L.P., eux, sont des « marionnettes » de Damas, privées d'initiative. Cette vassalité n'est évidemment pas pour déplaire aux Israéliens, qui tiennent désormais les Syriens pour responsables du « terrorisme », qu'il soit d'origine palestinienne ou chiite. La Syrie, quant à elle, sait que toute violence antisyrienne au Liban entraînera des représailles contre ses alliés locaux, druzes ou chiites.

M. Arens a promis, mercredi 21 décembre, devant la Knesset qu'Israël continuerait d'attaquer les terroristes dans le Chouf et ailleurs aussi longtemps que la Syrie ne réduirait pas leur activité dans les régions du Liban sous son contrôle. Au moment où le ministre brandissait ces menaces, l'aviation israélienne bombardait des positions chiites (1) près de Baalbek, dans la plaine de la Bekaa.

Jérusalem redoute d'ailleurs un regain de violence contre son armée au Sud-Liban. Chaque semaine déjà, ses soldats y sont la cible de tirs isolés, ou victimes de jets de grenade. Le gouvernement Shamir craint aussi une recrudescence du terrorisme en Israël même et dans les territoires arabes occupés, dont le récent attentat contre un autobus à Jérusalem était le signe avant-coureur.

Il reste qu'Israël, comme la Syrie, a nettement sous-estimé la popularité de M. Arafat auprès de son peuple. Jérusalem, comme Damas, n'a pu empêcher la survie politique, fût-elle provisoire, du chef de l'O.L.P. Jamais l'attachement des Palestiniens des territoires occupés envers celui qui symbolise leurs aspirations nationales n'a été si réel.

## LA GARANTIE DES DROITS DES PALESTINIENS A ÉTÉ ASSURÉE, indique le gouvernement français

M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a interrogé, mercredi 21 décembre, au cours de la séance consacrée aux questions d'actualité, le gouvernement sur les conditions du départ de Tripoli de M. Yasser Arafat et des combattants de l'O.L.P.

Dans sa réponse, M. Christian Nucci, ministre délégué chargé de la coopération, a notamment expliqué que la France, en participant à cette évacuation, avait voulu « préserver les chances d'un dialogue politique au Proche-Orient ». Il a expliqué que, en facilitant « le départ des combattants de l'O.L.P. », la France œuvrait pour la restauration de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Liban, « qui, d'après lui, « passe par le départ de toutes les forces étrangères dont le Liban ne souhaite pas expressément la présence ».

M. Nucci a encore dit que « l'opération humanitaire de Tripoli, en préservant l'autonomie de l'O.L.P., garantit aussi ses responsabilités au jour de la négociation ». « Il n'est pas de paix juste et durable qui n'assure la sécurité à tous les États et la garantie à tous les peuples, dont les Palestiniens, qui ont droit à l'autodétermination et au libre choix de leurs institutions (1) ». Il faut donc qu'il existe une autorité qui puisse engager le peuple palestinien », a affirmé le ministre.

De notre correspondant qu'aujourd'hui, au plus fort de l'épreuve.

La cote de M. Arafat en Cisjordanie et à Gaza est en hausse sensible. Les Palestiniens proches du Front populaire de M. Absche et du Front démocratique de M. Hawatneh, qui relient volontiers les erreurs du chef de l'O.L.P., ont mis une sourdine à leurs reproches. Selon un sondage effectué sur un échantillon de sept cents personnes et rendu public mercredi 21 décembre par l'Agence palestinienne de presse, plus de quatre habitants des territoires sur cinq approuvaient le départ de M. Arafat du Liban.

Selon une autre enquête menée par un journal de Jérusalem-Est proche de l'O.L.P., une majorité des Palestiniens des territoires occupés seraient favorables à la création d'un gouvernement en exil sous la houlette de M. Arafat. Depuis des semaines, la presse arabe de Jérusalem dénonce la « décadence honteuse » et le « silence suspect » des « pays frères » qui n'ont pas défendu avec assez de fermeté l'O.L.P. face aux attaques des rebelles soutenus par Damas. La dissidence a nourri le désarroi, mais aussi renforcé le pragmatisme de ceux qui vivent quotidiennement l'occupation militaire. Or personne n'est à même aujourd'hui mieux que M. Arafat d'incarner ce pragmatisme face aux dissidents de l'O.L.P., avocats de la seule lutte armée.

## Réconciliation entre l'O.L.P. et l'Égypte

(Suite de la première page.)

Prépare-t-il un renversement d'alliances en établissant une étroite coopération avec l'Égypte et la Jordanie ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer, mais il paraît d'ores et déjà décidé à rompre les ponts avec la Syrie.

Au cours de conversations à bâtons rompus à Tripoli avec des journalistes, il a révélé qu'il avait rejeté une offre de quitter le Liban via Damas. Et, évoquant l'avenir de l'O.L.P., il ajoutait : « Le combat sera plus facile maintenant car le couteau syrien est loin de notre gorge. Ils ne peuvent plus nous bousculer comme ils l'ont fait dans la Bekaa et à Baalbek ». Plus récemment encore, Abou Jihad, le commandement en chef adjoint des forces palestiniennes, lançait pour sa part : « Notre sortie du Liban nord restera une marque de honte indélébile sur le front du président Assad ».

Le rapprochement entre l'O.L.P. et l'Égypte était prévisible depuis que, évacués du Liban du Sud et de Beyrouth, les fedayin, repliés au nord du pays du Cédre et en Syrie, subissaient les pressions grandissantes des autorités de Damas. Depuis lors, M. Yasser Arafat cherchait à échapper à la tutelle syrienne et, en conséquence, faisait des ouvertures discrètes en direction du roi Hussein et du président Moubarak. « Je serais bien allé en Égypte, nous confiait-il en janvier dernier, si seulement l'ambassadeur d'Israël ne devait rentrer dans son pays, ne serait-ce que pour un congé prolongé. Me voyez-vous dans une capitale arabe égyptienne le représentant officiel d'un pays qui cherche notre destruction ? ».

Un mois plus tard, à la session du Conseil national palestinien à Alger, M. Yasser Arafat devait déployer des trésors de diplomatie pour obtenir du Parlement de la résistance le mandat de « se rapprocher de l'Égypte dans la mesure où celle-ci s'éloignerait des accords de Camp David ».

Il pourrait difficilement soutenir aujourd'hui que l'Égypte ait porté atteinte au traité de paix qui la lie à Israël. Mais il pourrait faire valoir que le président Moubarak, sans céder sur l'essentiel, a déployé de sérieux efforts pour prendre ses distances à l'égard de l'État hébreu. Il a, entre autres, condamné vigoureusement l'« agression » israélienne contre le Liban l'année dernière et, en guise de protestation, rappelé l'ambassadeur d'Égypte à Tel-Aviv. Il a critiqué tout autant l'accord de paix israélo-libanais du 17 mai dernier que le renforcement de l'alliance stratégique « intervenu le mois dernier entre Washington et Jérusalem. Le président Moubarak,

Les habitants des territoires occupés attendent dans leur grande majorité une initiative de M. Arafat en direction d'Amman. D'après les résultats du sondage précité, 83 % des Palestiniens interrogés souhaitent l'ouverture d'un dialogue avec la Jordanie, « seule voie laissée désormais à la révolution palestinienne ». 15 % ne s'assortissent d'aucune condition, tandis que 68 % demandent que ce dialogue « respecte les intérêts légitimes des Palestiniens ». El Kod, journal jordanien de Jérusalem, écrivait, mercredi, que « le temps est venu pour M. Arafat de choisir entre les solutions militaire et politique », ajoutant : « Nous n'avons pas la certitude que cette dernière aboutira, mais cela vaut la peine d'essayer ».

A supposer que M. Arafat et le roi Hussein, avec le soutien de plusieurs pays arabes - l'Égypte, l'Arabie Saoudite, voire l'Irak - parviennent à trouver dans les prochains mois un terrain d'entente, le problème palestinien, vu de Jérusalem, restera entier. Depuis le rejet par M. Begin, en septembre 1982, du plan R.P.I.M.A., le premier ministre d'Israël n'a pas bougé d'un iota.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Il s'agit essentiellement de l'ancienne caserne de l'armée libanaise, Chakh-Abdallah, ravie à celle-ci par les extrémistes chiites de Baalbek et leurs mercenaires irakiens.

## MALGRÉ LES MESURES DE SÉCURITÉ

## Le nouvel attentat à Beyrouth, à l'aide d'un camion piégé a coûté la vie à un militaire français et à quatorze Libanais

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. - Un cratère de 13 mètres de diamètre sur 4 mètres de profondeur, des débris de ferrailles éparpillés sur plusieurs centaines de mètres : c'est tout ce qui reste du camion bourré d'explosifs qui a sauté le mercredi 21 décembre, vers 18 h 30, près du poste de commandement français du 3<sup>e</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine (R.P.I.M.A.), situé en face du lycée français, dans le secteur chrétien de la capitale, mais en limite de Beyrouth-Ouest.

La violence de l'explosion a été telle que trois petits immeubles anciens, et heureusement peu habités, dont l'un abritait une permanence des phalangistes, ont été entièrement détruits. Deux voitures qui passaient par là ont été réduites à un tas de tôles calcinées, alors qu'une troisième a été projetée avec ses occupants à l'intérieur du camp français.

Dans un rayon de 1 kilomètre, toutes les vitres des immeubles ont volé en éclats, et les rues menant au lieu de l'attentat ont été jonchées de débris de verre et de débris de voitures qui ont gêné l'arrivée des équipes de secours.

La panique était telle immédiatement après l'attentat, alors que l'armée libanaise et les parachutistes français bouclaient le quartier, que des coups de feu ont été tirés pour disperser la foule. Un membre de la défense civile arrivé sur place a été tué, deux autres blessés.

Ce nouvel attentat a fait chez les militaires français un mort, une sentinelle de garde qui se trouvait abritée par des sacs de sable à une vingtaine de mètres du lieu de l'explosion, et quinze blessés, dont deux gravement atteints. Quatorze civils libanais ont été tués et quatre-vingt-dix autres blessés, dont le ministre de l'Information, M. Roger Chikhani, qui passait dans le secteur en voiture.

Selon les premiers témoignages, le camion était bourré de 300 kilos d'explosifs, ce qui équivaut à environ 1 200 kilos de trinitrotoluène (T.N.T.). Son chauffeur et un passager auraient sauté du véhicule peu avant l'explosion, et celui-ci est venu buter sur les merlons de terre qui protègent désormais tous les postes français.

La rue dans laquelle s'était engagé le camion était barrée au niveau du camp français par des chicanes de terre qui ne laissaient passer qu'un véhicule à la fois. C'est sur l'une d'elles qu'est venu s'écraser le camion avant de sauter, et nul doute que ces défenses ont évité un plus grand drame chez les militaires français.

## « Quel champ de bataille ? »

L'intérieur du petit immeuble de deux étages qui abritait l'état-major du 3<sup>e</sup> R.P.I.M.A., à 50 mètres de l'explosion, a été entièrement ravagé. « J'ai d'abord cru à un bombardement », raconte un lieutenant. « J'étais au premier étage et nous avons tous été projetés en l'air. Les vitres ont été soufflées, les armoires renversées, les portes arrachées. Les blessés les plus sérieux sont ceux qui se trouvaient malheureusement près des fenêtres et qui ont reçu le plus d'éclats. » Un commandant, un fillet de sang séché sur la joue, regarde le terrain comme dévasté par un tremblement de terre. « Nos barrières de terre ont certainement limité l'effet de souffle, mais quel champ de bataille ! ».

Au tour du cratère éclairé par des projecteurs, les parachutistes français cachent mal leur colère. « Encore un copain de parti, dit l'un d'eux. Cela ne peut plus durer. Il ne faut pas partir. Il faut leur rentrer dans la tête. Mais quel tas ? Là est toute la question. ».

Pour ces parachutistes encore sous le choc de ce qu'ils viennent de vivre, l'ennemi est Chiah, cette banlieue à majorité chiite en perpétuelle agitation et où se trouvent accumulées tellement d'armes. « Après le poste français Drakkar et le Q.G. des « marines », commente un soldat, l'aviation américaine et française auraient dû bombarder le Chouf. Nous aurions aidé l'armée libanaise à en prendre le contrôle et nous n'aurions plus d'infiltration terroriste à Beyrouth. ».

« Il faut nettoyer Chiah », reprend un autre, sourd aux objections sur la difficulté de pénétrer dans cette banlieue, modèle géant de la Casbah d'Alger. « Ce n'est pas nous faire, poursuit-il, si dans ce pays on ne croit qu'à la force. ».

La colère des parachutistes français est d'autant plus grande que le mercredi 21 décembre au matin encore, un poste a été attaqué au lance-roquettes anti-char et au fusil mitrailleur. Les soldats français avaient riposté et, après un échange

de tirs d'environ cinq minutes, leurs agresseurs étaient enfuis en voiture. Il n'y avait pas eu de blessé, mais « c'est la chance », dit un lieutenant.

A quelques dizaines de mètres de là, à la lueur des projecteurs, les secouristes libanais tentent de débarrasser les débris sous lesquels a été enseveli une famille musulmane qui vivait en bonne intelligence avec la permanence phalangiste. Les explosifs rouges des ambulances tournent dans l'attente d'éventuels survivants, alors que deux palanquins s'approchent déjà. Toute la nuit les sauveteurs ont tenté de dégager les décombres. Nul ne sait très bien combien de personnes sont dessous et le bilan des victimes n'est sans doute pas clos.

## Un cercle vicieux

Si les merlons de terre qui défendent l'accès aux postes de la force multinationale ont certainement empêché dans ce cas précis une plus grande catastrophe, puisqu'une centaine de militaires occupent ce poste, on peut craindre cependant que les terroristes n'augmentent sans arrêt leurs charges d'explosifs au détriment, alors, de la population libanaise qui vit près des postes de la force multinationale. Les soldats français en ont bien conscience.

Accueillis en sauteurs il y a plus d'un an, ils sentent bien aujourd'hui que leur voisin immédiat craint de plus en plus leur proximité, même si, dans leur grande majorité, les Beyrouthins souhaitent le maintien d'une force qui les protège sans doute d'un plus grand chaos. C'est un cercle vicieux et les militaires français se sentent de plus en plus pris au piège d'un ennemi invisible qui ne souhaite qu'une chose : leur départ.

Cet attentat, revendiqué dans la soirée par une organisation inconnue jusqu'ici, « le main noir », a fait passer au second plan une autre explosion qui s'est produite en plein centre de Beyrouth-Ouest, à Hamra (1). Cette fois-ci, c'est une charge placée à l'intérieur d'un bar qui a explosé, tuant une personne et en blessant quatre autres. Cet atten-

tat pourrait être, dit-on à Beyrouth, le fait d'éléments intégristes islamistes.

Ces deux explosions ont encore alourdi l'atmosphère dans la capitale libanaise, alors que les combats ont repris avec violence dans l'Idlib-el-Kharoub, au sud de Beyrouth, entre les Forces libanaises (chrétiennes) et les miliciens druzes de M. Walid Joumblatt, et dans la montagne, entre ces mêmes miliciens et l'armée libanaise. Les explosions d'obus dans la région de Souk-el-Gharb étaient nettement perceptibles dans la soirée de mercredi 21 décembre, alors que tout le monde s'affairait près du poste du 3<sup>e</sup> R.P.I.M.A.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

(1) N.D.L.R. A l'hôtel Marble Tower.

## GUERRE SAINTE OU MAIN NOIRE ?

Un inconnu se réclamant de l'organisation Dihad islamique (guerre sainte) a revendiqué, jeudi 22 décembre, dans un appel téléphonique anonyme au bureau de l'A.F.P. à Beyrouth, la responsabilité de l'attentat contre le poste du contingent français dans la capitale libanaise. Cependant, selon notre envoyée spéciale, Françoise Chipaux (voir son reportage ci-dessus), c'est une organisation jusqu'ici inconnue, le Main noir, qui a revendiqué l'attentat.

L'inconnu se réclamant du Dihad a indiqué que cette organisation accordait « un délai de dix jours aux forces françaises et américaines pour qu'elles évacuent le territoire libanais, faute de quoi un véritable tremblement de terre aura lieu sous leurs pieds ». Le Dihad, qui a revendiqué plusieurs attentats commis à Beyrouth contre les contingents français et américains de la Force multinationale, affirme qu'il regroupe des « musulmans libanais » qui veulent instaurer « par la violence » une « République islamique » au Liban.

## Dites-le en musique



Plus de 1 000 compositeurs, des troubadours aux nouveaux jeunes, en passant par Palestrina, Vivaldi, Bach, Mozart, Beethoven, Mahler, Debussy, Schoenberg, Boulez, Xenakis... Plus de 200 termes musicaux, instruments, des antiques aux synthétiseurs, du piano au cimbalon, montres et enregistrements. Genres et formes (Opéra, ballet, jazz, rock, etc.). Nouvelles techniques (modes, série, harmonie, leitmotiv, playback, orchestre, etc.) et même le mot MUSIQUE.

Seuil



# ASIE

## Chine

### Coup de frein à la campagne contre la « pollution spirituelle »

Pékin. — Porter des chaussures à haute tige est-ce, pour une femme, un signe de dépravation morale ou, pour reprendre la dernière expression en vogue de la langue de bois locale, de « pollution de l'esprit » ? Eh bien, finalement non. Si certains avaient cru que la présente campagne de redressement idéologique allait retomber dans les ornières de la révolution culturelle, ils se sont trompés.

Après une période de titonnements et quelques faux pas, la « rectification » du parti, autrement dit sa remise en ordre, tant sur le plan des idées que des personnes, est lentement en train de prendre tournure. Coup sur coup, deux décisions de la commission centrale chargée d'organiser le déroulement viennent d'être annoncées : la première consiste dans l'envoi de groupes de liaison dans plusieurs provinces et ministères, afin d'enquêter sur le terrain et d'aider à résoudre les problèmes existants.

La seconde, en date du 18 décembre et rendue publique le 20, demande à tous les comités du parti de former, en leur sein, deux équipes, l'une chargée plus spécialement de la « rectification » de l'organisation, donc du travail politico-économique, l'autre des tâches économiques.

Les premiers émissaires de la direction du parti dans les provinces ont été réunis dès la fin novembre, à Pékin, pour prendre connaissance des instructions dont ils seront porteurs, mais la nouvelle n'a été révélée que le mercredi 21 décembre dans le *Quotidien du peuple*. Ces recommandations, telles qu'elles ressortent d'une synthèse des discours prononcés à cette occasion par trois membres de la commission de rectification, MM. Bo Yibo, Hu Qili et Song Renqiong, tiennent en cinq points : la consolidation du parti doit être menée sur la base de la décision adoptée lors de la dernière réunion du comité central, en octobre, en évitant les « interférences » de gauche ou de droite ; elle doit

De notre correspondant

favoriser le travail économique, et non l'inverse ; elle doit ensuite viser à l'élimination des « éléments négatifs » de personnes coupables de rébellion et de violence pendant la révolution culturelle — c'est là, est-il dit, la *gauche de la purification* — le but de la rectification est, enfin, de changer le « style de travail » en faisant disparaître la médiocrité et en aidant à la formation d'une nouvelle génération de responsables, plus jeunes et plus compétents.

L'orientation ainsi définie, et dont les envoyés de la direction vont maintenant se faire les interprètes en province, se caractérise par la même inspiration centraliste qui transparaissait dans la décision du comité central d'octobre. La lutte se fait sur deux fronts. Les coups les plus sérieux sont portés contre les gauchistes qui se cachent encore dans l'appareil et qui constituent, si on ne les élimine pas, une véritable « bombe à retardement ».

#### Aliénation et humanisme

Cela dit, il convient de ne pas fermer les yeux sur certains phénomènes malsains de nature droite qui se sont indûment développés ces dernières années et qui sont porteurs d'idées contraires au marxisme et au socialisme. La théorie de « l'aliénation dans le système socialiste », propagée par certains idéologues, ou celle de l'humanisme sont les exemples les plus patents de cette tendance. Tant contre les gauchistes que contre le courant de droite, la « rectification », cependant, doit rester dans certaines limites et éviter tout débordement.

Cette ligne de crête risque d'être bien difficile à suivre pendant les trois ans que doit, en principe, durer la consolidation du parti. L'expression de ces principes marque, en tout cas, un coup de frein assez net à la campagne contre la « pollution spiri-

tuelle » qui, à la suite du plénum d'octobre, avait envahi les colonnes de la presse. Consciente que ce mot d'ordre avait été habilement exploité par les tenants d'une ligne idéologique plus dure, la direction s'est efforcée, depuis la fin du mois de novembre, d'en réduire la portée.

M. Deng Lian, le responsable de la propagande, qui s'était peut-être un peu trop avancé précédemment, a précisé que le slogan de la « pollution spirituelle » ne concernait pas les campagnes, autrement dit les quatre cinquièmes de la population.

Son extension au monde rural aurait eu des « résultats catastrophiques », écrit, mercredi, le *Quotidien du peuple*. Sur cette lancée, ce sont ensuite les réformes économiques, l'étude du droit étranger, les sciences et la technologie qui ont été mises à l'abri d'attaques pour cause de « contamination idéologique ».

Bref, les seules activités qui restent, aujourd'hui, dans le collimateur, en dehors des défilés de pornographie, sont — étrange rapprochement — celles des recherches théoriques sur le marxisme. La conséquence la plus évidente de la campagne contre la « pollution spirituelle » aura sans doute été de stopper, momentanément, un débat qui se poursuivait depuis trois ans, dans les organes spécialisés, sur la place de l'humanisme dans la théorie marxiste et sur le concept de l'aliénation, tel qu'il a été développé par Marx dans ses écrits de jeunesse. Du début de 1980 à la fin de 1982, plus de quatre cents articles portant sur ces thèmes ont été publiés dans près de trois cents journaux et revues. C'est dire l'intérêt porté à ces questions et la diversité des points de vue exprimés.

Apparemment, la phase délicate que traverse en ce moment la direction du parti n'autorise pas la poursuite d'un tel débat, fût-il limité à une poignée de théoriciens.

MANUEL LUCBERT.

## Philippines

### Les réserves de devises de la banque centrale étaient volontairement surestimées

Le gouverneur de la Banque centrale des Philippines, M. Jaime Laya, a reconnu mardi 20 décembre dans une lettre adressée au président Ferdinand Marcos, que les réserves en devises de cette institution avaient été gonflées de 600 millions de dollars et a promis que les comptes seraient poursuivis.

Cette déclaration de M. Laya fait suite aux informations publiées par

l'édition asiatique du *Wall Street Journal* sur la présence, dans les comptes de la Banque centrale, de 600 millions de devises qui n'existent jamais existé.

Les 600 millions en question représentaient près de 42 % du montant total des réserves déclarées par la banque centrale à la fin septembre, précisait le journal.

Cette révélation aurait, toujours d'après le *Wall Street Journal*, provoqué la colère des banques étrangères du pays, et freiné les négociations sur le rachat de la dette des Philippines.

La découverte de ce « trou » de 600 millions de dollars aurait été gardée secrète par le comité des douze banques étrangères les plus importantes de Manille qui conduisaient les négociations sur la dette de ce pays au nom de trois cent cinquante banques étrangères, précisait le *Wall Street Journal*.

Ce comité avait été constitué après que Manille ait annoncé sa décision de suspendre le paiement du principal de sa dette extérieure de 24 milliards de dollars et de demander un moratoire de trois mois sur ses dettes à compter du 17 octobre dernier.

« Les comptes de nos réserves en devises étrangères ont été établis, et les chiffres donnés par la Banque centrale depuis le début octobre sont exacts », indique M. Laya dans sa lettre au président Marcos.

## AFRIQUE

### Le conflit saharien

#### LE FRONT POLISARIO ANNONCE UNE OFFENSIVE MAROCAINE D'UNE « AMPLITUDE SANS PRÉCÉDENT »

Alger (A.F.P.). — Une offensive militaire marocaine d'une « ampleur sans précédent, menée par plus de vingt-cinq mille soldats appuyés par des blindés et l'aviation », a été annoncée mercredi 21 décembre par le Front Polisario dans un communiqué publié à Alger.

Le texte précise que les forces marocaines, parties mardi matin de la région de Bou-Craa, important centre d'extraction de phosphate dans le nord-ouest du Sahara occidental, se dirigent vers la localité d'Amgala.

« Des combats très violents » entre forces du Front Polisario et troupes marocaines se déroulent à Ain-Lachiche, à l'ouest d'Amgala et à 50 kilomètres de Bou-Craa, précise le communiqué du Polisario, qui rejette sur le Maroc « la lourde responsabilité de l'escalade militaire ». [Jusqu'au 20, Rabat n'avait toujours pas annoncé cette offensive, pas plus qu'il n'avait réagi au communiqué saharoui.]

## Soudan

• DÉMENTI DU CAIRE. — L'Égypte dément avoir envoyé à Khartoum des avions de combat, rapporte, dans sa première édition de jeudi 22 décembre, le quotidien officieux égyptien *El Ahrâm*, citant sans autre précision une « source de haute responsabilité ». L'agence éthiopienne de presse ENA (*le Monde* du 22 décembre) avait annoncé, mardi, l'arrivée à Khartoum d'avions de combat égyptiens ayant pour mission de soutenir l'armée soudanaise dans son combat contre les maquisards chrétiens du Sud. — (A.F.P.)

## Inde

### LES ENNUIS DU GOUROU DE M<sup>re</sup> GANDHI

Le gourou de M<sup>re</sup> Gandhi a des ennemis, nous apprend le *Times* de Londres. Le swami Dharmachari, « Swami » pour ses disciples, est aujourd'hui poursuivi pour trafic d'armes. Le « sage », qui sait combiner la méditation et les affaires, est aussi propriétaire d'une manufacture d'armes dans l'État du Jammu-et-Cachemire, région natale du premier ministre. Il a été dénoncé par un syndicaliste mécontent, et la police a trouvé dans les locaux cinq cents fusils espagnols importés clandestinement. Le swami affirme qu'il les a utilisés pour améliorer la qualité de ses propres produits.

La question n'est pas de savoir si la méditation peut être troublée par le cliquetis des pièces de monnaie ou le fracas des armes. « Swami » n'est pas en effet le premier gourou à vivre dans le luxe, à posséder son séant privé ou à rouler en Mercedes. Mais ce « sage », que certains, à Delhi, surnomment le « Raspoutine de M<sup>re</sup> Gandhi », dispose d'une influence que d'aucuns qualifient de considérable sur le premier ministre. Depuis 1959, date à laquelle il fut présenté à Nehru, puis à sa fille, il a porté ouverte chez le premier ministre. Son influence s'exerce sur Sanjay Gandhi, disparu il y a quelques années dans un accident d'avion. Mais son frère Rajiv, qui lui a succédé comme dauphin présomptif, n'est guère sensible aux charmes philosophiques du maître. D'où peut-être ce retour de bâton dont se sont repus hautement, au Parlement, les adversaires de M<sup>re</sup> Gandhi.

## A TRAVERS LE MONDE

### Mozambique

• ACCROISSEMENT DE L'AIDE FRANÇAISE. — M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération, a annoncé, mercredi 21 décembre à Paris, une augmentation de l'aide à Maputo.

### Pays-Bas

• PAS DE NOUVEAUX SOUS-MARINS POUR TAIWAN. — Le gouvernement hollandais a refusé, le mercredi 21 décembre, d'approuver la vente de quatre nouveaux sous-marins à Taïwan. « Nous sommes certains qu'accorder cette autorisation aurait de graves conséquences sur les relations entre les Pays-Bas et la Chine », a indiqué le ministre de l'économie, M. Gijb Van Aardenne, dans une lettre au Parlement. Deux autres sous-marins, vendus il y a trois ans à Taïwan,

sont en cours de construction. Le litige entre Pékin et La Haye à propos de cette première vente n'a toujours pas été réglé. — (A.P.)

### Roumanie

• TROIS CONDAMNATIONS À MORT POUR VOL DE VIANDE. — Le tribunal militaire de Tirgoviste (au nord-ouest de Bucarest) a condamné à mort trois ouvriers qui avaient volé « de grandes quantités de viande », a annoncé, mercredi 21 décembre, le quotidien *Romania Libera*. Quinze autres ouvriers ont été condamnés à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison : ils étaient accusés d'avoir volé de la viande dans une usine pour la revendre à des personnes privées et à des restaurants, ce qui revenait, selon l'acte d'accusation, à « saper l'économie nationale ». — (A.P.)

## CORRESPONDANCE

### Les prisonniers au Vietnam (suite)

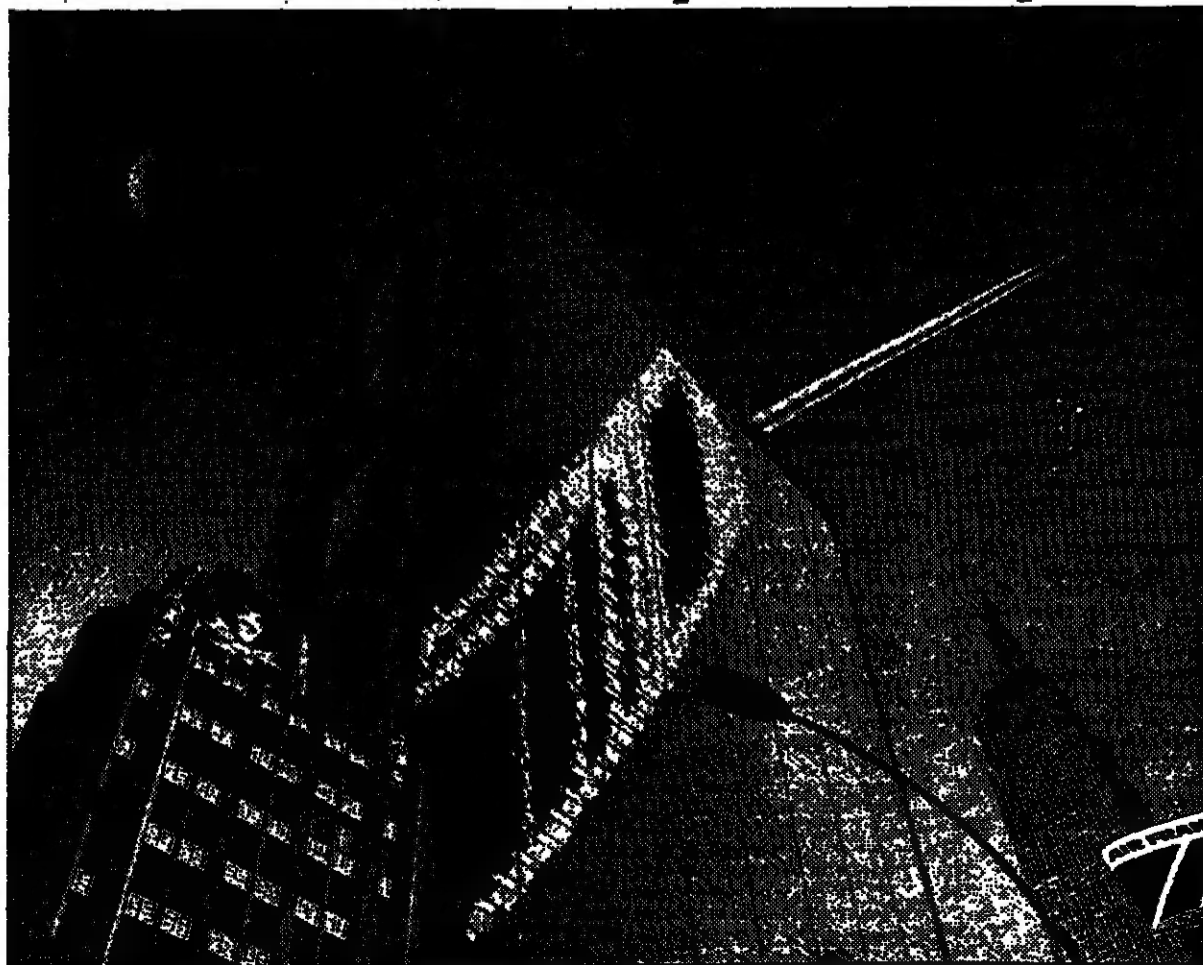
A la suite de la publication dans le *Monde* du 2 décembre d'un communiqué de l'ambassade du Vietnam en France considérant comme « sans fondement » les informations sur les conditions de détention du poète Huu Hoang Cam, nous avons reçu d'un Vietnamien qui s'est rendu récemment à Hanoi, et qui souhaite garder l'anonymat, une lettre dont voici des extraits : « J'ai visité le 8 novembre le petit bar que tenait Hoang Cam. Aucun

client. Les voisins m'ont rapporté que depuis son arrestation, le bar avait subi deux rafles. Les clients avaient été interpellés. Chaque fois, quatre ou cinq personnes sont restées détenues quelques jours, faute de papiers d'identité. Les autres ne sont relâchées qu'après avoir rédigé un long rapport sur les raisons pour lesquelles elles fréquentaient ce bar.

A Hanoi, personne n'ignore dans les milieux intellectuels que, selon

des sources provenant de la prison où il est incarcéré, on est en train de torturer le poète pour lui faire admettre qu'il a été pris en flagrant délit de consommation d'opium. Hoang Cam ne consommait jamais d'opium, m'a-t-on dit, seulement un peu d'alcool de riz au cours de moments de tristesse. Pourra-t-il résister ou devra-t-il « avouer » pour sortir de prison, se soigner et sauver sa famille en détresse ?

## Partez les premiers pour New York.



Nouveauté Air France.  
1<sup>er</sup> vol de la journée au départ de Paris  
les jeudi-vendredi-samedi-dimanche.  
Départ 10 h 30 Paris-Charles-de-Gaulle,  
Aérogare 2A, arrivée 12 h 35  
New York Kennedy Airport.

Le monde est ouvert.



# EUROPE

# AMÉRIQUES

## Suède

### Le Parlement a approuvé la création de « fonds salariaux » destinés à limiter la concentration du pouvoir économique

De notre correspondant

Stockholm. — Par 164 voix contre 138, le Parlement suédois a approuvé mercredi 21 décembre, le projet de « fonds salariaux » présenté par le gouvernement social-démocrate. Les vingt députés communistes se sont abstenus. A leurs yeux, cette réforme « consolide le système capitaliste et ne remet pas en cause le pouvoir d'une poignée de grandes familles financières sur l'industrie et la production ». Pour l'opposition bourgeoise, en revanche, il s'agit d'un premier pas vers une société socialiste dans laquelle les syndicats sont les maîtres de l'entreprise.

Cinq fonds régionaux seront donc mis en place au début de l'année prochaine. Administrés par des conseils comprenant neuf membres, dont cinq doivent représenter les salariés, ces fonds auront pour tâche de répartir les bénéfices des entreprises, ils disposeront chacun d'environ 400 millions de couronnes par an (soit autant de francs français) pour acquiescer des actions dans les entreprises de leur choix. Ces fonds seront alimentés régulièrement jusqu'en 1990 par une taxe de 20 % sur les super-profits des entreprises.

Ces dernières pourront toutefois préalablement déduire de leur bilan la part des bénéfices résultant de l'inflation ainsi qu'une somme forfaitaire de 500 000 couronnes ou une somme correspondant à 6 % de la masse salariale. Au total, 2 milliards de couronnes seront ainsi injectés annuellement dans l'industrie. Aucun fonds ne pourra contrôler plus de 8 % du capital social d'une société cotée en Bourse. Mais l'opposition fait remarquer que rien n'empêche les cinq organismes régionaux de placer leur argent dans une même entreprise privée. Ils pourraient alors posséder 40 % des parts, ce qui fait voir rouge à bien des patrons. Les dividendes des actions seront versés au Fonds national des pensions et contribueront en principe au financement des futures retraites.

#### Une « solution pratique »

Pour les sociaux-démocrates, le vote de mercredi met le point final à un débat interne et politiquement embarrassant, ouvert en 1975 par la centrale ouvrière LO dont le projet initial visait la prise du pouvoir dans l'entreprise. Aujourd'hui, il s'agit, selon M. Olof Palme, d'une « solution pratique » au problème de la concentration des fortunes qui ne compromet en aucun cas l'économie mixte. Les fonds seront « un contre-poids à l'économie de spéculation ». Il convient de remarquer que cette concentration est intervenue pendant les quarante-quatre années de gouvernement social-démocrate. De 1932 à 1976, la gauche suédoise, politique et syndicale, ne s'est jamais opposée aux restructurations et aux fusions opérées dans le secteur privé, si celles-ci favorisaient la compétitivité et la bonne santé de l'industrie exportatrice.

Le gouvernement espère aussi que ces fonds vont contribuer à la reprise des investissements et modifier les revendications salariales dans les six années à venir. Pour le ministre des finances, M. Feldt, le redressement économique suppose un partage des sacrifices et « on ne peut exiger des syndicats qu'ils se contentent de hausses de revenus symboliques alors que les entreprises ont doublé, voire quadruplé leurs bénéfices en 1983 à la suite de la dévaluation de 16 % de la couronne ».

An cours du débat parlementaire des 20 et 21 décembre, les sociaux-démocrates se sont efforcés de minimiser l'ampleur et les conséquences de la réforme. Ils espèrent qu'elle sera peu à peu acceptée par l'opposition. Ce n'est pas le cas aujourd'hui : les sondages indiquent qu'environ 25 % seulement des Suédois y sont favorables malgré la « campagne d'explications » menée ces deux derniers mois par les syndicats pour répondre à la manifestation de soixante-quinze mille personnes le 4 octobre dernier, à Stockholm.

Les dirigeants des trois partis de l'opposition bourgeoise ont condamné l'introduction de ces fonds de salariés qui « menacent la libre entreprise », « découragent l'initiative privée », « ouvrent la porte au socialisme collectiviste ». La querelle est sans doute loin d'être terminée puisque les conservateurs, les centristes et les libéraux veulent mettre en place ce jeudi un groupe d'étude chargé de présenter un modèle de démantèlement des fonds qui pourrait être immédiatement mis en œuvre en cas de victoire « bourgeoise » aux élections législatives de 1985.

ALAIN DEBOVE.

### L'AFFAIRE DES CONTENEURS SUSPECTS Le matériel intercepté est de nature militaire affirme le ministre du commerce extérieur

De notre correspondant

Stockholm. — Le 11 novembre dernier, les douanes suédoises interceptaient dans le port d'Helsingborg quatre mystérieux conteneurs en provenance d'Afrique du Sud et destinés, selon certaines informations, à l'Union soviétique ou à la Tchétchouvaquie. Ils renfermaient deux ordinateurs américains particulièrement sophistiqués de type VAX 11-782, construits par Digital Equipment Corporation.

Après avoir examiné sous tous les angles ces équipements électroniques, les spécialistes suédois sont arrivés à la conclusion, mercredi 21 décembre, que ce matériel devait être considéré comme « militaire ». Le ministre du commerce extérieur, M. Hellström, a aussitôt annoncé que la Suède n'en autoriserait pas l'exportation et qu'il est placé sous contrôle militaire. Ces instruments servent à la fabrication de circuits imprimés pouvant être utilisés notamment pour le guidage de certains missiles ou dans un système de commande de tir. L'inspection suédoise du matériel de guerre n'exclut pas des applications civiles, mais « elles sont très difficiles à concevoir dans le contexte industriel suédois ». Par ailleurs, les techniciens ont relevé que toutes les plaques d'identification avaient été soigneusement effacées et que le chargement avait suivi un itinéraire plutôt étrange.

Les résultats de l'enquête de l'inspection du matériel contredisent la version donnée bien tardivement par le propriétaire et le destinataire de la marchandise. Le premier, un certain Richard Müller, ressortissant ouest-allemand, P.D.G. de la société Integrated Time A.G., est soupçonné par les services secrets des États-Unis de se livrer au trafic de haute technologie américaine vers l'Europe de l'Est. Voici un an, il avait décidé de fermer son entreprise du Cap, en Afrique du Sud, et de transférer ses équipements par bateau en Suède. Il comptait ouvrir un centre de services informatiques dans la banlieue de Stockholm, en association avec un homme d'affaires suédois, M. Sven Haakansson.

#### Affirmation du neutralisme

Pour l'inspection du matériel, cette version n'est pas convaincante, car il n'existe pratiquement aucun marché et aucune clientèle pour le type de services offert par le

VAX 11-782 en Suède. Tout porte à croire, par conséquent, que la Scandinavie n'était pas la destination finale du chargement.

Au début de la semaine, le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, a déclaré maladroïtement qu'il rendrait publiquement hommage à la Suède si celle-ci restituait les équipements aux États-Unis. « Il ne faut absolument pas, a-t-il ajouté, que ces ordinateurs tombent dans les mains de l'adversaire, c'est la sécurité des États-Unis, de la Suède et de l'ensemble du monde libre qui est en jeu ». Stockholm se serait volontiers passé de ce conseil. Le lendemain, l'Union soviétique répliquait, bien entendu, qu'il était inadmissible que les États-Unis donnent ainsi des ordres à un pays neutre et souverain. L'affaire est donc embarrassante. La Suède ne tient pas à être considérée comme un pays de transit pour le trafic illicite d'ordinateurs entre l'Est et l'Ouest, elle a grand besoin de technologie américaine avancée, mais elle ne veut pas donner l'impression à Moscou qu'elle cède à des pressions. Ce serait aggraver des relations bilatérales déjà tendues après les incidents des sous-marins dans les archipels de la Baltique. M. Hellström a laissé entendre que si le fabricant des ordinateurs Digital Equipment Corporation, et non l'administration américaine, demandait la réimportation du matériel, le gouvernement donnerait sans doute le feu vert.

ALAIN DEBOVE.

● **Saisie aux États-Unis de matériel destiné à l'U.R.S.S.** — Les douanes américaines ont saisi mardi 20 décembre à l'aéroport international de Denver (Colorado) du matériel de haute technologie qui devait être envoyé en Union soviétique via l'Allemagne fédérale. Un homme d'affaires britannique, Norman Comerford, trente-huit ans, qui possède un bureau de conseil international à Englewood (Colorado), et son associé américain, Bruce Adamsky, trente ans, ont été arrêtés et inculpés de violation de la loi sur les exportations d'armes. Parmi les objets saisis figurent un appareil destiné à mesurer l'amplicité des explosions nucléaires, d'une valeur de 113 600 dollars, et un système de décodage au laser d'une valeur de 50 000 dollars. — (A.F.P.)

## Hongrie

### UN ÉDITEUR INDÉPENDANT EST CONDAMNÉ A SIX MOIS DE PRISON AVEC SURSIS

Le sociologue Gabor Demszky, éditeur de publications « indépendantes », a été condamné, mercredi 21 décembre, à six mois de prison avec sursis pour « violences à agents ».

Il avait tenté d'empêcher des policiers de s'emparer de lettres et de papiers personnels, alors qu'il sortait, le 24 septembre dernier, de l'appartement d'un autre opposant « hongrois », Levente Rajk. Sévèrement battu, il avait dû être hospitalisé avec une commotion cérébrale.

Ce verdict, léger si on le compare aux sentences appliquées aux « dissidents » dans les pays socialistes voisins, constitue cependant un nouveau coup de semonce des autorités de Budapest à l'égard du petit groupe de personnalités indépendantes qui s'efforcent de constituer un espace de liberté d'expression au sein de la société hongroise.

M. Demszky dirige les éditions A.B.C., qui ont publié en deux ans une quarantaine de titres, et il a été, pour cette activité, soumis à une amende et à plusieurs fouilles et perquisitions.

Le déroulement du procès a illustré le souci des autorités hongroises de ne pas trop compromettre leur image de relatif « libéralisme » et leur réputation auprès des pays occidentaux : le tribunal, pendant les neuf heures d'audience, a soigneusement évité d'aborder tout sujet à caractère politique, notamment les raisons pour lesquelles M. Demszky avait été interpellé et fouillé.

D'autre part, même si l'accusé de la salle d'audience était réservé aux « personnes munies d'invitations », selon un procédé classique, les autorités ont finalement renoncé à faire évacuer les sympathisants de l'accusé, qui avaient réussi à pénétrer de force dans le tribunal. Plusieurs journalistes occidentaux ont pu assister au procès, mais un représentant d'Amnesty International, lui, trouvé porte close. — (A.F.P., Reuters, U.F.I., A.P.)

## Tchécoslovaquie

### UN OUVRIER « DISSIDENT » EST CONDAMNÉ A SIX ANS DE PRISON

Prague (A.F.P.). — M. Jiri Wolf, un ouvrier âgé de trente et un ans, signataire de la Charte 77, a été condamné, mercredi 21 décembre, à six ans de prison pour « subversion » et « divulgation de secrets ». On lui reprochait en fait d'avoir fait circuler la Charte 77, un manifeste en faveur du respect des droits de l'homme, et d'avoir donné à l'ambassade d'Autriche à Prague des informations sur ses conditions de détention. M. Wolf avait déjà été condamné à trois ans de prison en 1978 pour avoir signé la Charte 77, puis à six mois de détention pour « insultes à agent ». La nouvelle peine qui le frappe est parmi les plus lourdes appliquées à des dissidents tchécoslovaques depuis douze ans. Comme d'habitude, l'accusé du tribunal a été interpellé aux diplomates et à la presse occidentale.

## Turquie

### LE PARTI ISLAMISTE IRAKILI AL DAWA A REVENDIQUÉ LES ATTENTATS D'ISTANBUL ET D'ANKARA

Ankara (A.F.P.). — Le parti islamiste irakien Al Dawa (pro-iranien) a revendiqué, mercredi 21 décembre, les deux attentats perpétrés dans la matinée, l'un dans un quartier résidentiel d'Ankara, l'autre à proximité du consulat irakien d'Istanbul. L'explosion d'Istanbul avait fait quatre blessés parmi les passants.

Le commandement de l'état de siège d'Ankara a fait savoir que plusieurs ressortissants étrangers ont été arrêtés mercredi en liaison avec l'attentat d'Ankara. Il n'indique ni le nombre ni la nationalité des personnes arrêtées. Il précise, en revanche, que « l'étranger » qui avait loué la voiture dans laquelle avait été placée la charge explosive a été arrêté avant l'explosion dans une impasse d'un quartier résidentiel de la capitale. C'est ce qui explique que la voiture n'ait pas été conduite devant son « véritable objectif ».

## Argentine

### Des commissions spéciales vont enquêter sur des enlèvements et des assassinats politiques

Les autorités judiciaires argentines ont décidé de lancer une série d'enquêtes sur les cas d'enlèvements, de disparus et de fraudes administratives. Ces enquêtes, qui risquent de mettre en cause de hautes personnalités militaires, sont sans rapport avec le projet de gouvernement de M. Alfonsín qui entend traduire en justice les membres des anciennes jantes militaires au pouvoir depuis 1976.

Le général Bignone, dernier président du régime militaire, devra par exemple répondre d'accusations de « faux témoignage » dans des cas de disparitions. D'autres militaires de haut rang ont été cités à comparaître. Mais c'est l'amiral Massera, ancien membre de la junte, démissionnaire plus de six mois dans une base navale près de Buenos-Aires, qui semble particulièrement menacé.

Son nom a été associé à plusieurs assassinats, en particulier celui de Marcelo Dupuy, tué à Buenos-Aires en octobre 1982. Sa famille avait nettement mis en cause l'amiral, qui

serait également compromis dans le meurtre de M<sup>re</sup> Holmberg, ancienne attachée de presse à l'ambassade d'Argentine en France, assassinée à Buenos-Aires pour avoir, selon sa famille, fait des révélations sur le rôle de l'amiral Massera. Une enquête discrète serait actuellement menée à Paris par des fonctionnaires argentins qui s'intéressent aussi au rôle joué par le capitaine Astiz, celui-ci avait dirigé l'occupation de la Géorgie du Sud en 1982 et serait directement lié au meurtre de deux religieux français en Argentine.

● **Tournée européenne de l'ambassadeur Solari Yrigoyen.** — L'ambassadeur argentin itinérant, Hipólito Solari Yrigoyen, a quitté Buenos-Aires, mercredi 21 décembre, pour une tournée dans plusieurs pays d'Europe destinée à inviter les Argentins exilés à rentrer dans leur pays. M. Yrigoyen doit commencer sa tournée à Paris. — (A.F.P.)

## Nicaragua

### Le gouvernement affirme que l'évêque de Bluefields a été assassiné par un commando antisandiniste

Managua (A.F.P.). — Mgr Schaefer (1), évêque de Bluefields, a été assassiné, dans la nuit du mardi 21 décembre, par un commando antisandiniste, a annoncé mercredi 21 décembre le gouvernement nicaraguayen (le Monde du 22 décembre).

Un communiqué officiel a précisé que l'évêque a été tué « alors qu'il résistait à ses ravisseurs », des membres de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), composée notamment d'anciens gardes somozistes, qui seraient venus du Honduras. Des troupes de l'armée sandiniste ont été envoyées mercredi dans la région de Zelaya où a eu lieu l'enlèvement.

Un porte-parole de l'archevêché a déclaré à Managua qu'il mettait en doute cette version du gouvernement. « L'évêque était un homme intelligent et pouvait savoir quels dangers le risquer et il en avait conscience », a-t-il opposé une résistance physique à ses ravisseurs », a-t-il dit.

De son côté, l'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando, a pourtant affirmé que l'église nicaraguayenne « prendrait de sévères sanctions contre ceux qui l'ont assassiné ».

L'évêque se trouvait en visite dans la localité de Francis Sirper à 20 kilomètres de la frontière hondurienne, lorsqu'il a été enlevé avec trois autres religieux et un nombre indéterminé d'habitants par des membres de la F.D.N. venus du Honduras, selon des sources officielles nicaraguayennes. Il y a une semaine, deux mille membres de la F.D.N. avaient lancé une offensive dans le nord du pays, et la région de Francis Sirper en l'une des zones où l'opposition rendait au gouvernement sandiniste est très vive.

(1) Mgr Salvador Schaefer (et non pas Schaeffer comme indiqué par erreur dans le Monde du 22 décembre) était de nationalité américaine. Né dans le Wisconsin, âgé de soixante-trois ans, il vivait depuis trente ans au Nicaragua et avait été nommé évêque en 1970. Franciscain, il dirigeait le vicariat apostolique de Bluefields, sur la côte atlantique, peuplée en majorité de Noirs et d'indiens Miskitos. En 1975, Mgr Schaefer avait dénoncé les exactions

des forces somozistes dans la région et avait été responsable. En 1983, il avait également protesté contre les mesures prises par le gouvernement sandiniste contre les Indiens Miskitos.

## Colombie

### LES DEUX PRINCIPAUX MOUVEMENTS DE GUÉRILLA CONSTITUENT UN FRONT COMMUN POUR NEGOCIER AVEC LE GOUVERNEMENT BETANCUR

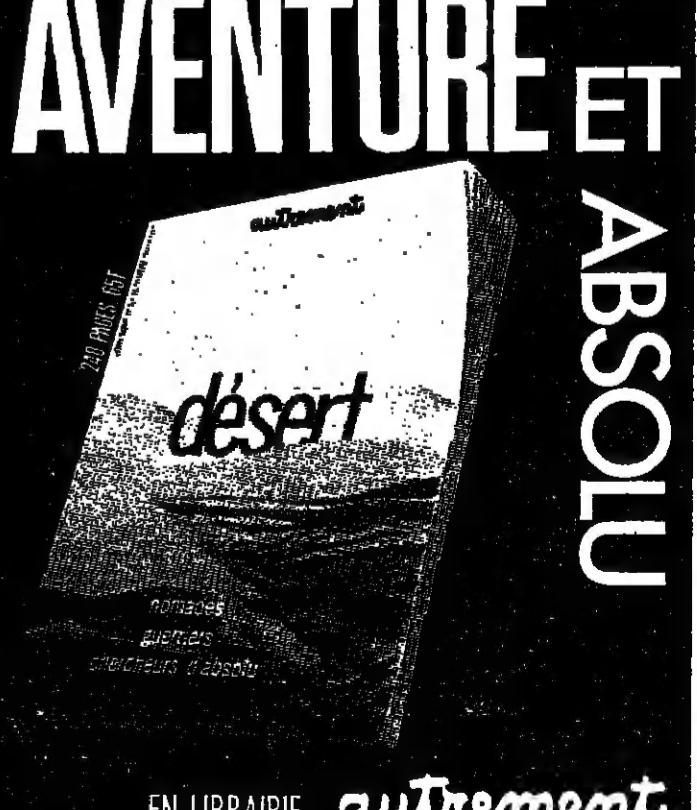
Bogotá (A.F.P.). — Les deux commandements principaux de la guérilla ont annoncé, le mercredi 21 décembre, dans un bulletin communiqué à la presse, la création d'un front unifié politique et militaire pour aider à la recherche de la paix en Colombie.

Cette décision, qui peut favoriser une paix négociée, a été prise par le président Belisario Betancur, a été prise par le M-19 (extrême gauche nationaliste) et par les forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-procommuniste). Sans renoncer à la lutte armée, les deux groupes affirment que ce front continuera les contacts avec le gouvernement Betancur pour la recherche d'une solution pacifique.

Les deux principaux dirigeants du M-19, M<sup>rs</sup> Marina Ospina et Alvaro Fayat, ont pour la première fois rencontré M. Betancur en octobre à Madrid, et ces deux dirigeants sont même apparus pour la première fois à la télévision à visage découvert.

De leur côté, les FARC, dont certains groupes poursuivent des actions armées dans les provinces du Sud-Ouest, sont acquis à une solution pacifique selon l'écrivain Gabriel García Márquez. Les FARC ont déjà rencontré une vingtaine de fois la commission gouvernementale pour la paix, et un accord pourrait être bientôt conclu.

ABSOLU



EN LIBRAIRIE autrement

## Le Monde

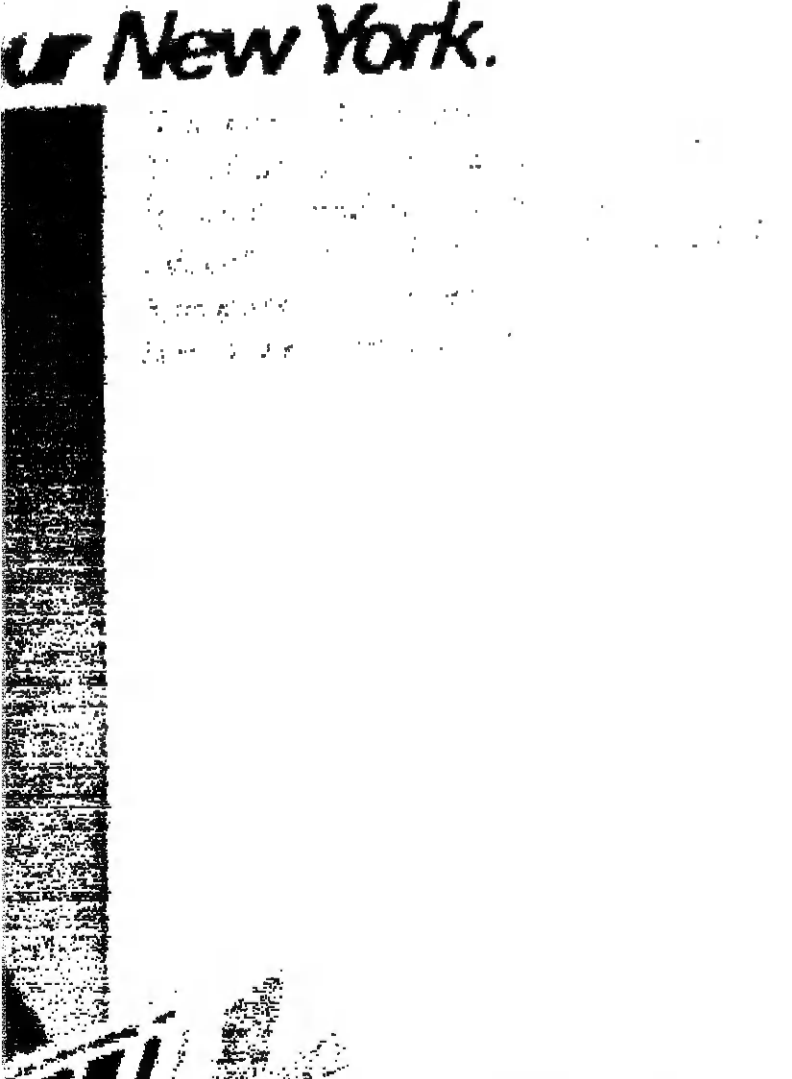
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

ABSOLU



Le monde est ouvert



# Le Monde

# politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### Le P.S. reporte sa convention nationale prévue pour janvier

Le bureau exécutif du P.S., réuni le mercredi 21 décembre, a décidé de repousser la date de la convention nationale consacrée à l'Europe, initialement prévue pour le 21 janvier.

A l'occasion de cette convention, le P.S. doit adopter définitivement un « manifeste européen », en cours de rédaction. Le bureau exécutif a estimé que l'évolution de la situation européenne, et notamment l'échec du sommet d'Athènes, rendait préférable l'actualisation de ce manifeste.

M. Jacques Hantzinger, membre du secrétariat national du P.S., chargé des relations internationales, a, ce même jour, présenté, au cours d'une conférence de presse, les thèmes que développeront les socialistes pendant la campagne pour les élections européennes de juin 1984.

M. Jacques Hantzinger a opposé l'Europe « molle » et conservatrice responsable, selon lui, de la « crise profonde » que traverse la Communauté, — dont le sommet d'Athènes a révélé le poids, et l'Europe « volontariste » que souhaitent le P.S. et le gouvernement. Le secrétaire national du P.S. a parlé de la « détermination », notamment face à la Grande-Bretagne, manifestée par M. François Mitterrand à Athènes. M. Hantzinger a opposé cette « détermination » à la « faiblesse » de M. Valéry Giscard d'Estaing dans ce domaine.

M. Hantzinger a estimé qu'il serait « irresponsable » de la part de l'opposition de transformer cette élection en référendum interne. Il a ajouté : « Si la droite veut faire un référendum, je crois qu'elle y sera perdue ».

Le P.S. développera à l'occasion de la campagne cinq grandes « priorités », axées sur l'emploi et la politique industrielle, le développement d'un véritable marché européen, une politique agricole renouée, la construction d'une Europe « forte et ouverte sur le monde » mais aussi « force de paix ».

M. Hantzinger a évoqué, à ce propos, le débat en cours sur la défense européenne. Il a estimé que ce débat, « normal », ne relève pas de la compétence du Parlement de Strasbourg, mais de celle de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.). Il

a indiqué : « La France est aujourd'hui la plus déterminée dans l'européanisation de notre sécurité ». Il a rappelé, en revanche, que certains États membres de la Communauté ne souhaitent pas l'ouverture de ce débat, avant d'ajouter : « Nous ne voulons pas risquer un éclatement de la Communauté pour une affaire qui n'en vaut pas la peine ». « Nous ne sommes pas à la veille de la défense européenne », a-t-il poursuivi. La menace immédiate, a ajouté M. Hantzinger, « ce ne sont pas les chars russes, mais la pénétration de l'industrie américaine et japonaise ».

A propos de l'élargissement de la Communauté, M. Hantzinger a affirmé : « Nous sommes solidaires avec l'attitude actuelle du gouvernement espagnol ». Il a opposé « ceux qui veulent un élargissement réduit (la France et l'Espagne) et ceux qui veulent un élargissement automatique, afin de permettre la pénétration du marché espagnol par les produits industriels du Nord », qui s'accompagnerait d'une « concurrence sauvage entre les agriculteurs du Sud ».

Enfin, M. Hantzinger a indiqué que le P.S. lancera au cours du premier trimestre de 1984 une campagne de sensibilisation des élus locaux socialistes aux questions européennes.

J.-L. A.

### Les compétences de M. Roland Dumas ministre chargé des affaires européennes

M. Maurice Couve de Murville (R.P.R., Paris), au cours de la séance du 21 décembre, à l'Assemblée nationale, a interrogé le premier ministre sur les fonctions de M. Roland Dumas, récemment nommé ministre chargé des affaires européennes.

M. Pierre Mauroy a notamment répondu que « les attributions de M. Roland Dumas ne diffèrent guère de celles de M. Chandonner ». Il a ensuite précisé que « le ministre des relations extérieures conservera l'intégralité de ses compétences dans le domaine de la coopération politique européenne ».

Le premier ministre a justifié en ces termes ce changement dans le gouvernement : « Puisque pendant six mois la France va assurer la présidence du conseil européen, il nous a paru indispensable d'asso-

cié plus étroitement encore la responsabilité des affaires européennes aux travaux du conseil des ministres ». M. Roland Dumas assistera à toutes les réunions de celui-ci. Ainsi, il connaîtra sur les questions européennes, qui revêtent toujours un caractère international, le point de vue des différents ministres intéressés.

[Un de nos lecteurs nous a écrit pour nous signaler que M. Roland Dumas était l'un des initiateurs de l'appel de 1962, lancé en juin 1962 en faveur d'une marche pour la paix qui avait reçu l'adhésion de nombreux députés communistes. En fait, M. Dumas n'a pas signé cet appel initial, mais a signé une liste complémentaire en juin 1963, en faveur de la manifestation pacifiste organisée au bois de Vincennes. Très peu de députés socialistes avaient signé cet appel et ces manifestations avaient été critiquées par la direction du P.S. et par plusieurs membres du gouvernement.]

### APRÈS L'ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT

### Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) a un conseil municipal d'opposition et un maire communiste

Le Conseil d'État a rendu, mercredi 21 décembre, son arrêt définitif sur l'élection municipale de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne). Il a suivi les conclusions du commissaire du gouvernement (le Monde du 9 décembre) et a confirmé la décision d'annuler les résultats, prise en première instance le 15 juin dernier par le tribunal administratif de Paris.

Constatant que les feuilles de pointage de deux bureaux de vote avaient été frauduleusement modifiées en vue d'attribuer à la liste d'union de la gauche, conduite par M. Berjal, maire sortant communiste, quarante voix obtenues par la liste d'opposition conduite par M. Bessière, R.P.R., le Conseil d'État a estimé que le tribunal administratif avait pu à bon droit rectifier les chiffres des suffrages et proclamer élus vingt-cinq conseillers de la liste de M. Bessière.

Constatant en outre que l'instruction avait révélé des fraudes, le Conseil d'État a décidé, conformément à l'article L.117-1 du code électoral, de transmettre le dossier au procureur de la République du tribunal de grande instance de Créteil.

La Haute Juridiction a aussi confirmé la décision prise le 6 juillet par le tribunal administratif de valider l'élection de M. Berjal comme maire de la commune, survenue le 17 mars. La requête de M. Bessière, candidat de l'opposition, adressée le 16 juin a été jugée tardive, et l'argument selon lequel les délais de recours pour contester l'élection du maire commencent à courir non-

pas le 17 mars mais le 15 juin (date du jugement du tribunal administratif relatif aux résultats du scrutin du 6 mars) a été jugé irrecevable. Limeil-Brévannes a donc un conseil municipal composé en majorité d'élus de l'opposition et un maire communiste.

Environ quatre-vingts élus et sympathisants de l'opposition ont envahi mercredi soir le hall de l'hôtel de ville à l'annonce de la décision du Conseil d'État. M. Guy Berjal a fait savoir qu'il entendait rester en place et a souligné que les deux arrêts du Conseil d'État créaient « une situation contradictoire et inédite ». Il est élu « plus sage » selon lui « de s'en remettre au suffrage universel pour régler ce problème ».

(Publicité)

### SUPER-ENNEIGEMENT AURON COTE D'AZUR

1 600 - 2 450 m

25 REMONTÉES MÉCANIQUES 120 KM DE PISTE SUR DEUX VALLÉES

La neige est tombée en abondance depuis le 15 décembre. Encore quelques places pour Noël.

Réservez dès maintenant votre séjour à tarif promotionnel en janvier, mars et avril.

Individuels, familles, groupes, comités d'entreprises.

Tout compris : hébergement, remontées mécaniques, école de ski.

7 jours - 8 nuits à partir de 700 F.

Hôtels 1, 2 et 3 étoiles, meubles, collectivités.

RENSEIGNEMENTS : OFFICE DU TOURISME, AURON 06680

Tél. (93) 23.02.66.

## Les dernières navettes parlementaires

Le projet sur la démocratisation du secteur public ne pourra probablement pas entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1984. C'est là la conséquence du refus de la majorité de l'Assemblée nationale d'approuver le texte sur lequel s'était mis d'accord les membres de la commission mixte paritaire Sénat-Assemblée nationale (le Monde du 22 décembre 1983).

Le mercredi 21 décembre au matin, en troisième lecture, les députés ont en effet confirmé leur choix antérieur ; les sénateurs peu avant minuit — heure de

clôture de la session ordinaire — ont refusé, pour manifester leur mauvaise humeur, d'examiner ce texte. Ils se sont d'autant plus étonnés de la position de l'Assemblée que le gouvernement avait accepté le texte de la commission mixte paritaire.

Pour que ce texte entre rapidement en vigueur, il aurait fallu — ce qui n'a pas été le cas — que le président de la République prenne un nouveau décret en l'inscrivant à l'ordre du jour de la session extraordinaire qui s'est ouverte ce jeudi 22 décembre.

### Projets

#### définitivement adoptés

● **MODIFICATION DU CALCUL DES DOTATIONS GLOBALES D'ÉQUIPEMENT ET DE FONCTIONNEMENT.** — L'urgence ayant été proclamée, la commission mixte paritaire s'est réunie le mardi 20 décembre et est parvenue à un accord. Contrairement au souhait du Sénat, elle a notamment accepté que Paris ne bénéficie pas de la dotation « ville-centre » ; en revanche, elle a supprimé les dispositions nouvelles de calcul de la dotation supplémentaire attribuée aux communes touristiques et thermales adoptées par l'Assemblée nationale. Le projet ainsi modifié a été adopté le 21 décembre par l'Assemblée nationale par 328 voix (P.S.-P.C.) contre zéro, le R.P.R. et l'U.D.F. s'abstenant ; ce même jour, le Sénat l'a adopté à l'unanimité.

● **PRÉ-RETRAITE DES FONCTIONNAIRES.** — Le projet de loi relatif et modifiant l'ordonnance portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite

et relatives à la cessation d'activité des fonctionnaires des collectivités locales et des établissements publics a été adopté par le Sénat ce même jour dans le texte mis en point par la commission mixte paritaire et voté à la veille par l'Assemblée nationale. Le Parlement a ainsi accordé un délai supplémentaire aux personnels concernés pour déposer leur demande de cessation anticipée d'activité.

● **COLLECTIF BUDGÉTAIRE.** — Le projet de loi de finances rectificative pour 1983 a été adopté, à l'unanimité, par le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

● **PRIX DE L'EAU.** — En troisième lecture, et après échec de la commission mixte paritaire, le Sénat le 21 décembre dans les mêmes termes que par l'Assemblée nationale la veille (le Monde du 22 décembre).

## Au Sénat

### REJET DE LA SECONDE LOI DE PLAN

Inscrite au fin de session au Sénat, la discussion de la deuxième loi de Plan n'a guère gagné aux multiples interruptions sonnes nécessaires par l'examen des textes en navette. Le débat, qui s'est poursuivi mercredi 21 décembre, n'a pas permis de concilier — ni même de rapprocher — les points de vue : la majorité sénatoriale a maintenu son opposition aux « moyens d'exécution du 2<sup>e</sup> Plan de développement économique, social et culturel » préparés par le gouvernement, en votant la suppression des trois articles du projet. De ce fait, la discussion des amendements, qu'ils aient été présentés par le gouvernement ou les élus de sa majorité, est restée vaine.

Les porte-parole de la majorité sénatoriale — qualifiés de « chevaliers de l'Apocalypse » par M. Pierre Gombau (P.C., Essonne) — ont dénoncé les lacunes d'un projet « éloquent par ses silences », selon la formule de M. Marcel Lucotte (R.I., Saône-et-Loire), votée par le rapporteur, M. Bernard Barbier (R.I., Côte-d'Or). Le censeur le plus sévère aura sans doute été M. Paul Masson (R.P.R., Loiret) : « En huit mois, constate-t-il, nous sommes passés de « la Grande Illusion » à « Quai des brumes », sans changer d'acteurs, ni de mettre en scène (...), quel talent ! ».

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.

Après que M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ont observé le « pessimisme morbide » et le « défaitisme » de ces critiques, M. Barbier estime que les débats de l'Assemblée nationale (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre) ont démontré « l'impossibilité du dialogue ». Il rappelle que depuis les débats de la V<sup>e</sup> République, l'opposition d'ailleurs n'a voté aucun Plan : « Nous n'avons donc, estime-t-il, aucune leçon à recevoir » de la majorité d'aujourd'hui.



tes parlementaires

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 21 décembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

**BUDGET DE 1982**

Le déficit budgétaire aura été limité en 1982 à 2,79 % du produit intérieur brut. Le secrétaire d'État chargé du budget a présenté au conseil des ministres le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'État pour 1982.

Ce projet constate les dépenses et les recettes de l'État effectivement exécutées au cours de l'année 1982. En définitive, le déficit budgétaire s'établit à 98,95 milliards de francs, soit à un niveau très voisin de celui qui avait été prévu. Restant en deçà du plafond de 3 % du produit intérieur brut, il est inférieur à celui constaté au cours de la même année dans la plupart des pays comparables.

**TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES**

Majoration de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 1984, conformément à l'accord salarial du 22 novembre 1982. Sur la proposition du secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives, le conseil des ministres a adopté le décret revalorisant de 2 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1984 les traitements des personnels civils et militaires de l'État.

Cette revalorisation a pour effet de porter le minimum de traitement en région parisienne à 4.489,73 francs brut.

La revalorisation supplémentaire de 2 %, qui a été accordée précédemment aux agents dont l'indice est inférieur à 478, sera étendue à l'ensemble des personnels.

Ces mesures sont conformes au relevé de conclusions soumise aux organisations syndicales le 22 novembre 1982.

# Le communiqué officiel du conseil des ministres

**RISQUES NATURELS MAJEURS**

Mieux prévoir les risques et mieux coordonner les moyens d'action. — Après avoir rappelé le bilan des activités de M. Haroun Tazieff, qui a fait l'objet d'un rapport au président de la République en mai dernier, le premier ministre a fait le point des actions en cours en matière de prévention des risques naturels majeurs :

- Coordination et financement de la prévention des incendies de forêts dans l'espace méditerranéen ;
- Création d'un comité supérieur d'évaluation des risques volcaniques ;
- Préparation du décret, prévu par la loi du 13 juillet 1982, relatif à l'élaboration des plans d'exposition aux risques.

Pour l'avenir, il est apparu qu'une structure de réflexion et de proposition indépendante des organismes opérationnels qui relèvent de plusieurs départements ministériels était nécessaire. A cette fin, une délégation sera créée auprès du Premier ministre.

La mission de cette délégation sera d'apprécier les risques naturels majeurs, d'évaluer les moyens de les prévenir et de proposer les mesures nécessaires à une coordination efficace des moyens de secours civils, publics ou privés, et militaires. Il lui sera demandé, en particulier, d'apporter l'impulsion nécessaire à la mise en place des plans d'exposition aux risques prévisibles et d'être, dans la préparation des mesures de prévention des catastrophes, l'interlocuteur des organisations non gouvernementales spécialisées dans les secours d'urgence.

**LUTTE CONTRE L'INFLATION**

Une action indispensable pour assurer durablement la compétitivité de notre économie. — Le ministre de l'économie et des finances a fait le point sur les actions menées contre les causes structurelles de l'inflation.

Il s'agit là d'une œuvre de longue haleine qui concourt à la fois à la politique d'assainissement à court terme et à l'effort pour établir les fondements d'une économie plus performante à moyen terme.

Le changement des comportements en matière de prix et de revenus constitue l'élément central dans la lutte contre l'inflation. Les progrès enregistrés depuis dix-huit mois devront être consolidés en 1984. Ils le seront d'autant mieux que se poursuivra la politique d'équité sociale et de justice fiscale.

Le ministre a rappelé les améliorations apportées dans ce sens à notre système fiscal et les mesures importantes qui figurent, à ce titre, dans la loi de finances pour 1984, notamment en ce qui concerne les régimes fiscaux des non-salariés.

L'inflation doit être combattue par une maîtrise rigoureuse de l'ensemble des coûts. Cette préoccupation a conduit le gouvernement à gérer les charges sociales des entreprises — à l'exception de celles afférentes à l'assurance chômage, — à contribuer à la diminution relative des coûts financiers, à encourager la productivité et l'investissement. Le système bancaire, l'administration et les régimes de sécurité sociale ont été invités à participer à cet effort.

Meilleure compétitivité des entreprises, efficacité plus grande des administrations, diminution des coûts collectifs, tels sont les grands axes de cette politique structurelle qui ne peut réussir sans que notre économie retrouve plus de flexibilité et fasse davantage jouer la concurrence. Les orientations définies par le conseil des ministres du 9 novembre dernier en matière de politique de la concurrence s'inscrivent dans cette perspective.

Dans un monde marqué par une compétition acharnée et des mutations technologiques, il n'y a de place que pour les nations qui savent non seulement produire mieux et plus, mais aussi dominer leurs déséquilibres intérieurs, dont le plus pernicieux est bien l'inflation qui incline à la facilité et nuit à une meilleure productivité de l'économie.

La participation du gouvernement, M. Max Gail, a précisé, à l'issue des délibérations, que M. Mitterrand était intervenu pour exprimer, à ce sujet, son attachement à la vérité des prix. Le secrétaire d'État a déclaré : « La présidence de la République a indiqué qu'il s'agit de la vérité des prix, à la réalité des prix et des coûts. »

Il a indiqué qu'on ne pouvait pas contraindre les secteurs vivants de l'économie par des mesures administratives, insistant bien qu'il n'était pas partisan d'une politique des indices. Il a marqué que, à son avis, l'effort entrepris pour réduire les coûts financiers des entreprises était insuffisant et que les remboursements auxquels elles étaient contraintes étaient un lourd handicap dans leur politique d'investissement. »

**STATUTS DES PERSONNELS DE RECHERCHE**

Les nouvelles dispositions statutaires assureront la mobilité des chercheurs et une meilleure organisation de leurs carrières. — Le ministre de l'industrie et de la recherche a présenté au conseil des ministres une communication sur le nouveau statut des chercheurs, ingénieurs, techniciens et personnels administratifs des établissements et services publics de recherche.

Ce statut, élaboré après consultation des instances scientifiques et des organisations syndicales représentatives, met en œuvre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1984, le principe de la titularisation dans la fonction publique qui avait été fixé par la loi d'orientation et de programmation de la recherche du 15 juillet 1982.

Les personnels bénéficieront désormais de meilleurs garanties sur le plan des carrières et de la couverture sociale. Le statut permettra du même coup la mise en œuvre d'une mobilité effective tant au sein de la recherche publique qu'entre les organismes et la recherche industrielle. Des passerelles avec l'enseignement supérieur seront aménagées.

L'évaluation de l'activité des personnels au regard de l'ensemble des missions définies par la loi d'orientation et de programmation sera effectuée périodiquement par des commissions d'experts.

Les aménagements à ce statut-cadre qui s'avèrent nécessaires pour tenir compte des spécificités des différents établissements et services seront arrêtés après consultation des instances concernées.

Ce nouveau statut doit assurer une ouverture accrue de la recherche publique sur l'ensemble des activités économiques et sociales. Il est un élément essentiel de la politique de développement scientifique et technique qu'a engagée le pays.

**ENSEIGNEMENT PUBLIC ET PRIVÉ**

Le ministre de l'éducation nationale a rendu compte au conseil des ministres des réponses apportées par les partenaires aux propositions qu'il a faites, au nom du Gouvernement, le 19 octobre dernier, concernant l'évolution des rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé.

Les conditions d'ouverture de négociations globales n'ayant pas pu être réunies, des négociations partielles et bilatérales seront engagées très prochainement sur des problèmes précis, avec les partenaires les plus directement concernés.

Elles devraient être achevées dans un délai de l'ordre de deux mois, de façon que les dispositions législatives puissent être soumises au Parlement à la session de printemps et que les solutions retenues, tant législatives que réglementaires, puissent être appliquées dès la rentrée scolaire 1984.

Le ministre de l'éducation nationale fera ce jour et sur ce sujet une déclaration au nom du gouvernement (lire page 8).

**SESSION PARLEMENTAIRE**

Un important travail législatif a été accompli. — Consacrée en grande partie au débat budgétaire, la session ordinaire qui s'achève le 21 décembre par un très court session extraordinaire, aura en outre permis l'adoption de quarante-huit lois.

Cet important travail législatif a notamment porté sur :

- la poursuite du programme de réforme engagé en mai 1981 (lois sur l'enseignement supérieur, la fonction publique de l'État, la fonction publique territoriale et l'organisation bancaire) ;
- la deuxième loi de plan ;
- diverses mesures d'ordre économique et social (seconde tranche du fonds spécial des grands travaux, congé d'entreprise et congé sabbatique, réforme des caisses de mutualité sociale agricole, contrôle de l'état alcoolique, vente des logements H.L.M.) ;
- plusieurs textes concernant les départements et territoires d'outre-mer ;
- seize conventions et accords internationaux.

En outre, l'examen de plusieurs projets importants a été entamé, en particulier celui des lois sur la formation professionnelle continue et sur la limitation de la concentration des entreprises de presse.

**AIDE AUX TRAVAILLEURS PRIVÉS D'EMPLOI**

Le ministre délégué chargé de l'emploi a informé le Conseil des ministres de la conclusion par les partenaires sociaux, le 20 décembre 1983, d'une convention ayant pour objet de prolonger jusqu'au 31 janvier 1984 le système actuel d'indemnisation des chômeurs. Cette convention sera agréée dans les prochains jours.

## MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres du mercredi 21 décembre a nommé M. Jean Giry, conseiller référendaire à la Cour des comptes, conseiller maître à ladite Cour.

En outre, le conseil a adopté diverses mesures d'ordre individuel relatives à des officiers généraux et supérieurs des trois armées. — (Lire page 8.)

Les chemises Arrow

Arrow

JOCKEY-CLUB

240 bis, bd Saint-Germain, 4<sup>e</sup> arr. 107, rue de la Pompe, 8<sup>e</sup> arr. Paris

EN VUE ENQUÊTE JOURNALISTIQUE RECHERCHONS TÉMOIGNAGES PERSONNES CONFRONTÉES, CONCERNÉES, PAR PROBLÈMES DE L'INCESTE.

Boire : Les Miroirs de l'Information

Place 585

11, rue de la Pompe, 8<sup>e</sup> arr. Paris

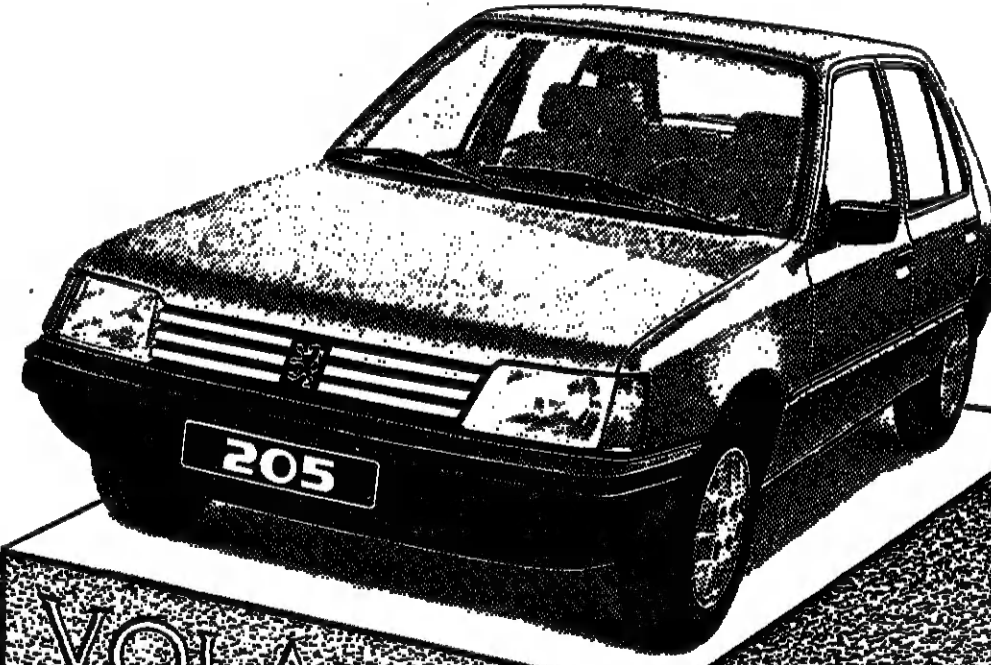
# "BONNE FIN D'ANNÉE!"

"Pour moi l'année finit bien : je viens de recevoir deux prix. Je vous souhaite à tous une fin d'année aussi heureuse que la mienne."



PRIX 1983 POUR L'ÉNERGIE

CE PRIX DÉCERNÉ PAR LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RÉCOMPENSE LA HAUTE TECHNOLOGIE DE PEUGEOT QUI A PERMIS DE RÉALISER POUR LA 205 UN MOTEUR SOBRE ET PERFORMANT.



VOLANT D'OR 1983

LE VOLANT D'OR EST LA PLUS HAUTE DISTINCTION AUTOMOBILE ATTRIBUÉE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE À UNE VOITURE. LA PEUGEOT 205 A ÉTÉ ÉLUE LA MEILLEURE DANS SA CATÉGORIE.

PEUGEOT 205

Un constructeur sort ses griffes



Le Monde

# société

## LES PROPOSITIONS DE M. SAVARY SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

### « Pourquoi cet acharnement à tout fonctionnariser ? » demande le président de l'UNAPEL

M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents de l'enseignement libre (UNAPEL), confirme dans l'entretien qu'on lira ci-dessous l'opposition de son association à la titularisation des enseignants du privé.

« Quelle est votre première appréciation sur la déclaration de M. Savary ? »

« Je constate tout d'abord le sentiment d'une très grande volonté actuelle de la part du gouvernement d'aller vite, très vite même, puisqu'il faut un décret d'un mois et demi pour régler un sujet très délicat. C'est beaucoup trop court. »

« Il nous faut bien relever aussi que l'on n'a guère tenu compte de notre refus de négocier sur la titularisation des maîtres du privé. Enfin, le fait que les négociations porteront à la fois sur les « principes » et sur les « modalités » des mesures projetées mérite attention. S'il en est vraiment ainsi, nous pourrions mettre en cause les textes qui nous seront soumis. Pour l'instant, nous n'avons pas encore reçu de projet de textes et nous attendons donc avant de juger. »

« Tout de même, après avoir examiné cette déclaration, pensez-vous que vous ayez pu avoir des discussions avec le gouvernement ? »

« Sur les trois premiers points — l'harmonisation des ouvertures et fermetures de classes entre le public et le privé, la notion de crédits limitatifs inscrits au budget, le rôle des collectivités territoriales — la négociation devrait être possible, à condition qu'il s'agisse d'une véritable négociation. Elle devrait être

d'autant plus possible que nous avons déjà dit que ce sont trois points que nous acceptons d'étudier avec le ministère. Sur le quatrième, la titularisation des enseignants, tout dépendra des intentions du gouvernement. »

« On bien nous pourrions faire valoir que l'enseignement catholique a besoin d'un statut spécifique pour ses maîtres, ou bien cela sera refusé. Dans ce dernier cas, l'on prendra un chemin difficile. Car nous ne pourrions admettre que les personnels de beaucoup d'entreprises — E.D.F. par exemple — qui concourent au bien public, disposent d'un statut particulier et pas les nôtres. »

« Quel « statut particulier » exigez-vous ? »

« Les lois actuelles n'accrochent pas un statut très clair aux enseignants du privé. Certains, sous contrat simple, sont seulement « agréés » ; d'autres, sous contrat d'association, sont « contractuels ». Nous voudrions fonder les statuts sociaux en un seul qui assurerait une meilleure garantie d'emploi. Nous souhaiterions aussi améliorer le fonctionnement des commissions mixtes d'emploi que nous voudrions plus délibératives, c'est-à-dire jouissant d'un pouvoir plus grand pour l'affectation de nos enseignants. »

« Un accord vous paraît-il possible aujourd'hui sur ce problème de la titularisation ? »

« L'application aux maîtres du privé du statut des maîtres du public nous paraît impossible. Le statut est beaucoup trop centralisé, les règles de mutation dans la fonction publique sont telles qu'elles ne sauraient

correspondre aux besoins de nos écoles par rapport à nos choix éducatifs et à la liberté de choix des maîtres. Si le gouvernement ne veut pas y mettre du sien, ce point pourra vraiment déclencher la guerre scolaire. »

« Mettre du sien », qu'est-ce que cela veut dire ? »

« Comprendre que cette mesure est dénuée d'intérêt évident. Elle prétendrait, parait-il, à un mieux social. Nous pensons, quant à nous, qu'une meilleure garantie sociale n'impliquerait nullement l'obligation de titularisation. Pourquoi cet acharnement à tout fonctionnariser ? Ce n'est pas raisonnable. Sur ce point, nous sommes prêts à négocier, mais nous sommes prêts à résister très fortement dès que les textes seront connus. Nous déclencherons notre plan de mobilisation en l'adaptant graduellement si nécessaire. »

« Qu'allez-vous faire dans l'immédiat ? »

« La commission permanente de l'enseignement catholique se réunit ce jeudi 22 décembre. Mais, en l'absence de textes de « propositions concrètes », elle ne pourra se prononcer sur un oui ou non par un non. Je réitére seulement que si certains points peuvent faire l'objet de négociations, le principe d'une titularisation des maîtres, en revanche, s'il était imposé, ne saurait obtenir notre accord. Des tensions très dures apparaîtraient. Il y aurait affrontement. Ce que nous ne souhaitons pas. Pourquoi ne pas envisager la capacité d'innovation et le bon sens de nos maîtres, par exemple, pour trouver une solution à ce grave problème ? »

Propos recueillis par CHARLES VIAL

### LA DÉCLARATION DU MINISTRE

Voici le texte de la déclaration de M. Alain Savary approuvée par le conseil des ministres du 21 décembre :

« Le ministre de l'éducation nationale a rendu publiques, le 19 octobre dernier, les propositions du gouvernement concernant l'évolution des rapports de l'Etat et de l'enseignement public avec l'enseignement privé. »

« En réponse, une majorité de partenaires, de l'enseignement public et de l'enseignement privé, a fait connaître son refus de la démarche globale proposée et de son contenu. De leur côté, certains partenaires avaient accepté cette méthode et son objet. »

« Le ministre de l'éducation nationale constate que, dans ces conditions, il ne peut ouvrir de négociations globales ; mais il est de son devoir, au nom du gouvernement, de conduire la rénovation de l'ensemble du système éducatif afin d'offrir à chaque élève les voies les plus efficaces de sa formation dans des conditions d'égalité pour tous et d'égal respect des mêmes principes dans tous les établissements qui concourent au service public. »

« La phase de concertation préalable étant maintenant achevée, il soumettra désormais aux partenaires des propositions concrètes qui permettront de résoudre progressivement les différents problèmes. »

« Sur la base de ces propositions, les négociations seront ouvertes sans délai, domaine par domaine, avec les partenaires qu'elles concernent le plus directement et qui en acceptent la méthode. Ces négociations garderont un caractère bilatéral et porteront à la fois sur les principes et modalités des mesures projetées. »

« Un premier groupe de propositions sera communiqué aux partenaires dans les jours qui viennent. Il vise à résoudre les problèmes les plus urgents et constitue un ensemble cohérent, représentatif des orientations et de la méthode choisies par le gouvernement. »

« Dans la perspective d'une application pour la rentrée scolaire 1984, et compte tenu du calendrier de mise en œuvre des solutions retenues au terme des négociations, les projets législatifs devront être arrêtés pendant l'inter-session parlementaire, soit afin de laisser à la négociation un délai raisonnable, soit afin de fixer le cadre législatif. »

« Ce premier groupe de propositions concernera : »

« L'harmonisation des ouvertures et des fermetures de classes dans l'enseignement privé sous contrat avec les mesures de cette nature prévues dans l'enseignement public, et l'expérimentation de l'assemblage des procédures d'inscription des élèves ; »

« L'interprétation de la notion de « besoin scolaire reconnu » dans la passation des contrats, et l'inscription de crédits limitatifs dans les lois de finances ; »

« L'intervention financière des collectivités territoriales à l'égard de l'enseignement privé actuellement sous contrat, et la définition de l'établissement d'intérêt public ; »

« La titularisation des personnels enseignants volontaires de l'enseignement privé sous contrat. »

« En outre, le ministre de l'éducation nationale mettra en place un groupe de travail chargé d'examiner les conditions de l'application de la réforme des collèges aux établissements qui concourent au service public. »

### LA MAJORITÉ SÉNATORIALE SOUHAITE LA CRÉATION D'UNE MISSION D'INFORMATION

Les responsables des groupes de la majorité sénatoriale souhaitent que le Sénat crée une mission d'information « sur l'enseignement libre en France et en particulier dans ses rapports avec l'Etat et les collectivités locales ». Pour MM. Adolphe Chauvin, président du groupe de l'Union centriste, Charles Pasqua, président du R.P.R., Philippe de Bourgoing, président des R.I. et Jean-Pierre Cantegrit, vice-président de la Gauche démocratique, cette mission devrait donner au Sénat « les moyens d'exercer une vigilance accrue en ce moment où le gouvernement remet en cause l'existence même de l'enseignement libre ». Le groupe des Républicains indépendants « dénonce la responsabilité du gouvernement qui, après trente ans de paix scolaire souhaitée par tous les Français, a déclenché dans le pays un affrontement des consciences ». Après avoir affirmé que les sénateurs républicains et indépendants sont décidés « à combattre » aux côtés des familles « pour préserver leur droit de choisir l'école de leurs enfants », ces sénateurs s'interrogent : « Pourquoi ce sauvetage qui peut être évité ? On ne peut qu'être attiré et indigné par la décision prise en conseil des ministres. »

### Le sursaut de Maria-Christine

De notre envoyée spéciale

Reims. — « La petite brune qui a tué son gosse ? Elle traînait dans les cafés près du théâtre. Elle n'a eu que ce qu'elle méritait. » Sur Maria-Christine Da Silva, vingt-sept ans, condamnée le 14 octobre dernier pour infanticide à dix-sept ans de prison, le patron de bar est catégorique. Deux mois après le verdict de la cour d'assises de la Meuse, le procès plonge encore la ville en pleine controverse.

Pour les uns, le châtiment est à la hauteur de la faute. « Même pendant la guerre, dans le pire des milieux, on ne se débarrassait pas de son gosse. » Pour d'autres, la sentence est excessive. « C'est un procès-maître. Elle-même a manqué de peur son suicide. »

Le 12 mai 1981, aux premières heures de la matinée, dans le petit square Jeanne-d'Arc à côté du palais de justice, Maria-Christine Da Silva a absorbé quinze cachets de barbituriques, après en avoir fait avaler six à Michael, son fils âgé de quatre ans. Transport à l'hôpital, l'enfant meurt. La mère en réchappe. Le 14 mai, elle est inculpée d'infanticide et écrouée à la maison d'arrêt de Châteauneuf-Meuse.

Le 14 octobre 1983, la cour d'assises condamne Maria-Christine Da Silva à dix-sept ans de réclusion. Dans la salle d'audience, pleine à craquer, des gens protestent. A la barre, le « débailage » a choqué.

Le procès devient le sujet du jour, sont portés même les faits. On évoque le prétoire, les dépositions, parfois jusqu'à l'écoulement. Comme on dit ici, les « affaires » se sont avouées. L'enquête a été menée. La mère de Maria-Christine, modeste employée aujourd'hui à la retraite, la mère dont l'autorité est connue... C'est une famille qui se veut « modeste », où tout irait bien sans l'accusée partie sans retour.

### Pourquoi en cessation

En ville, depuis, l'opinion s'agite... et les ont jugés non les faits, mais Maria-Christine, son attitude. Selon un journaliste, « le président n'avait aucune sympathie pour l'accusée. L'interrogatoire, c'est que cela se voyait. » « Faut-il, pour autant, oublier les circonstances atténuantes ? », interroge-t-il. Solitude et misère : ni travail, ni domicile. « Elle n'a pas tué son enfant, elle voulait partir avec lui », expliquent certains.

Une longue amorce a, de fait, précédé le drame. De 1976 à 1979, Maria-Christine Da Silva a vécu avec un homme, le père de Michael. Elle a repris alors les trois premiers enfants de ce dernier, confiés jusque-là à la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale).

Disputes, séparation : la jeune femme se retrouve à la rue avec son fils. Elle travaille à l'occasion, en intérim, comme mécanicienne. « Michael était tout pour elle », soulignent ses proches. Elle vit chez les uns et les autres. Pendant un hiver, elle s'est installée dans une voiture abandonnée sur un parking. Son fils est chez un de ses frères, sa belle-sœur n'a pas voulu d'elle. Plus tard, elle trouve refuge chez une amie — celle, précisément, dont la déposition au prétoire l'accablait. Passent ainsi deux ans d'existence relative.

Puis, de nouveau, la rue. Maria-Christine a fini par laisser

à dix-huit ans, « pour vivre sa vie ».

Maria-Christine Da Silva. De surcroît, maîtresse mère... C'est une amie de Maria-Christine, raconte-t-on, qui, à la barre, a lu à assés le coup fatal. Pendant deux ans, elle a hébergé la jeune femme et son fils. Elle se souvient de tous ces hommes « supposés » amants, des fugues multiples en laissant l'enfant à la maison. La déposition a été accablante. Dépravation de l'accusée contre vertu du témoin : c'est ce qu'a retenu l'accusateur qui n'a pas insisté à la défense le temps de démentir certaines faits. L'accusée a pourtant des liens avec le milieu de la prostitution. Lorsque ce témoignage a pris fin, tous les regards ont convergé vers Maria-Christine. Allait-elle pleurer ? Se repentir enfin ? La jeune femme a gardé un air buté.

« Mais pourquoi s'est-elle obstinée ? », répète-t-on aujourd'hui, si elle avait eu une autre attitude... Certes, elle a souffert de la sévérité excessive qui régnait dans la maison familiale. La cour, pourtant, critique-t-on, n'a guère laissé de place à cette évocation, interrompant même certains témoins clés par la défense. De même, la mère de Maria-Christine a été jugée « hors sujet ». Au père Joseph Wresinski, fondateur du mouvement Aide à toute détresse-Quart-monde, qui tentait d'exprimer cette misère, le président de la cour a répondu : « Nous jugeons ici une affaire... pas le malheur. »

On ne s'étonne pas, alors, si les faits ont pris une certaine coloration. L'accusée n'aurait-elle pas simulé le suicide pour se débarrasser de l'enfant ? Soupçons... « Le jour de son procès », explique-t-on, l'accusée a été requise de douze à quinze années. Les jurés — six femmes et trois hommes — ont opté pour dix-sept ans de réclusion. La nouvelle condamnée ne réagit même pas.

### Pourquoi en cessation

son monde. Elle sollicite alors son ancien concubin, qui la repousse. Elle lui annonce sa décision d'en finir...

Et c'est le drame. Puis la défection, le procès, le verdict... et le sursaut. Maria-Christine Da Silva se pourvoit en cessation.

Des familles rémoises d'Aide à toute détresse-Quart-monde lancent alors un comité pour soutenir le pourvoi. En quelques jours, celui-ci recueille deux mille signatures, celles de mères de famille, d'enseignants, de membres de la municipalité et des professions judiciaires. A droite comme à gauche, on demande que Maria-Christine soit relâchée. En prison même, après une période de quarantaine, on a « compris » la jeune femme. « N'est-elle pas déjà condamnée à vie ? Jamais elle ne pourra oublier. » La pétition a été récemment transmise au procureur général et au ministre de la justice.

Pour une partie de l'opinion, « dix-sept ans », c'est trop, c'est injuste. On compare, il y a quelques semaines, la cour d'assises de Haute-Garonne a jugé une affaire semblable. Une jeune femme avait tué son bébé par barbituriques, avant de tenter, sans succès, de se donner la mort. Pour un amour déçu. La cour s'en est émue. L'accusée a été condamnée à deux ans de prison avec sursis...

DANIEL ROUARD.

### De la satisfaction au mécontentement

Les déclarations de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, sur les rapports de l'Etat et de l'enseignement public avec l'enseignement privé suscitent satisfaction, indignation ou réserve selon les partenaires.

La satisfaction est celle du Comité national laïque (CNL). Son secrétaire général, M. Michel Bouchareiss, « prend acte du changement de méthode qui est positif », et considère « comme important que le Parlement doive être prochainement consulté ».

L'indignation, la colère même, s'expriment dans les propos des élus de l'opposition. Ainsi, l'Association parlementaire pour la liberté d'enseignement (A.P.L.E.) estime-t-elle que « le pire des sectarismes s'est emparé de la volonté de dialogue ». Pour l'association, dont le secrétaire général est M. Jacques Barrot, député U.D.F. de Haute-Loire, « le calendrier retenu ne permettra qu'une parodie de négociations ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, a déclaré que le gouvernement « impose maintenant un ultimatum inacceptable aux défenseurs de la liberté de l'enseignement

privé ». Le ton monte encore chez M. Guy Guerneur, président de Combat pour la liberté de l'enseignement (C.L.E.), pour qui « face à cette agression caractérisée contre une liberté fondamentale garantie par la Constitution et par la Déclaration des droits de l'homme, la parole n'est pas à la négociation mais à la résistance ».

La réserve, on la trouve chez certains de ceux que M. Savary considère, selon ses propres termes, « comme des interlocuteurs véritables ». Le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, ne cache pas son inquiétude. « On constate, nous a-t-il déclaré, une volonté de faire disparaître des différences entre les établissements, une volonté d'alignement. La liberté est sauvegardée, nous dit-il, mais peut-être pas les différences qui sont nos raisons mêmes d'exister. » Il s'étonne d'un « changement, non seulement de méthode », mais d'une « accélération du processus, car les délais d'examen des textes seront très insuffisants ». Cependant, M. Guibert réserve la position de l'enseignement catholique jusqu'à la publication des projets de ces textes.

### Risque de blocage

(Suite de la première page.)

Qu'ont donc découvert les partenaires du ministre de l'éducation nationale à l'issue du conseil des ministres du 21 décembre si ce n'est qu'il entend suivre pas à pas le chemin qu'il s'est tracé depuis bientôt deux ans qu'il consulte, reçoit ses interlocuteurs et concorde ses orientations ?

Où est le « changement de méthode » dont se félicite le Comité national d'action laïque (CNAL) fier du succès de ses récentes manifestations ? Où est la « prescription » dont parlent les parents d'élèves de l'enseignement privé dans l'entretien que nous a accordé M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL ?

En fait, il faut, de toutes parts, constater la complexité et la difficulté de faire coexister dans chaque « camp » des modérés et des ultras. Au sein même du gouvernement, les contradictions successives affichées par le premier ministre, qui, personnellement, a besoin de l'appui des forces laïques, ont laissé des traces. Même si, à aucun moment, le président de la République n'a désavoué le ministre de l'éducation nationale.

Tout dépend désormais, de ce que M. Savary mettra dans la corbeille des négociations. La carte scolaire, la nature limitative des crédits d'Etat à l'enseignement privé, la participation financière des collectivités territoriales, sont autant de thèmes sur lesquels les esprits ont évolué et où un accord est possible. En revanche, la titularisation éventuelle, et sur place, des enseignants volontaires des établissements privés demeure insupportable pour les responsables de l'enseignement catholique qui y voient une menace d'« intégration » à terme.

C'est bien entendu sur ce point que les laïques sont le plus pressés d'aboutir. Mais c'est un dossier à plusieurs facettes. Or M. Savary n'a jamais dit s'il envisagerait pour ces personnes, un statut spécifique, comme le demandent les catholiques. Il n'a jamais non plus prétendu qu'il autoriserait les mutations de personnels entre les deux systèmes d'enseignement.

En définitive, tout est encore à inventer. Le ministre et ses interlocuteurs ont sans doute déjà affiné quelques armes. Ils auront environ deux mois pour échanger et étudier leurs arguments respectifs, puisque les principaux projets de textes seront, confirme le ministre, entre leurs mains dans les premiers jours de janvier.

Du côté de l'enseignement public, les interlocuteurs du ministre disposent du même délai pour « balayer devant leur porte ». La répartition des collèges et des lycées, l'unité d'enseignement d'autant qu'elle aura inévitablement des conséquences sur le sacro-saint horaire de service des enseignants...

CATHERINE ARDITTE

### DÉFENSE

### Le général Mahlberg devient inspecteur général de l'armée de l'air

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 21 décembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

« AIR. — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne, le général de corps aérien Théodore Mahlberg, nommé inspecteur général de l'armée de l'air en remplacement du général d'armée aérienne Henri Gimbert, qui a trouvé la mort, jeudi 8 décembre, dans un accident d'avion au large de l'Ecosse. »

(Né le 18 janvier 1931 à Strasbourg et pilote de chasse issu de l'Ecole de l'air, Théodore Mahlberg a notamment servi en Algérie et en Allemagne fédérale, puis à l'état-major de l'armée de l'air avant de commander, en 1973, la base de Dijon. Promu général de brigade aérienne en 1977, il est sous-chef d'état-major « opérations » de l'armée de l'air et, en 1981, avec le grade de général de division aérienne, il est commandant en second la 1<sup>re</sup> région aérienne et la force aérienne tactique (Metz). Elevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, Théodore Mahlberg était, depuis 1982, commandant de la défense aérienne.)

Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Jean-Marie de Buretel de Chasseay ; commandant la III<sup>e</sup> région aérienne ; le général de division aérienne Gilbert Cagnoux. Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Roger Pessidou ; général de brigade aérienne, les colonels Claude Lartigan et Jacques Lépine.

« TERRE. — Sont promus : général de division, les généraux de

brigade Georges Baffelaut et Louis Forest ; général de brigade, les colonels François Servin (nommé commandant l'Ecole d'application de l'artillerie) et François Camu.

(Commandant les deux mille hommes du contingent français de sécurité à Beyrouth depuis septembre dernier, François Camu sera général de brigade à titre définitif, à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Le colonel Camu était parti au Liban avec, par anticipation, les services militaires du grade de général de brigade pour éviter un hiatus, dans le commandement, avec son prédécesseur, le général Jean-Claude Coulton, mais il était inscrit sur la liste d'aptitude des officiers généraux. La décision du conseil des ministres est, donc, une confirmation officielle de sa promotion qui avait été volontairement anticipée.)

Est nommé major régional des forces françaises en Allemagne fédérale, le général de brigade Daniel Billot.

« MARINE. — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Bernard Klotz et le contre-amiral Louis Fuzeau.

« ARMEMENT. — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Jacques Divan, Michel Dumas et Jean Dangeaux ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Philippe Protard, Georges Fuschier, Maurice Carlier, Jean-Paul Baillard, Pierre Betin et Jacques Firat.

« SERVICE DE SANTÉ. — Est promu médecin général, le médecin chef des services de classe normale Paul Estrailier.

« SERVICE DES ESSENCES. — Est promu ingénieur général militaire de deuxième classe, l'ingénieur en chef de première classe Maurice Durand.

### TRANSPORTS

#### A LA SEYNE

### Lancement d'une frégate pour l'Arabie Saoudite

De notre correspondant

Toulon. — Vendredi 23 décembre sera lancée la première des trois frégates du programme Sawari construites à l'établissement seynois des C.N.M. (Chantiers de la Seyne et de la Méditerranée) pour la marine de guerre saoudienne. Ce lancement a été rendu possible à la suite de la décision de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de lever le piquet de grève que les deux syndicats maintenaient depuis le 23 novembre autour du paquebot *Fairplay* en vue d'empêcher ses essais en mer. Cette action visait à manifester leur inquiétude devant le dégonflement du carnet de commandes. Elle a été suspendue à la suite de la signature par la COMEX

et les C.N.M. d'un protocole d'accord en vue de la construction d'une plate-forme semi-submersible (*Le Monde* 20 décembre). Malgré cela, les salariés de la Seyne redoutent toujours la publication, début janvier, du « plan de redressement » demandé à la direction des C.N.M. par les pouvoirs publics en échange de l'aide de 725 millions de francs qui leur a été octroyée. C'est pourquoi les syndicats de chantiers navals seynois envisagent pour le début de l'année une marche sur Paris comme ce fut déjà le cas dans les périodes de grande crise, en 1966 et 1978. — J.L.



# LE CARNET DU Monde

## LES EVÊQUES ET LES IMMIGRÉS

### Une lettre de M. Roland Gaucher

M. Roland Gaucher, membre du bureau politique du Front national, nous adresse la lettre suivante, après ses propos sur le message des évêques aux immigrés, que nous avions commentés dans le Monde du 16 décembre :

En quelque sorte, j'aurais, à Radio-Le-Pen, méchamment et abusivement épinglé - le mot est de M. Solé - comme de vulgaires caporaux des évêques et des révérends pères pour certains passages de l'appel de fraternité et de paix qu'ils ont rendu public le 15, à l'intention des immigrés.

Votre collaborateur juge qu'en leur accordant la qualité de « compatriotes », assortie d'un « en quelque sorte » un tantinet restrictif, ces évêques - hommes modérés et prudents - ont dû d'abord « retourner leur plume dans tous les sens ».

Possible. Mais je n'ai pas à soupçonner les évêques de clercs. Je juge un texte. Et dans ce texte, le « en quelque sorte » apparaît comme une fioriture si l'on rapproche la phrase du fil d'une autre où les signataires réclament, avec les immigrés, « que leur participation à la vie de la cité soit pleinement reconnue, grâce à l'attribution des droits nécessaires ». (Souligné dans le texte.)

Parmi ces droits, il faut compter de toute évidence le droit de vote, voire celui d'être élu. On n'est pas, « en quelque sorte », électeur, élu, conseiller municipal ou député. On l'est, ou on ne l'est pas. Des étrangers à qui ces droits seraient reconnus se verraient reconnaître en effet la qualité de Français à part entière.

Les propositions de cet appel s'articulent parfaitement avec le manifeste de la marche des Minorités qui affirmait comme un fait acquis, irrévocable, que la France était désormais « pluri-ethnique ».

Je maintiens que l'ensemble de ces déclarations constitue un défi scandaleux à la communauté nationale.

Et que lorsque les excellences et révérends pères signataires posent en principe que les étrangers sont nos compatriotes, ils commettent un mensonge impudent.

Aucune comparaison n'est possible avec les naturalisations passées qu'évoque M. Solé. Échelonnées dans le temps, jugées de cas individuels, elles ont parfois récompensé le sang versé. Elles concernaient en tout cas des hommes qui, en échange des droits acquis, s'engageaient à respecter certains devoirs, à commencer par l'obligation du service militaire. Guy Viarengo, fils d'immigré italien, candidat du Front national à Aubusson, est assurément mon compatriote. Et de même les fils des barak. Nous ne saurions, sans perdre notre identité nationale, accorder en bloc cette qualité à une invasion massive, souvent clandestine.

Ce message « de fraternité et de paix », parfaitement justifié avant Noël - et je l'ai dit à Radio-Le-Pen - débouche sur la provocation délibérée. Par ailleurs, je vois mal pour quel M. Solé appelle à la reconnaissance de ce débat le « Palestinien » que j'appellerais plutôt, préférant le langage des évangélistes à celui d'Allah, le Nazarene. Le Christ, qui recommandait de rendre à César ce qui appartenait à César, ne revendiquait pas la citoyenneté romaine pour l'ensemble des Juifs de la Diaspora. Il invitait ses disciples à « enseigner toutes les nations ». Il ne leur a pas dit : « Faites-en des machines qu'on appellera plus tard melting pot ».

Dernier point : je n'aurais pas respecté l'embargo sur ce texte épiscopal. Membre des informateurs religieux, j'aurais certainement observé ce code. Je n'appartiens pas à ce club pour lequel - me dit-on - il faut être paillard, conception que je juge « élitiste » et désuète. L'appel m'étant parvenu, j'ai fait mon métier de journaliste en alertant l'opinion. À la première occasion, je récidiverai.

## EN BREF

### M. Marchais doit un franc à M. Le Pen

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, a été condamné le 21 décembre à verser un franc de dommages et intérêts à M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, pour injures publiques ((le Monde du 18 novembre), à la suite de son « appel aux électeurs de Dreux », entre les deux tours de l'élection législative partielle.

« Les termes (...) racisme le plus odieux », « armes répugnantes de la haine », « constituent des injures qui ne peuvent être justifiées par la nécessité d'informer les électeurs de Dreux », a estimé la première chambre civile du tribunal de Paris. En revanche, le tribunal a jugé irrecevable la plainte en diffamation du Front national.

### Deux témoins reconnaissent Klaus Barbie

M. Michel Thomas, ancien officier des services du contre-espionnage américain, confronté à Lyon, mardi 20 décembre, à Klaus Barbie (le Monde du 21 décembre), a déclaré reconnaître en ce dernier l'homme en civil qui dirigea, le 9 février 1943, la rafle au siège de l'Union des Israélites de France, rue Sainte-Catherine à Lyon. M. Thomas a précisé qu'il se trouvait dans le local au moment où les Allemands arrivèrent.

Les défenseurs de Klaus Barbie contestent la valeur de cette reconnaissance fondée, disent-ils, au bout de quarante ans, « sur certaines attitudes, certains mouvements des mains et un certain sourire ».

Un autre témoin, Julien Favet, mis en présence de Barbie mercredi 21 décembre, a déclaré lui aussi reconnaître « formellement » l'ancien SS, comme l'un des dirigeants de la rafle opérée le 6 avril 1944 au centre d'Idex (Ain), d'où furent déportés quarante-trois enfants juifs.

### La situation au Pays basque

Deux des cinq personnes qui avaient été placées en garde à vue après les incidents survenus à Bayonne le 20 décembre (le Monde du 22 décembre) ont été remises en liberté mercredi en fin de journée. D'autre part, revenant de Paris, où il avait été reçu par M. Gaston Defferre, M. Raphaël Lassalle, maire (P.S.) d'Hendaye, a déclaré que le ministre de l'Intérieur lui avait dit avoir reçu de Madrid l'assurance qu'il n'y aurait « plus d'incursions de policiers espagnols sur le territoire français ».

### Un attentat à Rennes

Une forte charge d'explosif a soufflé plusieurs bureaux de l'hôtel des impôts de Rennes, le 22 décembre, vers 1 heure du matin. L'attentat n'était toujours pas revendiqué jeudi en fin de matinée. Dans la nuit du 16 au 17 décembre, un autre attentat avait été commis contre un pylône d'E.D.F. dans la presqu'île de Quiberon (Morbihan). L'acte avait alors été revendiqué par l'Armée révolutionnaire bretonne, l'une des branches actives de l'Ex-F.L.B. (Front de libération de la Bretagne).

### Une sonde américaine frôle la Lune

La sonde Iseo-3 devait passer jeudi 22 décembre à quelque 120 kilomètres de la surface lunaire. La forte attraction exercée par la Lune va accélérer la vitesse de la sonde et l'envoyer en direction de la comète Giacobini-Zinner au voisinage de laquelle elle passera le 11 septembre 1985. Iseo-3 était depuis trois ans « stationnée » entre la Terre et le Soleil et servait d'avant-poste pour l'observation des flots de particules envoyées par le Soleil.

### Le cadavre de John Graham a été identifié

Le parquet de Paris a ouvert, le 21 décembre, une information pour rechercher les causes de la mort de John Graham, vingt-sept ans, expert comptable, disparu le 30 novembre à Paris et dont le corps a été repêché le 20 décembre dans la Seine à la hauteur du bois de Boulogne. Les résultats d'une autopsie pratiquée à l'Institut médico-légal ont permis d'identifier formellement le cadavre. La date de la mort n'a pu être établie avec certitude.

## Naissances

- Jean et Marjorie BRIDOUX VAN ALPHEN, Nathalie et Caroline, sont heureux d'annoncer la naissance, le 28 octobre 1983, de

Catheline Isabelle, chez Frédéric et Susan Bridoux-Beaumeister.

195, parc à Ballons-Mermoz, 34000 Montpellier.

- M. Jean-François de CHARRA et M<sup>me</sup> Catherine Eve ROUPERT, partagent avec Raphaël la joie d'annoncer la naissance de

Gabriel, le 14 décembre 1983.

Hôpital-clinique Claude-Bernard, rue Claude-Bernard, à Metz-Borjy.

## Décès

- Le docteur Jean-Claude Pyl, le docteur et M<sup>me</sup> André Pajot, Henri et France Nijdam et Guillaume, Hubert Pajot, Jean-Jacques et Christine Benoit, Alain Pajot, ont le deuil de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Françoise CAVALLIER-PYL, leur épouse, mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue le 17 décembre 1983, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Saint-Lumaire (Ille-et-Vilaine) dans l'intimité familiale.

7, rue du Lac, 92410 Ville-d'Avray, 19, rue Charles-Devergnas, 92190 Meudon.

- M. Michel Crosnier et sa fille Laura, M. et M<sup>me</sup> Lévysonne, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jane CROSNIER,

survenue à Bourg-la-Reine, le 21 décembre.

- M. Camille Desmas, son mari, M<sup>me</sup> Christine Breton, sa petite-fille,

Tous les parents et amis, ont le deuil de faire part du décès de

M<sup>me</sup> DESMAS, née Louise Rieffler,

survenue, le 12 décembre 1983, dans sa soixante-dixième année.

Selon sa volonté, ses obsèques ont été célébrées, le jeudi 15 décembre, dans l'intimité familiale.

« Adieu-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. »

5, avenue Philippe-le-Boucher, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Georges CALANES H.E.C.,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, médaille des Evadés,

décédé le 20 décembre 1983, à 10 heures.

Le Mas des Fades, Buo-de-Sauvage, Sainte-Marie-de-la-Mer, (Bouches-du-Rhône).

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Robert HENRY, directeur de recherche à l'INSERM,

survenue le 20 décembre 1983, dans sa soixante-troisième année.

De la part de M<sup>me</sup> Robert Henry, de ses enfants et petits-enfants.

Sa famille et ses amis se réuniront au cimetière de Marcoussis (Essonne) le vendredi 23 décembre, à 15 h 45.

6, rue de la Chaussée, 91460 Marcoussis.

La levée du corps se fera le vendredi 23 décembre 1983, à 13 h 45, à l'hôpital d'Orsay (Essonne).

L'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise, entrée place Gambetta à Paris-20<sup>e</sup> (M<sup>me</sup> Gambetta), aura lieu le même jour. On se réunira à la 85<sup>e</sup> division à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Vidal-de-la-Blaiche, 75002 Paris.

28, rue Jules-Ferry, 91470 Limours-en-Hurepoix.

Nous abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

« Edité par la S.A.R.L. le Monde »

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Baume-Méry (1944-1969) Jacques Fauver (1969-1982)

Imprimeur : S. r. des Indes PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

## Anniversaires

- M. et M<sup>me</sup> Jean Leps, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Bernard Leps, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Robert Leps, ont le deuil de faire part du décès de leur frère, beau-frère, oncle et grand-oncle,

M. Jacques LEPS, colonel de l'Armée de l'Air (C.R.), commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, et 1939-1945 (deux citations) Military Cross.

survenue, le dimanche 18 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 22 décembre 1983, à Aix-en-Provence.

Une messe sera célébrée à son intention, en l'église Saint-Louis des Invalides, le mardi 10 janvier 1984, à 11 h 30.

L'Association nationale des AS s'associe à cette circonstance.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

La Vierge-Villandry, 65, rue du 19-Juin, 92380 Garches.

10, rue Joseph-Liouvillier, 75013 Paris.

- M<sup>me</sup> Valentin Nikitowicz, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Antoine Galiez, M. et M<sup>me</sup> Emmanuelle Moretti et leur fils,

M. et M<sup>me</sup> Emmanuel Nikitowicz, ses enfants et petit-fils,

M. et M<sup>me</sup> Tolia Nikitowicz, M. et M<sup>me</sup> André Boudier,

son frère, sa sœur, beau-frère et belle-sœur, ont le deuil de faire part du décès de

M. Valentin NIKITOWITZKY, professeur à l'université de Paris-Sorbonne,

survenue le 19 décembre 1983, à l'âge de soixante-quatre ans.

La levée du corps aura lieu à 8 h 30, le vendredi 23 décembre 1983, 161, rue de Sévres, Paris-15<sup>e</sup>, où l'on se réunira, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Pantin-Pian.

Cet avis tient lieu de faire-part.

85, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris.

- Paris Flanchot, son épouse, Denise et Guy Canvet, ses enfants,

Pierre et Sophie Canvet, ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Pierre PIEUCHOT, survenue le 20 décembre 1983.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Roger PUYBOUFFAT, chirurgien-dentiste, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

survenue le 19 décembre 1983, à l'âge de soixante-quinze ans.

De la part de Roger Puybouffat-Merrien Claude Briand, ses filles,

Joël Merrien Jean-Paul Briand, ses gendres,

Lise, Marianne et Claire Merrien, Nadège Briand, ses petites-filles,

Ses parents et sa famille, Et toute la famille.

L'amicale des vétérans du parti communiste français.

Les communistes du douzième arrondissement de Paris.

La Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes, comité de Paris.

L'amicale Châteaubriant-Vosges.

L'amicale des déportés et familles de Marbais-Loub-Pas.

Et de la Fédération des officiers de réserve républicains.

La levée du corps se fera le vendredi 23 décembre 1983, à 13 h 45, à l'hôpital d'Orsay (Essonne).

L'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise, entrée place Gambetta à Paris-20<sup>e</sup> (M<sup>me</sup> Gambetta), aura lieu le même jour. On se réunira à la 85<sup>e</sup> division à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Vidal-de-la-Blaiche, 75002 Paris.

28, rue Jules-Ferry, 91470 Limours-en-Hurepoix.

Nous abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

« Edité par la S.A.R.L. le Monde »

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Baume-Méry (1944-1969) Jacques Fauver (1969-1982)

Imprimeur : S. r. des Indes PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

## Naissances

- M. et M<sup>me</sup> Jean Leps, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Bernard Leps, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Robert Leps, ont le deuil de faire part du décès de leur frère, beau-frère, oncle et grand-oncle,

M. Jacques LEPS, colonel de l'Armée de l'Air (C.R.), commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, et 1939-1945 (deux citations) Military Cross.

survenue, le dimanche 18 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 22 décembre 1983, à Aix-en-Provence.

Une messe sera célébrée à son intention, en l'église Saint-Louis des Invalides, le mardi 10 janvier 1984, à 11 h 30.

L'Association nationale des AS s'associe à cette circonstance.

6, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

La Vierge-Villandry, 65, rue du 19-Juin, 92380 Garches.

10, rue Joseph-Liouvillier, 75013 Paris.

- M<sup>me</sup> Valentin Nikitowicz, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Antoine Galiez, M. et M<sup>me</sup> Emmanuelle Moretti et leur fils,

M. et M<sup>me</sup> Emmanuel Nikitowicz, ses enfants et petit-fils,

M. et M<sup>me</sup> Tolia Nikitowicz, M. et M<sup>me</sup> André Boudier,

son frère, sa sœur, beau-frère et belle-sœur, ont le deuil de faire part du décès de

M. Valentin NIKITOWITZKY, professeur à l'université de Paris-Sorbonne,

survenue le 19 décembre 1983, à l'âge de soixante-quatre ans.

La levée du corps aura lieu à 8 h 30, le vendredi 23 décembre 1983, 161, rue de Sévres, Paris-15<sup>e</sup>, où l'on se réunira, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Pantin-Pian.

Cet avis tient lieu de faire-part.

85, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris.

- Paris Flanchot, son épouse, Denise et Guy Canvet, ses enfants,

Pierre et Sophie Canvet, ses petits-enfants,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Pierre PIEUCHOT, survenue le 20 décembre 1983.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Roger PUYBOUFFAT, chirurgien-dentiste, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

survenue le 19 décembre 1983, à l'âge de soixante-quinze ans.

De la part de Roger Puybouffat-Merrien Claude Briand, ses filles,

Joël Merrien Jean-Paul Briand, ses gendres,

Lise, Marianne et Claire Merrien, Nadège Briand, ses petites-filles,

Ses parents et sa famille, Et toute la famille.

L'amicale des vétérans du parti communiste français.

Les communistes du douzième arrondissement de Paris.

La Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes, comité de Paris.

L'amicale Châteaubriant-Vosges.

L'amicale des déportés et familles de Marbais-Loub-Pas.

Et de la Fédération des officiers de réserve républicains.

La levée du corps se fera le vendredi 23 décembre 1983, à 13 h 45, à l'hôpital d'Orsay (Essonne).

L'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise, entrée place Gambetta à Paris-20<sup>e</sup> (M<sup>me</sup> Gambetta), aura lieu le même jour. On se réunira à la 85<sup>e</sup> division à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Vidal-de-la-Blaiche, 75002 Paris.

28, rue Jules-Ferry, 91470 Limours-en-Hurepoix.

Nous abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

« Edité par la S.A.R.L. le Monde »

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Baume-Méry (1944-1969) Jacques Fauver (1969-1982)

Imprimeur : S. r. des Indes PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

## Le surout de Marie-Christine

Marie-Christine, membre du bureau politique du Front national, nous adresse la lettre suivante, après ses propos sur le message des évêques aux immigrés, que nous avions commentés dans le Monde du 16 décembre :

En quelque sorte, j'aurais, à Radio-Le-Pen, méchamment et abusivement épinglé - le mot est de M. Solé - comme de vulgaires caporaux des évêques et des révérends pères pour certains passages de l'appel de fraternité et de paix qu'ils ont rendu public le 15, à l'intention des immigrés.

Votre collaborateur juge qu'en leur accordant la qualité de « compatriotes », assortie d'un « en quelque sorte » un tantinet restrictif, ces évêques - hommes modérés et prudents - ont dû d'abord « retourner leur plume dans tous les sens ».

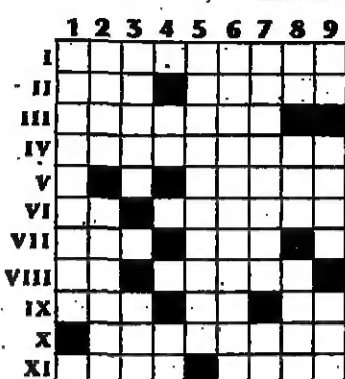
Possible. Mais je n'ai pas à soupçonner les évêques de clercs. Je juge un texte. Et dans ce texte, le « en quelque sorte » apparaît comme une fioriture si l'on rapproche la phrase du fil d'une autre où les signataires réclament, avec les immigrés, « que leur participation à la vie de la cité soit pleinement reconnue, grâce à l'attribution des droits nécessaires ». (Souligné dans le texte.)



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3608



Tous ses fonds sont en Suisse. — 4. Partie de rire devant l'irrésistible. Note. — 5. Entorse faite à une botteuse. — 6. Mors fumant ou défilé fumeux. — 7. Rideau de fer. Participe passé. — 8. Deux lettres pour une enveloppe. « Quotidien » anglais. Ne peut marcher ni debout ni à quatre pattes. — 9. Personnel. Insulaire d'une activité débordante. La dernière n'est pas nécessairement l'ultime.

Solution du problème n° 3607

**Horizontalement**  
I. Appétit. — II. Urinal. As. — III. Dix. Sa. — IV. La. Tia. — V. Obus. Im. — VI. Myrmidon. — VII. Exile. Op. — VIII. Tête. Puce. — IX. Trocas. — X. Enté. Na. — XI. Or. Usité.

**Verticalement**  
1. Andromède. — 2. Presbyte. No. — 3. Pis. Trotter. — 4. En. Lamière. — 5. Tas. Sil. — 6. Ilot. Dépens. — 7. Trio. Un. — 8. Sa. Immaculé. — 9. Amen. Poésie.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

SAMEDI 24 DÉCEMBRE

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine. M<sup>me</sup> Zajovic (Caisse nationale des monuments historiques). — « Epiphanies juives et gothiques », 15 heures, Musée des monuments français (Histoire et archéologie). — « Le quartier de l'Horloge », 11 heures, 2, rue du Renard (Paris autrefois). — « Promenade dans l'île Saint-Louis », 15 heures, 45, quai Bourbon (Paris et son histoire). — « Rue de Richelieu », 15 heures, musée Quatre-Septembre (Résurrection du passé). — « Exposition Turner », 11 à 15, Grand Palais (Visages de Paris).

40<sup>ÈME</sup> MILLE  
C'EST LE GOULAG!



Deux ans de gauche au pouvoir  
EN 200 DESSINS  
DE PLANTU  
De l'état de grâce à la rigueur

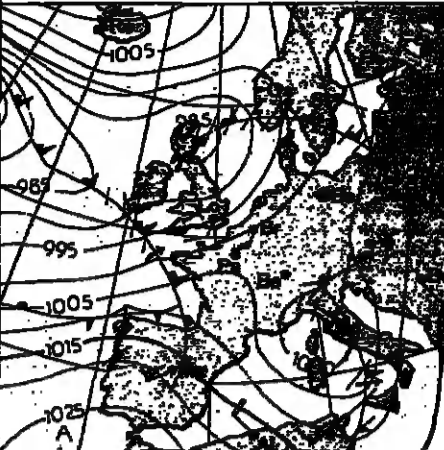


EN VENTE EN LIBRAIRIE

une édition LA DÉCOUVERTE Le Monde

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22.12.83 À 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 22 décembre à 6 heures et le vendredi 23 décembre à minuit.

La France reste sous l'influence de la dépression centrée sur les îles britanniques. Un courant de sud-ouest dirige du nord des perturbations peu actives. L'anticyclone d'Afrique du Nord repousse vers le nord.

Vendredi matin, temps maussade très nuageux, presque partout. Quelques éclaircies sur le pourtour de la Méditerranée et des brumes près des Pyrénées. Les pluies toucheront surtout une bande de régions allant de la Bretagne, de la Vendée et des Charentes au Limousin, au Massif Central, aux Alpes et au Jura.

Les températures généralement entre 6 et 9 degrés atteindront 11 à 12 degrés sur le bord de la Méditerranée. Au cours de la journée, les nuages et les pluies intermittentes se cantonneront surtout à la moitié nord. Sur la moitié sud, le ciel se dégagera un peu et quelques éclaircies se développeront.

Sur toute la France, des températures très élevées pour la saison, 10 à 14 degrés sur la moitié nord, 15 à 17 degrés sur la moitié sud.

Le vent de sud-ouest soufflera plus modérément.

**COMPLÉMENT MONTAGNE POUR LE WEEK-END**  
Ce week-end, peu de changement, la France restera sous l'influence de temps très doux avec par moment des effluves du mauvais temps venant de l'ouest.

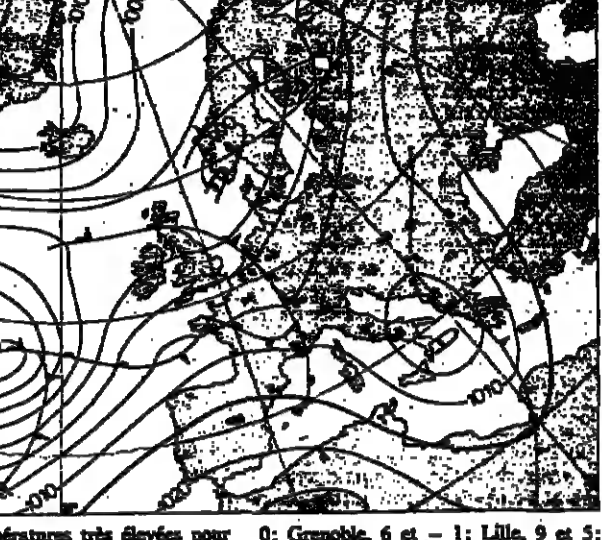
Actuellement vers 1 500 m tous les massifs sont relativement bien enneigés, il y a en général plus de 30 cm. Les Alpes du Nord ont même près de 50 cm et les Alpes du Sud ont bénéficié d'un fort enneigement : il y a plus de 70 cm.

Samedi : un peu de répit dans le mauvais temps, nuages et éclaircies se succéderont sur le Massif Central, les Alpes et les Pyrénées. Mais sur Jura et Vosges, nuages plus abondants et quelques pluies.

PRÉVISIONS POUR LE 23.12.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



pluies. Températures très élevées pour la saison.

Dimanche : aggravation en cours de journée par l'ouest dans les Pyrénées et le Massif Central avec chutes de neige vers 1 800 m.

Sur les Alpes, persistance du ciel variable sans menace de pluie ou de neige.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 22 décembre à 8 heures, de 1003,3 millibars, soit 752,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 décembre; le second, le minimum de la nuit du 21 au 22 décembre): — Ajaccio, 11 et 11 degrés; Biarritz, 13 et 7; Bordeaux, 12 et 8; Bourges, 10 et 2; Brest, 11 et 8; Caen, 12 et 7; Chambourg, 10 et 8; Clermont-Ferrand, 9 et 3; Dijon, 10 et 0; Grenoble, 6 et -1; Lille, 9 et 5; Lyon, 9 et 2; Marseille-Marinier, 16 et 7; Nancy, 10 et 3; Nantes, 12 et 5; Nice-Côte d'Azur, 14 et 8; Paris-Le Bourget, 10 et 5; Pau, 12 et 7; Perpignan, 12 et 10; Rennes, 12 et 6; Strasbourg, 7 et 2; Tours, 10 et 5; Toulouse, 9 et 5; Poitiers-Air, 17 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 12 degrés; Amsterdam, 9 et -3; Athènes, 17 et 10; Berlin, 5 et 0; Bonn, 9 et 1; Bruxelles, 9 et 5; Le Caire, 19 et 10; Les Canaries, 22 et 17; Copenhague, 4 et 2; Dakar, 25 et 20; Djibouti, 21 et 13; Genève, 5 et 1; Jérusalem, 15 et 6; Lisbonne, 15 et 14; Londres, 9 et 5; Luxembourg, 7 et 4; Madrid, 11 et 6; Moscou, 3 et 2; New-York, -7 et 2; Palma-de-Majorque, 16 et 12; Rome, 16 et 11; Stockholm, 1 et -1; Téhéran, 21 et 9; Tunis, 22 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## NOËL

### Les services ou fermés

**BANQUES.** — Les banques qui sont habituellement fermées le samedi 24 et le dimanche 25 décembre. Celles qui sont habituellement fermées le lundi fermeront le samedi après-midi 24 décembre.

**GRANDS MAGASINS.** — Tous les grands magasins seront ouverts le samedi 24 et le dimanche 25 décembre aux heures habituelles.

**SÉCURITÉ SOCIALE.** — Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris seront fermés du vendredi 23 au lundi 26 décembre aux heures habituelles.

**ALLOCATIONS FAMILIALES.** — Les services d'accueil et les unités de gestion de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne seront fermés du vendredi 23 à midi au lundi 26 décembre aux heures habituelles.

**LOISIRS.** — On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris durant la semaine en appelant l'Office de tourisme de Paris : 720-94-94 (informations en français); 720-82-99 (informations en anglais); 720-57-58 (informations en allemand).

**MUSEES.** — Le musée national Jean-Jacques Henner sera ouvert le dimanche 25 décembre. Le Musée de l'histoire au Forum des Halles sera ouvert le dimanche 25 décembre de 14 heures à 19 heures.

Les musées de l'hôtel national des Invalides (Musée de l'armée, des planètes, dôme royal, tourbe de l'Empereur) seront fermés le dimanche 25 décembre. Toutefois, l'accès à l'église Saint-Louis-des-Invalides reste libre jusqu'à 13 h 30 pour permettre aux fidèles d'assister à l'office matinal (messe solennelle à 11 heures).

### OFFICES RELIGIEUX CULTE CATHOLIQUE ORIENTAL

**NOTRE-DAME DU LEBAN**  
17, rue d'Ulm, 75005 Paris  
Samedi 24 décembre. — 23 heures, messe de minuit. Vêlité.  
Dimanche 25 décembre. — 11 heures, grand'messe.

Le Centre d'information de Notre-Dame (C.I.D.R.) dispose d'un répertoire téléphonique qui donne les horaires de toutes les messes à Paris : 329-11-22. D'autre part, un service personnalisé existe au même centre, pour répondre à toutes les questions d'ordre religieux : 633-01-01.

## SERVICE NATIONAL

### Appel sous les drapeaux des Français nés entre le 12 et le 26 novembre 1963.

La ministre de la défense communique :  
La fraction de contingent 1964/02 comprendra, s'ils ont été reconnus « aptes » au service :  
1. Les jeunes gens :  
a) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1<sup>er</sup> février 1984 ;  
b) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1<sup>er</sup> février 1984 ;  
c) Volontaires pour être appelés le 1<sup>er</sup> février 1984 et qui, à cet effet, ont, avant le 1<sup>er</sup> décembre 1983, déposé une demande d'appel avancé ;  
2. Les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation, administrés par les bureaux du service national de métropole, nés entre le 12 novembre 1963 et le 26 novembre 1963, ces dates incluses, recensés avec la quatrième tranche trimestrielle de la classe 1963.  
Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 1<sup>er</sup> février 1984.

## EN BREF

### EXPOSITIONS

**LE « FRANÇAIS » DANS LE MÉTRO.** — Trois siècles de création à la Comédie-Française sont présentés dans les gares d'Auber et Châtelet-Les Halles du R.E.R. (sauf d'échange). L'art de la scène, ses traditions, son évolution et des éléments de décor de créations sont installés sous la voûte d'Auber : *Némésis*, les *Caprices de Marianne*, la *Bourgeoisie Gentilhomme*, etc. Aux Halles, deux cents photos et documents racontent l'histoire de la Comédie-Française depuis sa création, le 21 octobre 1680. Un audiovisuel présente « *Félicité* », de Jean Audureau, dernière création de la maison de Molière. Jusqu'au 15 janvier.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 22 décembre :

### DES LOIS

● Relative à l'indemnisation d'incrimités contractées dans certains lieux de captivité ou d'internement.

### DES DÉCRETS

● Portant constitution du domaine de la commune de Padé (subdivision administrative des îles du Vent).

● Déterminant les modalités d'application des dispositions du code du travail relatives à la durée du travail dans les entreprises de transport par voie de navigation intérieure et au personnel navigant de la batellerie fluviale.

● Modifiant certaines dispositions du code du service national.

loterie nationale					
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER					
TRANCHE DE LA NEIGE					
Tirage n° 80 du 21 décembre 1983					
TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	1 21 331 3 471 4 051 7 051 061 511	800 300 600 2 100 2 100 1 100 4 000 100	6	766 4 106 4 296 5 386 6 876 80 856	500 2 000 2 000 2 000 2 000 10 000
2	642 862 30 762 78 862	500 500 10 000 10 500	7	87 847	200 500
3	043 053 217 453	500 500 1 000 000	8	048 388 668 49 558 37 118	500 500 500 10 000 10 000
4	754 934 7 544 8 534 49 134	500 500 2 000 2 000 10 000	9	889 809 959 4 109 30 109 72 349	100 1 100 600 2 100 10 100 10 100
5	45 20 765 42 555	200 10 000 10 000	0	20 540 700	200 500 500
6	066	500			

PROCHAIN TIRAGE LE 28 DÉCEMBRE 1983  
TRANCHE DE NOËL À WILKINSON (Hauts-de-Seine)

LOTTO 4 7 20 27 42 49  
Tirage n° 51  
NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 46

ARLEQUIN				RÉSULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 81 DU 21 DÉCEMBRE 1983						
Finale et numéros		Les sommes à payer sont indiquées pour un billet entier								
6		Tous les billets terminés par 6 gagnent 70 F dans toutes les séries								
11		Tous les billets terminés par 11 gagnent 500 F dans toutes les séries								
		Nombres gagnants dans toutes les séries				Sommes à payer				
952	0259 1259 2259 3259 4259 5259 6259 7259 8259 9259					F.	400			
	0265 1265 2265 3265 4265 5265 6265 7265 8265 9265						400			
	0271 1271 2271 3271 4271 5271 6271 7271 8271 9271						400			
	0277 1277 2277 3277 4277 5277 6277 7277 8277 9277						400			
	0283 1283 2283 3283 4283 5283 6283 7283 8283 9283						400			
	0289 1289 2289 3289 4289 5289 6289 7289 8289 9289						400			
	0295 1295 2295 3295 4295 5295 6295 7295 8295 9295						400			
	0301 1301 2301 3301 4301 5301 6301 7301 8301 9301						400			
	0307 1307 2307 3307 4307 5307 6307 7307 8307 9307						400			
	0313 1313 2313 3313 4313 5313 6313 7313 8313 9313						400			
958	0319 1319 2319 3319 4319 5319 6319 7319 8319 9319						400			
	0325 1325 2325 3325 4325 5325 6325 7325 8325 9325						400			
	0331 1331 2331 3331 4331 5331 6331 7331 8331 9331						400			
	0337 1337 2337 3337 4337 5337 6337 7337 8337 9337						400			
	0343 1343 2343 3343 4343 5343 6343 7343 8343 9343						400			
	0349 1349 2349 3349 4349 5349 6349 7349 8349 9349						400			
	0355 1355 2355 3355 4355 5355 6355 7355 8355 9355						400			
	0361 1361 2361 3361 4361 5361 6361 7361 8361 9361						400			
	0367 1367 2367 3367 4367 5367 6367 7367 8367 9367						400			
	0373 1373 2373 3373 4373 5373 6373 7373 8373 9373						400			
		Sommes à payer		Nombres gagnants		Sommes à payer				
		Série 35		Autres séries		Série 35		Autres séries		
3084	0348	F.	10 000	F.	2 000	4038	F.	10 000	F.	2 000
	0354		10 000		2 000	4043		10 000		2 000
	0360		10 000		2 000	4048		10 000		2 000
	0462		10 000		2 000	4080		10 000		2 000
	0524		10 000		2 000	4803		10 000		2 000
	0842		10 000		2 000	4830		10 000		2 000
	3048		10 000		2 000	8034		10 000		2 000
	3094		3 000 000		30 000	8043		10 000		2 000
	3408		10 000		2 000	8304		10 000		2 000
	3450		10 000		2 000	8340		10 000		2 000
		3090			2 000	8403		10 000		2 000
		3604			10 000	2 000		8430		10 000
		3804			10 000	2 000		8435		10 000
		3904			10 000	2 000		8438		10 000
		3960			10 000	2 000		8439		10 000
-PROCHAIN ARLEQUIN LE 4 JANVIER 1984 - TIRAGE TÉLÉVISÉ à 19 h 50										



# Le Monde

# LIVRES

## CONTES ET FÊTES

### André Pieyre de Mandiargues le maître de l'étrange

#### billet

#### Une valeur en hausse : l'imaginaire

EN 1966, un professeur un peu laid et fuyant, Gilbert Durand, créa, dans la maison de la rue de la République à Chambéry, un centre de recherche appelé Centre de recherche sur l'imaginaire (C.R.I.). Son but était d'observer tout ce qui, dans les productions culturelles ou matérielles, relève de la pensée mythique et de l'irrationnel. Tâche ingrat, car l'imaginaire est un domaine mal connu, et la composition positive d'un siècle n'est pas la science.

Dis-je plus tard, le C.R.I. était à Paris dans la prestigieuse Maison des sciences de l'homme (1) et rassemblait des chercheurs de toutes les disciplines, de la linguistique à la psychanalyse, de la philosophie à la sociologie, de la biologie à la médecine.

Pour Gilbert Durand, nous assistons en cette fin de vingtième siècle à un « grand changement », comme l'Occident en a connu au douzième siècle, à la Renaissance ou à l'époque classique (qui dans son esprit, va des dernières années de Louis XIV au milieu du dix-neuvième siècle).

Ce bouleversement de la pensée contemporaine se caractérise précisément par la fin du dualisme entre le rationnel et le symbolique, entre l'abstrait et le sensible. Toute l'évolution de la pensée scientifique moderne, que ce soit en mathématiques, en physique ou en biologie, montre que les savants ont désormais recours à des modes de raisonnement directement empruntés à la pensée symbolique. Les notions d'implication, d'interaction, de champ génétique, de séparabilité, utilisées par la science moderne, sont proches des formes de pensée à l'œuvre dans la création artistique et mythologique. On voit des hommes de science étonnés de réclamer de la poésie ou du taoïsme, de la poésie ou du magie.

Pour Gilbert Durand, chaque époque se compose de fonds communs d'images, de sensations, de représentations — qu'il appelle un « bassin sémantique » — dans lequel viennent puiser toutes les formes d'expression et de création, qu'elles soient scientifiques, artistiques ou mythologiques. Or c'est à la formation d'une nouvelle structure de l'imaginaire que nous sommes en train d'assister en cette fin de vingtième siècle.

La nouvelle physique était attendue par l'anthropologie de l'imaginaire, mais on le disait à mots couverts. On n'osait pas en parler. Maintenant, on peut s'élancer à l'intérieur d'un même langage. Il y a une convergence nouvelle entre la poésie et la science.

Ce nouvel imaginaire, nourri de technologie et de poésie, c'est sans doute dans la science-fiction qu'il s'exprime le plus directement, comme l'a montré Louis-Vincent

QUELLE est la troublante beauté des nouveaux contes d'André Pieyre de Mandiargues ! Dans ces brefs, denses, l'artiste nous offre un monde où l'imaginaire et le réel se mêlent, où l'émotion et la réflexion se rejoignent. Les contes de Mandiargues sont une véritable œuvre d'art, une œuvre de la pensée mythique et de l'irrationnel. Ils nous plongent dans l'imaginaire et nous font découvrir un monde où l'émotion et la réflexion se rejoignent.

Si politiques qu'ils soient dans leur effet et leur message, ces récits contiennent des histoires qui se déroulent parfois sur des coups de théâtre. La minutie descriptive qui les caractérise n'exclut donc ni l'action ni le mouvement dramatique. Dans ses contes, on trouve une véritable œuvre d'art, une œuvre de la pensée mythique et de l'irrationnel.

Ces sujets frisent souvent l'irréalisme. Voyez le *Deuil des roses*, qui ouvre le recueil. Il nous raconte l'histoire d'un homme qui donne son nom. Un homme en plein Paris est enlevé par trois jeunes et jolies Japonaises pour assister à l'agonie d'une femme. Celle-ci est une ancienne comédienne de Tokyo, célèbre pour avoir joué le rôle de Raccoon. Elle s'est retirée en France avec quatre enfants, dans un pavillon aménagé à la japonaise : géométrie rigoureuse, parois coulissantes, couleurs vives, blanc, noir. Prévoyant le jour de sa mort, elle a fait un spectacle. Et le passage du monde des vivants à celui des morts, elle l'a fait avec une grande maîtrise.

#### La mort fardée

A l'obéissance Mandiargues en donnant corps à ce singulier fantasme ? A la séduction qu'exerce sur lui la suite d'un Minima et son caractère ? Vient-il farder la mort ? Le conte joue des son d'être sur de telles dissonances : le noir, le rose, l'affliction, le sourire, le plaisir, la cruauté. On les retrouve dans les autres récits.

Le thème du *Cracheur* nous rappelle celui de la vie, mais d'une autre manière. L'homme se passe dans une forêt baignée de lumière et de chants d'oiseaux. Une jeune fille le bicyclette pédale sur une route, bientôt rattrapée par un torpédo. L'homme se passe dans une forêt baignée de lumière et de chants d'oiseaux. Une jeune fille le bicyclette pédale sur une route, bientôt rattrapée par un torpédo.

Or, la veille, la jeune fille a rêvé l'accident : mêmes circonstances, même voiture, mais le conducteur était mort et elle mourait de sa chute. L'acte d'amour qui vient de se produire paraît avoir retiré sa portée de la vie. Quelques instants plus tard, celui-ci, point par point, se réalise. Avant que son amant, retenu par une moto, ne le rejoigne, la jeune fille est tuée par un camion au volant d'un autre « cracheur ».

noir et le forain passe sans s'arrêter, auprès de son cadavre.

Nous retrouvons ici le monde de Mandiargues, un monde où l'imaginaire et le réel se mêlent, où l'émotion et la réflexion se rejoignent. Les contes de Mandiargues sont une véritable œuvre d'art, une œuvre de la pensée mythique et de l'irrationnel. Ils nous plongent dans l'imaginaire et nous font découvrir un monde où l'émotion et la réflexion se rejoignent.

Le burlesque sort ici du réel. Dans *Rébellion de l'ombre*, dédié à Chirico, il nous raconte l'histoire d'un homme qui donne son nom. Un homme en plein Paris est enlevé par trois jeunes et jolies Japonaises pour assister à l'agonie d'une femme.



(Dessin de CAGNIAT.)

changera la fin : l'homme ne pressentira ses bras qu'une forme inerte et froide.

Le *Deuil des roses* accumule ainsi les cadavres de femmes, surtout juvéniles, encore chaudes de l'amour ou de son attente. Vierge sage qui subissent, commentées sur un ton de l'adultère, les assauts du monde, vierges folles qui les ordonnent en ayant recours à des singuliers changements. Telle cette jeune fille qui se fait passer pour une jeune femme et qui se fait passer pour une jeune femme et qui se fait passer pour une jeune femme.

Sur ces sept contes, deux seulement ont pour héros des hommes, déjà marqués par l'âge. Il y en a un mort bizarre que le premier mot en scène (*Des robes à Paris*). Il se joue d'abord à Beaubourg. Un jour du Centre qu'on pourrait confondre avec l'autre bien que son nom

l'en distingue, écoute un vieux poète, ami perdu de sa jeunesse, lire ses œuvres. La peinture est maquette, naturelle. L'assistant croit voir un serpent dans la main du poète, qui se balance. La séance terminée, il le suit de loin dans un café. La vision du serpent reparait au moment où l'autre sur sa chaise s'effondre. Les journaux du lendemain annoncent la mort subite du poète qu'ils disent provoquée par la morsure d'un de ces cobras qu'exhibent les saltimbanques du quartier.

Le burlesque sort ici du réel. Dans *Rébellion de l'ombre*, dédié à Chirico, il nous raconte l'histoire d'un homme qui donne son nom. Un homme en plein Paris est enlevé par trois jeunes et jolies Japonaises pour assister à l'agonie d'une femme.

Le burlesque sort ici du réel. Dans *Rébellion de l'ombre*, dédié à Chirico, il nous raconte l'histoire d'un homme qui donne son nom. Un homme en plein Paris est enlevé par trois jeunes et jolies Japonaises pour assister à l'agonie d'une femme.

#### le feuilleton

#### « NUTTS DES TEMPS », de Norman Mailer

#### Pour lecteur ayant quatre vies devant soi

QUAND viennent les fêtes, certains livres se déguisent en boîtes de friandises. Avec sa pyramide chocolat sur fond de crépuscule carcéral, et ses filets d'or, *Nuits des temps* de Norman Mailer, c'est un livre qui se présente comme une œuvre d'art.

Devant pareils pavés surgit un problème proprement existentiel. Le jeune Sartre estimait le livre ayant séjourné plus d'une semaine, ouvert ou pas, dans sa « thurne » (Aron, de qui je tiens la chose, ajoutait, moqueur : ce fut sans doute le cas pour Marx !). Tout le monde n'a pas le même accès à la culture, si on a un petit estomac, une vingtaine d'étalées sur des semaines. Les gros mangeurs de papier descendront à une douzaine d'heures plus ramassées — et payées, dans le cas des professionnels, ce qui change les perspectives ; mais, enfin, de toute manière, ce sont des pans entiers de vie qui s'écoulent. Au bout du compte, la valeur accordée au livre dépend du prix que chacun accorde à ses propres instants sur Terre.

Les raisons qu'on se donne pour ne pas lire sont de toutes sortes. Une croisière à bord du *Norman Mailer*, cela ne se refuse pas après les Nuits et les Morts (1950). Un rêve américain (1967) et le Chant du bourreau (1980). Avec la violence déclinée des

#### par Bertrand Poirot-Delpech

immigrés de la première génération, le révolté baroque de Brooklyn illustre une des grandes veines du roman américain. Il soixante ans, il présente *Nuits des temps* comme le travail de dix années, une entreprise titanessque, une expérience-limite — pour parler « colloquien ». Comment ne pas y aller voir ?

On a vu. C'est colossal, en effet. Rien de moins que l'Égypte des pharaons vue à travers les quatre vies et les sept âmes d'un fellah qui se réveille monarque. Manahet, c'est son nom, un homme qui a quatre-vingt ans, comment il a incarné en paysan, en surin, en conducteur de char, pour qui n'a jamais croisé les yeux de danseur du surin cultré de Delphes, en général de Ramsès II, en favori violent, en gardien de harem, en grand prêtre. Ce parcours initiatique, où le mort ne marque que des étapes et laisse intactes les expériences antérieures, nous conduit dans les bordes de Thèbes, au temple d'Amor, à la bataille de Kadesh, dans le désert d'Echouranib. Les fêches se fichent dans les torses et les lances balancent des têtes de Hitites, tandis que la reine Nefertiti et le tendre Boule-de-Miel assurent le repos des guerriers.

Le roman a l'apparence d'une reconstitution géante pour Caillat. De Mille, d'un *Quo vadis* ! Sur les bords du Nil, les champs de bataille torrides et les toits de palais à l'antique. Mais les choses ne se compliquent, du fait du décalage des époques, que le lecteur a successivement habitées, et du souffle épique, prophétique, que l'auteur s'est juré de soutenir jusqu'à épuisement... du lecteur.

Les combats s'enchaînent sans autre logique ni intérêt que ceux des énumérations dans les textes sacrés ou homériques. Les généalogies s'égrenent entre des rangées de majordomes et d'eunuques. Les mémoires de déité et de majesté pleuvent. Des noms imprononçables usent notre soul de reconnaissance qui est, en fait, un jeu de mots. Notre machine à grappes des caractères d'imprimerie et à les transmettre en action, pensée ou émotion se met à dégrader. On descend à trente pages-heures, puis à vingt. Les roues s'enfoncent, l'œil brûle comme dans un vent de sable. Vous avez beau embrayer les quatre roues, sortir les pelles, c'est l'effacement.

Croyez-en quelqu'un qui vous traverse un *Piélade* dans la « affaire d'entraînement ». Il y a des jardins reclus, des concours commencent à patiner dans tout ce fouillis de lettres ourlées, dans ce papier bible si lent à grossir sous le pouce gauche, ce peut être la Croisière jaune ; eh bien ! là, avec *Nuits des temps*, j'ai vu le moment où l'expédition qu'est toute lecture s'arrête et se désolait sous le soleil blanc, où l'enfer d'aller au bout d'un livre sur place, au bord de la piste, comme un squelette de chameau.

VERS le milieu, 410 si vous voulez savoir, il y a une « affaire d'entraînement ». Il y a des jardins reclus, des concours commencent à patiner dans tout ce fouillis de lettres ourlées, dans ce papier bible si lent à grossir sous le pouce gauche, ce peut être la Croisière jaune ; eh bien ! là, avec *Nuits des temps*, j'ai vu le moment où l'expédition qu'est toute lecture s'arrête et se désolait sous le soleil blanc, où l'enfer d'aller au bout d'un livre sur place, au bord de la piste, comme un squelette de chameau.

### Quand les Français savaient dire des histoires...

VOICI quinze ans paraissent à Chicago, dans la classique collection « Folktales of France », 1968, en anglais évidemment.

Par quelle succession de malchances ou de négligences ces contes ont-ils été publiés ? Peu importe. L'essentiel est qu'ils le soient, dans la collection « Folktales of France », 1968, en anglais évidemment.

Ce recueil ajoute encore à leur intérêt. Chargés en 1951 par le C.N.R.S. de mener entre Loire et Gironde les enquêtes de dialectologie à l'établissement de l'Atlas linguistique et ethnographique de l'ouest de la France, G. Massignou profita de cette tâche pour recueillir tout ce qui pouvait être des contes populaires de cette région, particulièrement riche à l'égard.

Il y a donc plus de la moitié du volume. Les autres viennent de Massignou et de Sud-Est, particulièrement de Corse. Les conteurs et contesses mis à contribution par G. Massignou avaient, à quelques exceptions près, soixante ans et plus à l'époque. Ils étaient (et elle l'a bien senti) les

derniers témoins de cette tradition. Après eux, la dislocation des communautés rurales a fait disparaître les exploitations survivantes dans l'enfer de la productivité ont balayé le goût et le savoir de « conter ».

Pour le spécialiste, ces contes confirment, comme il était attendu, la validité de la classification thématique internationale de 598 Thompson et Antti Aarne et de la classification française de Paul Delarue et Marie-Louise Tenenzy : à une exception près, ils appartiennent à un fonds européen répertorié.

Cette constatation n'enlève rien au plaisir du lecteur. Ce qui importe dans le conte, c'est moins son arrière-plan symbolique, son « signifié », que son mouvement narratif, son humour ou sa violence. Les contes de la Loire, en mai 1958, auprès d'un paysan de soixante et onze ans qui le tenait, tout enfant, d'un vieux fabricant de pain : les conteurs sont partout, mais ils ne sont pas partout.

Ce texte associe le conte à la princesse triste, qui n'épousera que l'homme capable de la faire rire, au thème des animaux surnaturels. Mais le préambule est un vieux

homme appelé le Ramate, et les animaux surnaturels un ours, un guesier (grillon), et un barbot (scarabée bousier). L'histoire, qui finit bien, est authentiquement et crûment paysanne dans ses motifs et sa langue.

C'est que le conte oral, qu'il soit africain, maghrébin ou français, est le produit de cultures populaires exotiques et subtiles sous leur déguisement bon enfant. Le « collecteur », étranger à la culture, pour premier geste de s'effacer derrière le conteur. Trouver celui-ci (ou celle-ci), se faire accepter, ne rien solliciter mais ne pas laisser passer le moment d'enregistrer : autant de difficultés bien connues de l'ethnologue de terrain.

Massignou les a remarquablement dominés. En séparant le texte, brut et naturel, d'un commentaire sobre et clair elle marque la fois sa connaissance et son respect du patrimoine culturel qu'elle veut transmettre. De bouche à oreilles est en tous points une réussite, posthume, hélas !

JACQUES CELLARD.

(Lire la suite page 13.)

G. Massignou, De la culture populaire française, Berger-Levrault, 88 F.

Jean Echenoz

## CHEROKEE

PRIX MEDICIS

AUX EDITIONS DE MINUIT

« Digne des grands films noirs, un roman littéraire qui se lit comme un polar. » Paris-Match

AUX EDITIONS DE MINUIT



## HONGROIS ET FRANÇAIS

de Louis XIV à la Révolution française

Béla Köpeczi

• relations franco-hongroises dans un contexte politique, diplomatique, idéologique • mise en évidence de l'intense réciprocité des deux pays • cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles • contribution à une meilleure connaissance de l'histoire hongroise.

16 p., 48 p., 100 p.  
16 p., phot. h.t.  
ISBN 2-222-03371-3

100 F

## LA QUINTAINE, LA COURSE DE BAGUE ET LE JEU DES TÊTES

étude historique • ethno-linguistique  
d'une famille de jeux

Lucien Clare

• pratique technique à travers le temps, l'espace • les langues (notamment espagnole, française, italienne, portugaise) • à partir de données techniques et relations du jeu, ainsi qu'apports de la littérature et lexicographie.

21 x 27 / 204 p., broché  
16 p., phot. h.t.  
ISBN 2-222-03179-6

190 F

## HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE

- La face à face surréaliste de 1925 à 1933, par E. Guio Benessy 105 F
- Pèlerinage aux neuf sommets - de route d'un religieux itinérant dans le Japon du XIX<sup>e</sup> siècle, par Harum O. Rotemund 186 F
- Economie et société dans l'empire romain (fin du XVIII<sup>e</sup> - début du XX<sup>e</sup> siècle), colloque 380 F
- Aux origines du monde économique de l'Espagne (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles), ouvrage collectif 87 F
- Chroniques et documents libyens (1989-1990), par H. Benard 90 F
- Étude archéologique et patrimoine turc 250 F
- Dégradation et restauration de l'architecture pompéienne, par J.P. Adam 115 F
- Libertinage et littérature (1665-1715) / (recherche sur le XVII<sup>e</sup> siècle / VI), par P. Clair 127 F
- Hongrois et Français, de Louis XIV à la Révolution française, par Béla Köpeczi 100 F

## LITTÉRATURE - LINGUISTIQUE

- Frontières du conte, par F. Marot 80 F
- Le conte dans la littérature américaine, par J. Mèral 110 F
- Catalogue de la bibliothèque de Guillaume Apollinaire 65 F
- La bibliographie matérielle 80 F
- Les romans noirs au Moyen Âge (jusqu'à 1800), par M. Zerdoun Bat-Yehouda 240 F
- Correspondance de Peiresc - Alphonse Rambervilliers (1620-1624) 1 F
- Nouveau glossaire nautique, d'Augustin 275 F
- Atlas linguistique et ethnographique de la Bretagne romane, Anjou et Maine, par G. Guillemin et J.P. Chauveau 800 F
- Correspondance du P. Minin Mersenne - Tome IV 460 F

## SOCIOLOGIE - PHILOSOPHIE

- Gens du cuir - gens du papier - transformation d'Annonay depuis les années 1880, par B. Ganne 70 F
- Figures de la sorcellerie languedocienne, par J.P. Fauriol 98 F
- Une anthropologie médicale en France 120 F
- La poste - son histoire, sa fonction sociale, par A. Ripert et Cl. Frère 110 F
- Sibériens 1983, par E. Cardin et A. Freysse 112 F
- La ville et le rural - Étude sur l'imaginaire urbain contemporain d'après les cimetières provençaux, par M. Vovelle et R. Bertrand 250 F
- Le choix des horaires, contribution à l'étude des motivations du travail, par Cl. Lévy-Leboyer 55 F
- La philosophie juive au Moyen Âge - selon les manuscrits imprimés, par C. Lévy 300 F

## ART - THÉÂTRE

- L'entrée en scène - guide du quartier - préface (Lyon 1886-1906), par A.S. Clémence 50 F
- Esthétique générale du théâtre de Molière (1870-1914), par D. Babelt (réimpression) 200 F

**Editions du CNRS**  
15 quai Anatole France, 75001 Paris

librairie, publicité  
295, rue saint Jacques, 75005 Paris / tél. 33.1.23.11  
librairie, ventes, publicité

## la vie littéraire

### Treize éditeurs : « Autour de la littérature »

« Parce qu'ils ont la passion des livres qu'ils publient et parce qu'ils entendent les auteurs », treize éditeurs (1) se sont regroupés au sein d'une association sous la loi 1901. Autour de la littérature. De cette façon, ils participent aux débats, expositions et animations que l'association organise dans les librairies, bibliothèques, centres culturels, comités d'entreprise, etc. Elle a déjà mis sur pied une exposition itinérante autour de Raymond Guérin et de Paul Gadenne.

L'association dispose aussi d'une publication, *Autour de la littérature*, fort agréablement mise en pages et illustrée, dont la rédaction est coordonnée par Bernard Genès. Son premier numéro est consacré à la *Revue littéraire* (15 F) et présente des auteurs tels que Raymond Guérin, Albert Caraco, Armand Robin, Jean de Bosc, André Suarès, Xavier Fournier, etc., dont les œuvres de qualité seraient pu glisser dans l'oubli s'il n'y avait eu des fous de littérature pour les tirer vers la lumière. Les textes de présentation sont accompagnés d'extraits, de correspondances, d'écrits — de Paulhan ou de Zweig, par exemple — l'ensemble constituant une bonne introduction à l'œuvre.

\* Pour tous renseignements : Autour de la littérature, 4, rue Beauséjour, 75004 Paris. La cotisation annuelle de 300 F donne droit aux publications ; elle est admissible pour pouvoir accéder aux réunions proposées.

(1) A l'imprimerie quotidienne, les Cahiers du double, le Castor astral, Granit, l'ère des vents, Lettres Vives, Oubliés, Solin, le Temps qu'il fait, Thot, le Tout sur le tout, Ubac, Verdier.

### A l'enseigne des « Fruits du Congo »

Déjà, les *Fruits du Congo* ne sont plus seulement un livre d'Alexandra Viallette, mais une librairie qui vient d'ouvrir Claude Pingaud, directeur de collection aux éditions du Seuil, depuis la passion des livres. Aussi la lecture des souvenirs de José Corti, parus au printemps, leur a-t-elle donné l'envie de devenir, eux aussi, libraires-éditeurs. De leur désir à la réalité, il n'y avait que le temps d'une décision, celle de se laisser aller à leur goût du risque et des paris.

En septembre, ils ont fondé une S.A.R.L. — de sept personnes, — acheté une vieille librairie et conclu avec le Seuil un accord pour la diffusion de leurs ouvrages. « Nous ne consacrerons à publier que pour l'instant, précise Claude Pingaud, *D'abord seulement quatre ou cinq livres, la première année. Nous sommes décidés à nous garder de toute mégalomanie. Pour nous, le livre doit rester une aventure personnelle entre un éditeur et un auteur. Je crois qu'à côté des gros porte-avions, une vedette lance-torpilles a sa place et que cela peut être intéressant. »*

Quant à Claude Pingaud, il a envie de faire de la librairie — ouverte tous les jours sauf le dimanche, de 11 heures à 20 heures — « un endroit où l'on se sente libre de regarder, de feuilleter, de chercher ». — Jo. S.

## vient de paraître

**Récits**  
DANIEL KARBIN, TONY LAINÉ : *La mort du père et autres récits du fils*. — Un recueil de récits de Daniel Karbin et Tony Lainé, les deux auteurs donnant la chronique d'une filiation, nouée de sentiments amicaux et poignants, et qui est aussi un adieu au père. (Masthead/Éditions sociales, 252 p., 80 F.)

**Poésie**  
ARACON : *Chants de poèmes*. — Une anthologie des poèmes les plus représentatifs de l'art d'Aracón écrite et présentée par Michel Appel-Mallier. (Temps actuels, 378 p., 80 F.)

**Correspondance**  
ALEXIS DE TOQUEVILLE : *Œuvres complètes (tome XVIII)*. — Correspondance d'Alexis de Tocqueville avec Adolphe de Circourt et avec M<sup>me</sup> de Circourt, de 1848 à 1859. Circourt, en rédigeant des notes, a contribué à la préparation de l'*Ancien Régime et la Révolution* et a joué aussi le rôle d'informateur politique auprès de Tocqueville. Volume établi par Anne P. Kerr. (Callimard, 594 p., 250 F.)

**Arts**  
PIERRE BORCIER : *Leonor Fini en la théorie de l'imaginaire*. — L'auteur analyse les mythes et les symboles de l'univers de Leonor Fini. Préface de Jean Borge. (Lectures modernes, diff. Médard, un album illustré 312 p., 330 F.)

**Théâtre**  
ALPHONSE BOURDIER : *Les Sales Amies*. — Texte de la pièce-farce en deux actes précédée d'un essai sur la scène du théâtre Margery. (Le Théâtre ronde, 182 p., 69 F.)

**Témoignage**  
JEAN-BAPTISTE DESPARMET : *Journal d'un jeune marin*. — Fils et petit-fils de corsaires bayonnais, Jean-Baptiste Desparmet (1817-1873) a laissé un témoignage sur sa vie d'homme de mer et de capitaine de la marine marchande au siècle dernier. (Franco-Empire, 270 p., 110 F.)

### L'appartement de Colette au Palais-Royal ne deviendra pas un musée

L'appartement du Palais-Royal à Paris, où la Colette d'aujourd'hui a vécu pendant vingt-un ans en 1954, ne deviendra pas un musée consacré à son souvenir. Le ministre de la culture, qui, depuis plusieurs années, s'était entenu avec la Ville de Paris pour réaliser ce projet, annonce dans un communiqué que les négociations entreprises pour acheter l'appartement situé 9, rue de Beauséjour ont échoué.

Le dernier mari de Colette, mort en 1978, Maurice Godelier, auteur du livre *Près de Colette*, précieux témoignage sur la vie de l'auteur de *La Vagabonde*, avait légué cet appartement à son fils Laurent.

Cependant, le ministre de la culture participera à la création du musée que la ville de Saint-Sauveur-en-Puisaye (Yonne), où est née Colette, a l'intention de réaliser dans son château. Les meubles, souvenirs et ouvrages que les héritiers de Colette, et notamment sa fille Colette de Jouvenel, dernière occupante de l'appartement de la rue Beauséjour, décodée en 1981, ont cédé à l'Etat y seront présentés.

### La farandole de Thésée

Savez-vous que la farandole provençale, dont une variante s'appelle la « mauresque », en souvenir du temps où s'y mit l'occupant arabe, avait été introduite en Gaule par les Grecs d'Asie Mineure fondateurs de Marseille ? C'est ce qu'affirme l'invention de cette danse à Thésée, grisé par sa victoire sur le Minotaure ! Pensez-vous que l'antique coutume régionale de ne pas se marier en mai — « le mois de Marie » — était en fait un héritage du paganisme repris à son compte par le christianisme du Midi ? Imaginez-vous que la « bravade », cette fantasia à la provençale connue partout depuis que Saint-Tropez est à la mode, est l'ultime avatar des groupes de villageois armés, organisés pour lutter contre les incursions des Barbaresques ?

Ces traditions et des dizaines d'autres avaient été recueillies et expliquées, il y a cent ans, par Béranger-Frédéric dans un gros livre savoureux, depuis lors objet des convulsions de plus d'un bibliophile. Grâce à l'éditeur, Jeanne Lafitte, on peut de nouveau disposer de ce livre — repris en fac-similé, — particulièrement bienvenu en cette fin d'année pour qui veut comprendre les us et coutumes souvent compliqués du Nord provençal. — J.-P. P.-H.

\* Traditions de Provence, de Béranger-Frédéric, Lafitte Érudition, 1, place-François-Chabot, Marseille, 406 p., illustrations, 99 F.

### Barbe-Bleue vu par Barbe

Quand on est un dessinateur à la barbe bleue, qu'on s'intéresse aux femmes et qu'on s'appelle Barbe, il est fatal qu'on ait un jour affaire à Barbe-Bleue... Les dessins qu'a crayonnés Barbe pour illustrer l'histoire de son illustre homonyme ressemblent à ces visions inquiétantes et gonfiées que vous revoyez les miroirs déformants. Images qui rappellent aussi les mauvaises rêves, où certains objets vous sautent à la figure la figure la plus claire, bien sûr, ou les cadavres pendus dans le placard, ou bien où l'on se retrouve aspiré sans fin,

dans des perspectives vertigineuses et molles (l'escalier de la tour, les chambres innombrables du palais).

Barbe-Bleue, comme le dit Régine Deforges dans sa préface, est « le prédateur des rêves érotiques des petits enfants ». Le méchant mari n'est là que pour donner de délicieux frissons à la jeune épouse, — laquelle est une sacrée coquine, fascinée par le plaisir, la luxure



et le danger. L'effroi qui se lit dans ses yeux n'est pas exempt de fascination. Barbe-Bleue, vu par Barbe, annonce les sombres fêtes du divin marquis (B. Diffusion, 40, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris, 120 F.). — F.G.

### Les voix des femmes et hommes arabes

À la suite de l'article d'Eveline Laurent sur le livre d'Aïcha Lemine : *Oracles des voix - Les femmes arabes parlent* (« Le Monde des livres » du 2 décembre), l'auteur nous a adressé une lettre dont nous publions des extraits :

Eveline Laurent « procède à coup d'affirmations péremptores et s'élève contre des conventions stéréotypées autour d'une tasse de thé. Que les Arabes soient hospitaliers et offrent le thé à leurs interlocuteurs ne semble pas plaider. Il aurait fallu sans doute connaître les traditions de cette enquête, à savoir : les interviews des femmes et hommes arabes de toutes catégories sociales et intellectuelles. Dans les écoles, dans les mosquées, les églises, les universités, les écoles, bureaux, campagnes et villes du Proche-Orient, et ce durant plus de trois années d'écoute. Eveline Laurent omet de signaler que l'avant-propos avoue qu'il ne s'agit pas d'un livre sur la condition des femmes seulement, mais sur celle des peuples arabes. Musulmans, chrétiens et juifs. Là où j'ai pu les contacter dans une même douleur, dans un même angoisse, empoisonnant le quotidien de cette terre.

« Ces voix ont tissé mon livre, leur parole vient de l'intérieur, et dans ce domaine (la réalité arabe), je n'ai de leçon à recevoir de personne. Car, en tant que femme et qu'arabe, je n'ai jamais cessé d'être blessée et je ne cessai jamais de poser des questions. »

## poésie

### La parole essentielle de Jean Laude

Jean Laude, qui est mort le 11 décembre à l'âge de soixante et un ans (le Monde du 13 décembre), était surtout connu comme historien de l'art, notamment pour ses travaux sur les arts africains et sur la peinture moderne (1). Il était aussi un grand poète, comme le rappelle Michel Collot, qui a suivi son œuvre de très près.

AVEC Yves Bonnefoy, André du Bouchet, Philippe Jaccottet, Jacques Dupin, Jean Laude est l'un des poètes de cette génération qui a renouvelé après la guerre la poésie française, dans le sens d'un retour au dépouillement et à la rigueur d'une parole essentielle, qui se porte elle aussi à la rencontre de l'inconnu.

Dès le début de son œuvre (*Entre deux morts*, G.L.M., 1948), cette exploration de l'inconnu s'avère pour Jean Laude une quête de la mort. Traversée par définition interminable : l'espace de la page et celui du paysage deviennent le lieu d'une errance dans les *Plages de Thulé* (Le Seuil, 1964), son grand recueil. La lointaine Thulé, où se dérobe dans le froid le secret de la mort, est aussi baignée par la lumière blanche de l'origine, qui rayonne entre les mots.

Dès cet ouvrage, Laude avait trouvé sa voie. Et il s'y est tenu avec une honnêteté intrinsèque. Son œuvre, dont il reste à publier beaucoup de textes inédits, notamment un recueil admirable intitulé *La Trame inhérente de la lumière*, comprend encore non seulement des poèmes parus en revues, en plaquettes, en recueils, mais aussi des poèmes inédits, en page par Brunier, 1972), mais aussi des proses envoiées, qui s'apparentent au récit initiatique (*Discours inaugural*, *En attendant un jour de l'été*, Fata Morgana, 1972 et 1974 ; *Ormes et Sur le chemin du retour*, Club du poème, 1967) et qui supportent dans le *Mur bleu* (Mercure de France, 1965) une méditation exemplaire sur la poésie.

Jean Laude cherchait une nouvelle alliance entre théâtre et poésie : il travaillait à un livret d'opéra sur Liuth, ce double fatal d'Eve, qui donne aux hommes non illi vie mais la mort. Cette recherche avait infusé son style poétique vers un vocabulaire à la fois rigoureux et passionné qui éclate dans sa dernière œuvre publiée, le *Dict de Cassandre* (Fata Morgana, 1982) dont l'héroïne hurle à « voix rauques » et « l'horreur vivante/opérante en dessous », comme si Jean Laude avait pressenti, au plus profond de son corps et de son écriture, l'approche de la maladie qui devait l'emporter quelques mois après sa femme.

MICHEL COLLOT.

(1) Voir notamment les *Arts de l'Afrique noire* (Chêne, 1979), la *Peinture française* (1905-1914) et *l'Art « nègre »* (Kailash, 1968). Jean Laude avait publié récemment sa esai sur le cabinet de Brague (Mareil, 1982) et collaborait à un ouvrage collectif sur Paul Klee.

## en bref

• UNE EXPOSITION DE BEAUX LIVRES parus en France au cours des six derniers mois. « Livres en fête », est présentée jusqu'au 9 janvier à la S.P.I. du Centre Georges-Pompidou (mille d'accueil).

• LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES a remis ses prix de fin d'année. Deux prix exceptionnels sont allés au Belge Joseph Hume pour son *Nouveau Dictionnaire des difficultés du français* (Daclet) et au poète Bernard Noël pour l'ensemble de son œuvre. Des distinctions ont été attribuées notamment à Christian Lesparre (Six contes pour un ténor espagnol - Grasset), à Jean David (Bosch, Marie-Joséphine - Pion), à Mireille Rignault (Le Pénitencier, Grasset), à François Roy-Vitell (Le Calendrier des enfants 1984 - Agence Création éditoriale), à Luc Béranger (Requiem du récit - Rougerie), etc.

Le prix Bandelaire de la meilleure traduction de l'anglais récompense cette année Julian Harrison pour *Sarah de G.B. Edwards* (Maurice Nadeau, éditeur).

En outre, le jeune centenaire Charles Oulmont a rappelé les laus de la commission des lettres du Centre d'aide aux artistes, que préside Jacques Naudot.

• LE PRIX DES INTELLECTUELS INDÉPENDANTS a été décerné à Raymond Aboille pour son livre *Vingts ans immobiles* (Callimard).

• LE PRIX « BAGDAD », qui récompense des auteurs ou créateurs ayant œuvré pour faire connaître la culture arabe, a été décerné à FUMESCO, en présence de l'ambassadeur d'Irak auprès de cette organisation, à l'orientaliste française Jacques Berque et à l'écrivain libanais Mikhaïl Naïm, pour l'ensemble de leur œuvre.

• LA DATE DE CLOTURE DU CONCOURS POUR LES GRANDS PRIX DE LA RENAISSANCE AQUITAINE a été reculée au 31 janvier 1984. Ces prix récompensent des œuvres d'expression chancelant des terres d'expression chancelant que on libère, des poèmes en langue d'oc et une nouvelle. (Règlement contre enveloppe timbrée au secrétariat de la Renaissance aquitaine, à M<sup>me</sup> Suzanne Vincent, 14, boulevard des Pyrénées, 64000 Pau).











portrait

# L'humour glacé de Jean Forton

■ On vient de rééditer la Fuite et la Cendre aux yeux, deux romans de cet écrivain bordelais. Il faut s'empresse de le redécouvrir.

de torpeur sucrée, de draps douteux et de bonheurs clandestins » (2). On ne définit jamais mieux ce qui rôde dans l'œuvre de Forton, dès son premier texte publié, le Terrain (3) : ■ ■ ■ des maisons

Il avait pourtant commencé par un acte de foi, créant en 1950, pour lutter contre l'apathie des Bordelais, une revue, la Boîte à clous, qui eut treize numéros. De format réduit, simple et touchante, elle publia, par

Du ■ ■ ■ chez Malaparte. Comme d'autres revues du début des années 50 rayées de l'histoire littéraire, le Radeau de ■ ■ ■ Méduse, Escapes, Soleil, ■ ■ ■ vives... la ■ ■ ■ ■ ■ était d'une exigence absolue. Forton n'avait ■ ■ ■ encore tenté - et manqué - sa conquête de Paris.

La Fuite fut acceptée en 1954 chez Gallimard. Suivirent l'Herbe haute, l'Oncle Léon, Cantemerle, la Cendre aux yeux, le Grand Mal, l'Épingle du jeu. Forton faillit avoir le Goncourt avec la Cendre aux yeux. On le donna à la Loi, de Vailland. ■ ■ ■ suis allé voir son dossier de presse, rempli ■ ■ ■ jaunies, assez mornes. Les éloges sont mesurés, les reproches plutôt vifs. Kléber Hadenot aime le Grand Mal, où disparaissent des petites filles, mais Henri Amouroux fut choqué par le héros « ignoble » de la Cendre aux yeux. ■ ■ ■ Nadeau ■ ■ ■ ce roman « plaisant à lire ».

La critique passa donc à côté de l'humour glacé de Forton. Elle en méconnaît la grandeur et tomba dans le piège d'un réalisme de façade qui cachait un pessimisme sans recours. Elle ne comprit pas qu'en admirateur de l'Orphée, de Cocteau, et du Tabou, de Flaubert, Forton fut un visionnaire, un homme trop ardent pour faire banalement carrière. Mais, depuis sa mort, c'est un autre Forton qui commence : on le prend enfin tel qu'il était, ■ ■ ■ des pages terribles, entre deux clients, sur une vieille Underwood noire.

RAPHAËL SORIN.

- (1) Trois nouvelles ■ ■ ■ dans la revue Grandes larges, n° 4 et n° 6-7 (Diffusion distique).
- (2) Le Nez de Bordeaux, par Pierre Vailland, dans l'anthologie Le Retour au Je, éditions Galilée, 1981.
- (3) Editions Pierre Seghers, 1951.



Dessin de MÉRÉNICE

## Un homme trop ardent

Bordeaux tes parfois lentement, d'amertume et de solitude, ceux qui veulent lui échapper sans la fuir. Hier, Louis Emié ■ ■ ■ Raymond Guérin, deux amis ■ ■ ■ Forton, aujourd'hui, Michel Orl, ont ■ ■ ■ l'emprise d'une ville où l'eau « suggère ■ ■ ■ d'émusement moite,

inégales des rues hantes, ■ ■ ■ l'ombre et du soleil, il ■ ■ ■ divaguer Marc Frouville, ■ ■ ■ d'un petit café, un double ■ ■ ■ lui-même qui anticipe sur son propre détachement.

exemple, un bel adieu d'Emié à Job Bousquet ■ ■ ■ Hommage à Max Jacob ■ ■ ■ avec des articles de Jean Cassou et d'Henri Sanguet. Forton lança même une maison d'édition éphémère pour faire ■ ■ ■ une plaquette ■ ■ ■ Guérin :

## le feuilleton

### Pour lecteur ayant quatre vies devant soi

(Suite de la page 11.)

Le pis est que l'auteur semble s'en être aperçu le premier. Dans tout roman ou pièce, il se cache toujours la phrase fâcheuse, voulue ou échappée comme un lapsus, et dont le public, quand il s'agit de théâtre, s'empare méchamment comme d'une délinquance. Ici, cet aveu se trouve page 258. « A quel bon raconter tout ça ? », demande Hatherford à Hatherford. Hatherford devient tout à coup un personnage ami, dont on a envie d'encourager le bon sens, dont on regrette qu'il ne se soit pas fait mieux entendre du monde, le haut, qui poursuit sa tâche, sourd au doute de ses propres créations.

L'n'y a pas de quoi sourire. Quand un écrivain de la dimension de Norman Mailer s'entête, c'est qu'il a de bonnes raisons. Le naufrage du Titanic mérite plus de perplexité que l'échouement d'un caboteur en baie de Palmpol.

On devine ce qu'a espéré l'auteur du Chant du bourreau : s'arracher à l'Amérique contemporaine, s'immerger dans d'autres violences, lointaines, immémorales, et mesurer sa capacité à faire tenir debout un monde sorti de sa seule imagination, il force de phrases, grâce à une caravane innombrable de mots. Flaubert, comme beaucoup d'autres écrivains, a connu le même vertige prométhéen, avec Salammbô et avec son Saint Antoine, qui devenait ■ ■ ■ à partir de rien, le grouillement de sociétés et de songes enfus. Nuits des temps, ou la tentation de saint Norman !

Autre propos de Mailer : suggérer, croit-on, que ■ ■ ■ consciences d'individualités distinctes dans le temps et dans l'espace sont des lauriers, une invention occidentale relativement récente et vouée à une fin proche. Qui sait si nos énergies et nos mémoires séparées ne font pas partie d'une seule vaste mémoire, « celle de la nature elle-même », comme l'écrivait Yeats. D'où les souvenirs du récit, étalés sur plusieurs générations, sans le point fixe du moi périssable dont l'Europe a fait, pour quelques siècles, le nombril de la planète.

Un jour, peut-être, on s'apercevra que Nuits des temps désigne la notion d'individu comme une parenthèse dans l'histoire humaine, et en annonçant l'évanouissement. Pour l'heure, le ■ ■ ■ édige ■ ■ ■ public une indifférence à la durée qui n'est pas encore la sienne. Comme la héros, les lecteurs doivent disposer de quatre vies et de sept âmes. Si c'est votre cas, devenez les pharaons de cette pyramide de papier. Si non... ■ ■ ■

BERTRAND PORROT-DELPECH.

★ NUITS DES TEMPS, de Norman Mailer, traduction de Jean-Louis Carrasco, R. Laffont éd., 728 pages, 92 F.

Prix exceptionnel de la Société des Gens de Lettres à Paris

HANSE dictionnaire des difficultés du français moderne

Dictionnaire HANSE

DUCLLOT

## Pourvu qu'on ait l'ivresse...

La Fuite a tout de suite l'allure d'un rêve absurde, d'un cauchemar. Forton ■ ■ ■ ses ■ ■ ■ un ouvrant sèchement les portes d'un monde parallèle au nôtre et entraine Jean-François et Laure se couchant ■ ■ ■ un ■ ■ ■ s'ont rien à se dire. Lui se réveille, regarde sa femme qui dort. Il se lève, quitte la chambre, ■ ■ ■ un couloir, se retrouve dans la rue. ■ ■ ■ ma joie naquit ■ ■ ■ d'un coup, l'eus la certitude d'être libre, ■ ■ ■ je me sentis heureux.

Il marche ■ ■ ■ la cité proche, s'assied au bord du fleuve, dans le noir. Tout le retient. ■ ■ ■ Jean-François, avec une fusée et un cliquet. Higo, un vieux clochard, ■ ■ ■ d'un chapeau haut de forme l'aborde, et lui parle de l'amour. Jean-François entre dans un hôtel où il rencontre Malté, une petite bonne de quinze ans. Il l'embrasse sur la bouche. Il l'aime déjà. Et ils vont ensemble à la fête...

Longue dérive au centre de la nuit, frôlant les eaux sombres d'une rivière omniprésente et les lumières d'une ville qui s'annule, la Fuite est un livre qui brûle à mesure. Jean Cayrol, un autre Bordelais, a su décrire ce désir et cette crainte de fuir, de tout largir, qui ébranlent le faible héros de Forton. On a le cœur qui chavire à ses côtés. Il porte en lui les motifs avouables de nos hantises.

## Le dur métier de vivre

Dans la Cendre aux yeux, il y a aussi un médicament qui cherche à s'égarer. C'est un séducteur, presque un professionnel de la drague. Il habite, dans une maison du cours Belzunce, une chambre mansardée qui ■ ■ ■ sur ■ ■ ■ parallèle, droite et laide. Il passe par des périodes de fatigue et de tristesse où il n'a qu'une ■ ■ ■ dormir, ■ ■ ■ seul. Une « angloise diffuse » l'engourdit.

Il croise un jour une fille de seize ■ ■ ■ lui ■ ■ ■ le pas. Il ne la lâchera plus. Le visage ■ ■ ■ exprime tout ce que, jusque-là, il a ■ ■ ■ en vain, « la bonté, la pureté, la patience, l'abnégation ». Pour la prendre, il va utiliser ses vieux trucs et jeter aux yeux de l'enfant la « cendre » qui, en l'aveuglant, ■ ■ ■ la lui livrer entièrement.

Chasse spirituelle bizarre, la Cendre aux yeux a la perversion effrayante d'un ■ ■ ■. Un ogre s'empare du corps et de l'esprit d'une gamine, s'amuse avec sans mesurer la portée de ses maléfices. On a rarement dit avec une telle perfection le dur métier de ■ ■ ■ la mauvaise foi qui permet d'être de l'avant. Une sorte d'ironie froide, à la Swift, fait passer les aspects les ■ ■ ■ désagréables de cette tragédie

★ LA FUITE, de Jean Forton, Cal-lesnard, 218 pages.  
★ LA CENDRE AUX YEUX, de Jean Forton, Gallimard, 238 pages.

# FREDERICK TRISTAN



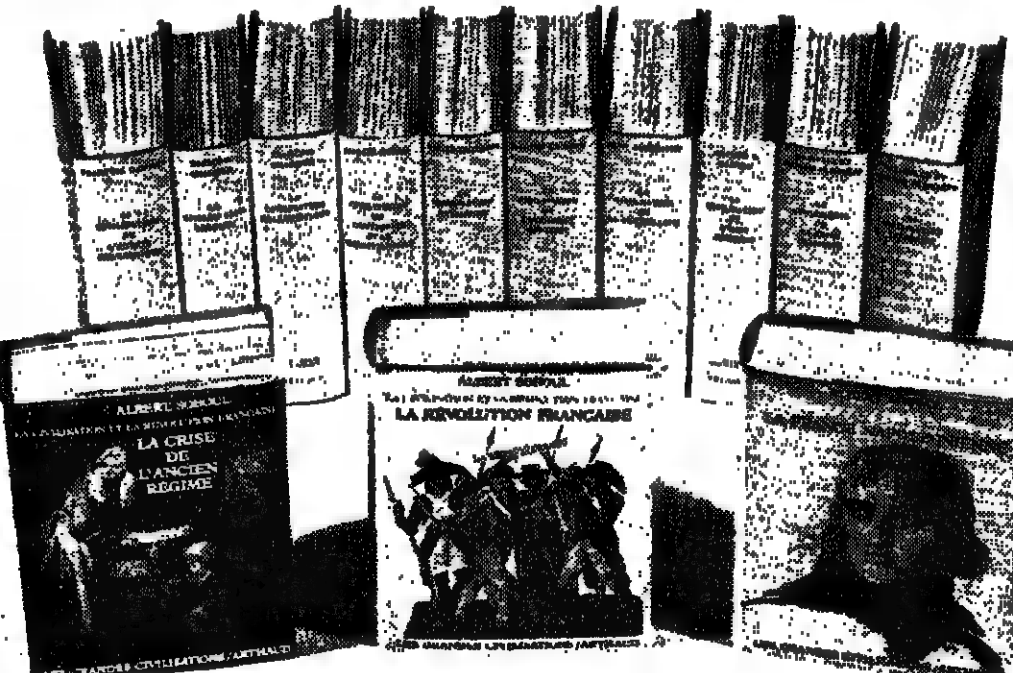
"LES EGARES"

PRIX GONCOURT 1983

Balland

## ARTHAUD - LES GRANDES CIVILISATIONS

Décembre 1983 : parution du 19<sup>e</sup> volume



L'œuvre d'Albert Soboul

LA CIVILISATION ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

tome 1 : LA CRISE DE L'ANCIEN RÉGIME  
 tome 2 : LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Vient de paraître

tome 3 : LA FRANCE NAPOLEONIENNE

Du 18 Brumaire à 1815 : un quart de siècle qui revit avec un étonnant relief. Au-delà des discussions que suscite toute œuvre originale, le dernier livre d'Albert Soboul fait apparaître, chez l'auteur, l'extrême ampleur de connaissances, soigneusement recueillies et contrôlées et la rare aptitude qui lui permettrait de les dominer et d'en tirer des tableaux hauts en couleurs. Albert Soboul a manifesté dans son dernier livre la science et le talent qui lui ont fait occuper une place de choix parmi les érudits d'aujourd'hui.

488 pages de texte, 188 illustrations noir et blanc, 16 planches-couleurs, 17 cartes ■ plans ■ 2 couleurs. Prix : ■ F.

PUBLICATION JUDICIAIRE







## théâtre

## Les salles subventionnées et municipales

## COMÉDIE-FRANÇAISE

## CHAILLOT (72-81-15), Grand Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## 18 h 30 : Par les villages ; Théâtre

## RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 45 : Vin

## 7. RUE CONSTANCE (367-79-40), 21 h :

## STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-

## STUDIO FORTUNE, 21 h : La Petite Bouffe

## TEMPLE (278-91-15), 20 h : Mison

## THÉÂTRE DE L'ÉCART (322-11-02),

## 20 h 15 : Les Babes-à-croûtes ; 22 h : Nons

## THÉÂTRE A. BOURVIL (373-47-84),

## 20 h 15 : Les Dames de fer ; 21 h 30 : Y'en

## THÉÂTRE DE DIX-HEURES (373-47-84),

## 20 h 15 : Natives Héroïques ; 22 h 15 :

## THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : h

## THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30) I,

## 20 h 30 : Les Trois Montaignes ; II,

## 20 h 30 : Soritages

## THÉÂTRE FRESNIER (209-02-50), 20 h :

## THÉÂTRE DU BOND-POINT (256-

## 70-80), 20 h 30 : Savannah Bay ; 21 h :

## THÉÂTRE DU TEMPS (322-11-02), 21 h :

## THÉÂTRE (322-11-02), 21 h : Les Femmes

## THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Plan

## TOURTOUR (367-42-48), 18 h 30 : Un

## TRISTAN-BERNARD (322-08-40), 21 h :

## VAGUE (223-09-92), 20 h 30 : Péd-

## Les cafés-théâtres

## AUBREIN (296-29-35), 20 h 30 : Toth-

## BAUBOURGEOIS (272-08-51),

## BLANCS-MANTEAUX (897-15-84) I,

## 20 h 15 : Arouh = MCC ; 21 h 30 : les

## Café de la Gare (278-59-51), 20 h :

## Café d'Espagne ; 22 h 15 : L'Assaut

## Café d'Espagne (222-11-02) I, 20 h 15 :

## Tiens, voilà deux bouillottes ; 21 h 30 :

## Mangeons d'humour ; 22 h 30 : Ordes

## Le Théâtre ; 22 h 30 : Miel je crève, mes

## L'ÉCUME (342-71-16), 20 h 30 : Aque-

## ESPACE-MARAS (344-09-31), 20 h 45 :

## LE PETIT CASINO (278-56-30), 21 h :

## POINT-VIRGULE (278-57-48), 21 h 30 :

## PROLOGUE (373-33-15), 20 h 30 :

## RUSTO-SHOW (308-00-11), 21 h 45 :

## SENTER DES HALLES (236-57-27),

## SPLÉNIDE SAINT-MARTIN (208-

## TROIS SUR QUATRE (327-09-16),

## VILLIE GRILLE (707-60-93), 21 h 30 :

## Les concerts

## Théâtre de la Bouffon, 20 h : E. Tournier,

## Salle Gerson, 20 h 30 : Nouvel orchestre

## S. Doron (Rayon, Mozart),

## Eglise Saint-Jean-le-Parrain, Ensemble

## Instrumental de l'Orchestre symphonique

## Franco-allemand, dir. J. Thévoz (Vi-

## Lacour, 21 h : A. Anelli (Chopin),

## Jazz, pop, rock, folk

## ATMOSPHÈRE (240-74-30), 20 h 30 : Jo

## UNION DES PARCS (710-00-11),

## CAVEAU DE LA HUCHETTE,

## CHAPPELLE DES LOMBARDS (257-

## DEPOT-VENTE (326-33-33), 21 h :

## DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : F. Van

## ESPACE BALARD, 20 h : Oxy Co-

## MANU MUSICALE (238-05-71),

## MERPHEE MELODY (328-60-73),

## PHILIPPE (776-44-36), 22 h 23 : Ray

## PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h :

## PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h :

## SAVOY (277-46-88), 21 h : M. Stakar,

## SLOW CLUB (233-44-30), 21 h 30 : Cl.

## SUNSET (261-46-60), 23 h : Ch. Baccot,

## TWO ONE (260-40-51), 21 h : Quer-

## VILLIE HERBE (321-33-01), 21 h :

## Les festivals

## FESTIVAL D'AUTOMNE

## Théâtre de Paris (220-09-30), 20 h :

## Opéra de Paris (742-57-50), 20 h : Orches-

## Paris, dir. Z. Molnár (Webern, Wagner,

## Verdi),

Pour tous renseignements sur les programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**

281-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## Jeudi 22 décembre

## cinéma

## Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

## La Cinémathèque

## CHAILLOT (704-24-24)

## Le colonel Durrant, de R. Chane ; 19 h :

## Appareils, de R. Manoussier ; 21 h : Le

## REBAUBOURG (278-35-57)

## 15 h : Les Amours d'Orphée Kinyam, de

## W. Dietrich ; 17 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 19 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 21 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 23 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 25 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 27 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 29 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 31 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 33 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 35 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 37 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 39 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 41 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 43 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 45 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 47 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 49 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 51 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 53 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 55 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 57 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 59 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 61 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 63 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 65 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 67 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 69 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 71 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 73 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 75 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 77 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 79 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 81 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 83 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 85 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 87 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 89 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 91 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 93 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 95 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 97 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 99 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 101 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 103 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 105 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 107 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 109 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 111 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 113 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 115 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 117 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 119 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 121 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 123 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 125 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 127 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 129 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 131 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 133 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 135 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 137 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 139 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 141 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 143 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 145 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 147 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 149 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 151 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 153 h : Les Amours d'Orphée

## M. L. ; 155 h : Les Amours d'Orphée

## LUDWIG-VISCONTI (L. v.), 19 h :



## COMMUNICATION

## Innovations sur Antenne 2

# Hervé Chabalier quitte le journal de midi

## Un nouveau magazine sur le thème : « J'accuse ! »

Hervé Chabalier, qui dirigeait le journal de la mi-journée d'Antenne 2 depuis un an, va céder sa place à Jean-Claude Paris, correspondant de TF 1 à Bonn.

Il part au moment où « Antenne 2 midi » s'impose et talonne le « 13 heures » d'Yves Mou-

roussi et de Marie-Laure Angruy sur la chaîne concurrente.

Le nouveau directeur de l'information de la deuxième chaîne, Michel Thoulouze, confie à Hervé Chabalier la création d'un nouveau magazine sur le thème : « J'accuse ! ».

Le futur rédacteur en chef d'« Antenne 2 midi » est un professionnel confirmé de l'audiovisuel : il est passé par toutes les chaînes de télévision et par trois des quatre stations nationales de radio (sauf R.T.L.). Il va trouver à son arrivée une situation en or. Une équipe sou-

par le Centre d'études d'opinion (C.E.O.) : provincial, assez familial, avec beaucoup de personnes âgées, des commerçants, des agriculteurs. Un public, semble-t-il, moins « cultivé » que celui de 20. « Il faut expliquer davantage, parler de la quotidienneté », commente-il. Maman. En province, rentre chez soi à midi - contrairement aux habitudes de la région parisienne - et on a envie de détendre. On est disponible pour l'information, on attend pas le film on le spectacle à la soirée. « On est informé », stressé. Avec un journal de cinquante minutes, on peut « prendre le temps ».

Pourquoi a-t-il succédé ? Il y a l'effet de l'actualité, répond spontanément Michel Thoulouze. Antenne 2 superstar groupe, tandis que le rival régresse. Tout le monde en profite. Mais il y a autre chose. « Le journal de midi a retrouvé sa fonction première, l'actualité », ajoute le directeur de l'information. « Il avait trop tendance à faire parler des invités, à faire du magazine : est revenu à un truc très simple : l'événement. Les gens veulent d'abord savoir ce qui se passe », résume Daniel Bilalian.

Le spécificité du journal de midi (en fait 12 h 45 - 13 h 35) repose sur deux éléments : son public et sa durée. Le public avait été « ciblé »

Et cela donne cette trame particulière : vingt minutes centrées sur les grands événements du jour (« en essayant de nous renouveler par rapport à la routine journalistique : Liban - politique - faits divers - sports », les deux présentateurs), un « break météo » (« un spectacle »), une deuxième partie plus magazine, avec des enquêtes et reportages. Plus d'invités vedettes, style grand témoin, mais deux personnalités par jour, l'une venant du monde politique, l'autre de celui des variétés et de la culture. Depuis septembre, il semble que les téléspectateurs de plus en plus nombreux à apprécier le cocktail.

Pourquoi Chabalier, qui a été le maître d'œuvre de la formule, quitte-t-il le navire au moment

où celui-ci prend sa vitesse de croisière ? Alors que Bilalian « Maman » annonce leur objectif : « rattraper, puis dépasser Mouroussi », Hervé Chabalier a parfaitement rempli son contrat, confirme Michel Thoulouze. « Il a toujours eu envie de s'occuper de magazines ». Alors, pour partir, mieux vaut le faire après une réussite, entachée seulement d'un petit point noir : lorsque le rédacteur en chef, pendant l'été, a voulu présenter lui aussi le journal et n'a pas, de lavis général, convaincu.

L'occasion, c'est le nouveau magazine que prépare Antenne 2 pour le mois de février, le quatrième de la rédaction après « tances », « A deux », et « Dimanche magazine ». Encore un projet ambitieux : enquêtes, poussées, du journalisme d'investigation, avec une thèse à défendre. « On prend parti, on accuse, on dénonce, mais on justifie », explique Michel Thoulouze. Sur la sellette un individu, une personne morale, une institution, un pays... Par exemple ? Comment les députés, relayant le lobby viticole, favorisent l'alcoolisme. Si les fruits tiennent les promesses, la rédaction d'Antenne 2 ne se fera pas que des

YVES AGNÈS.

(1) Un point équivalent à 394 700 téléspectateurs.

## APRÈS LA REPRISE DE L'IMPRIMERIE VICTOR MICHEL

# Le Livre-C.G.T. projette la création d'un centre pilote des arts graphiques

Reprenant à son compte l'imprimerie Victor Michel à Lileusaint (Seine-et-Marne), sous administration judiciaire, le Comité intersyndical du Livre parisien a inauguré, mercredi 14 décembre, la remise en route des installations lors d'une manifestation à laquelle participaient plusieurs responsables du Parti communiste français, dont MM. Georges Marchais, Paul Laurent et Jean-Michel Catala.

Il y a 111 ans, au cours d'une action spectaculaire, la C.G.T. démantelait les équipements de la société de gravure Chemes-Cazelles, au Kremlin-Bicêtre, pour les installer à Arcueil (deux villes limitrophes du Val-de-Marne), dans l'imprimerie Victor Michel. Cette dernière disposait d'une rotative hélio, installée à Lileusaint, arrêtée depuis cinq ans. Au début du mois de décembre, cette rotative reprenait du service (le 21 octobre). L'ensemble Chemes-Cazelles-Victor Michel est aujourd'hui « géré directement par les travailleurs du Livre de l'entreprise ». C'est une première. Et ce syndicat espère montrer ainsi sa capacité à gérer.

M. Roger Latorre, secrétaire du Comité intersyndical du Livre, rappelle que la machine était complètement inanimée. L'abandon. « En juillet 1983, des spécialistes de la machine

Certains ont pu constater que la machine avait été sabotée, voire « vandalisée ». Une étude de plusieurs semaines a été nécessaire pour fixer l'ampleur du désastre évalué à plusieurs millions de francs. Trois raisons principales, selon lui, avaient poussé le Syndicat du Livre à remettre cette machine en route : « L'exode des travailleurs de la presse parisienne et qui sont affectés en hélio, notamment France Dimanche, les quotidiens, etc. ; la faim de « hors-la-loi » qui ne rêvent que de « faire la peau » aux ouvriers du Livre C.G.T. ; l'apport de notre entreprise à la lutte pour la rapatriement des travailleurs confectionnés à l'étranger ».

La machine en état de la machine a été financée par la souscription lancée par le Syndicat du Livre et qui aurait rapporté 500 000 F.

Paul M. Jean-Pierre Page, secrétaire de l'union départementale C.G.T. du Val-de-Marne, Initiative du Syndicat du Livre C.G.T., « une réponse offensive qui permet de prendre le contrôle des tentatives patronales », périodiques du septième jour, « gardant au centre de la région parisienne la production graphique ».

Le premier projet du réaménagement du centre dans le centre graphique d'Arcueil où était prévu un secteur d'impression hélio presse. La réalisation à Arcueil demandait plusieurs années, et France Dimanche, premier client potentiel, ne pouvait attendre. Lileusaint, qui prioritaire, n'est donc qu'une période transitoire. M. Trigon (P.C.), maire d'Arcueil, présente les grandes lignes du projet. « La ville a acquis des terrains à effet. Sept millions de francs sont disponibles, d'autres seront libérés : en tout plus de dix millions ». L'entreprise comprendrait un secteur impression, une école de formation aux métiers nouveaux de la préparation et d'un laboratoire de recherche et d'essais. La C.G.T., l'appui de parti communiste, entend faire de Lileusaint plus qu'un symbole, un exemple dans la lutte pour la « déindustrialisation ».

FRANCIS GOUGE.

## En bref

Leve des préavis de grève à la radiodiffusion. Les syndicats C.F.D.T., C.G.T., des personnels administratifs et techniques de l'audiovisuel public ont décidé, mercredi 21 décembre, de ne pas donner suite aux préavis de grève déposés pour la journée de jeudi 22. Les négociations engagées avec l'Association des employeurs pour la mise au point d'un nouveau système salarial unique devant s'appliquer dès janvier prochain dans les sociétés issues de l'O.R.T.F., n'ont pas encore abouti mais semblent évoluer favorablement.

Le Recrutement des journalistes. Le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes publié sous ce titre les résultats d'une étude réalisée par Etienne Ginguère sur l'avenir de la profession de journaliste, à moyen terme, par rapport aux besoins des différentes sortes de presse. « Dans les années à venir, l'itinéraire des conclusions, les emplois relatifs de jeunes journalistes seront relativement moins nombreux que précédemment pour ce qui concerne le remplacement de départs à la retraite et dans une certaine mesure l'aggravation de créations de postes ».

Nouveau Midi. Le premier numéro de Nouveau Midi, publication mensuelle « d'opposition républicaine » a été mis en vente en décembre à Toulouse (prix : 8 F). Il comporte 20 pages, format tabloïd, et est édité par la société Broet, dont le siège est à Neuilly-sur-Seine. Directeur de la publication, M. Bernard André écrit dans un éditorial que « journal d'opposition, il n'est pourtant pas celui d'un parti ou d'une chapelle ». Il se propose de traiter de l'actualité régionale sous un angle original, à l'abri des grands monopoles locaux.

Faire-Developpement magazine. C.F.D.T.-Info, mensuel du Comité catholique contre la faim et pour le développement est devenu, en décembre, Faire-Developpement magazine, le journal du C.F.D.T. La pagination est passée de 8 à 16 pages et le tirage atteint 340 000 exemplaires. Il veut « être la voix qui crie les situations intolérables » et « indiquer des chemins de solidarité » pour « construire un monde nouveau ». Ce premier numéro de la nouvelle formule contient les résultats d'un sondage réalisé par I.S.L., du 20 septembre au 10 octobre, auprès d'un échantillon représentatif de la population française, et indiquant que Français placent la faim dans le monde (67,7 %) en tête des questions « les plus urgentes à traiter ». Le chômage vient tout de suite après (65,2 %).

## Jeudi 22 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Feuilleton : Dorothée, danseuse de corde. N° 2 : « In robor fortuna ».

Lisez :  
**Jean des Cars**  
**Louis II de Bavière**  
**ou le roi foudroyé**  
**Elisabeth d'Autriche**  
**ou la fatalité**  
**Deux grandes biographies**  
PERRIN

22 h 5 Entracte.  
22 h 10 Série : Ludwig... ou le Crépuscule des dieux. De Luciano Visconti (n° 2).  
23 h 2 : Le psychiatre et le philosophe.  
23 h 25 Ent-que que les hommes vivront ?  
23 h 35 Journal.  
23 h 55 Vivre en poésie.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

V. Chklovski  
**LE VOYAGE**  
**DE**  
**MARCO POLO**  
PAYOT

20 h 35 Série : Marco Polo. Deuxième épisode des aventures de Marco Polo.  
21 h 40 Variétés : Richard Gansner à l'Olympie.  
22 h 45 Portrait : Annie Girardot.  
23 h 20 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

TEDDY  
**LA MORT EN PELUCHE**  
VIP  
800  
MAJORS  
Disponible dans tous les Vip Vidéo Clubs

h 35 Téléfilm : Survol avec préméditation. Un adolescent emprunte un avion. Le téléfilm ne décolle pas pour autant.

## 21 h 40 Journal.

22 h Film : La Fête enchançée. (En simultané avec France-Musique). Film suédois d'I. Bergman (1974), avec J. Kårling, (v.o. sous-titrée. Rediffusion). Mozart chanté en suédois, c'est assez impressionnant. Mais la mise en scène de Bergman est un modèle d'habileté populaire à une œuvre lyrique.

0 h 15 Prélude à la nuit. Variations sur le « Don Juan » de Mozart, de Chigol.

3.500 F en moins  
sur vos  
impôts 847

C'est encore possible à la Société Générale en souscrivant avant le 31 décembre à Intersélection France Sicav « Valeurs Françaises » de la Société Générale

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

## FR 3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.  
17 h 30 Dis, raconte-moi la mer (à la mer marine).  
17 h 45 La cuisine des mousquetaires (les confins).  
18 h Magazine du rock : Rocking chair.  
18 h 30 Présence du théâtre (Jeanne Severy).  
18 h 55 Ulysse 31.  
19 h Informations.  
19 h 15 Info régionales.  
19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

## FRANCE-CULTURE

20 h L'histoire n'est pas à l'honneur que quand il ne passe pas, de P. Lotti. Avec R. Dabillard et F. Bessy.  
21 h 45 Profession spectateur : Guy Dumur.  
22 h 30, Nuits magiques : mandants et mandantes.

## FRANCE-MUSIQUE

17 h 30, Concert : Quatuor à cordes en la mineur. Quatuor pour violon, alto, violoncelle, contrebasse et piano en la majeur, de Schubert, par le Quatuor Orlando.  
22 h Concert (avec FR 3) : La Fête enchançée de Mozart.  
h 15, Fréquence de nuit.

## Vendredi 23 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h Violon plus : 11 h 30 La source de vie.  
12 h Dix sur dix.  
12 h 30 Atout cœur.  
13 h Journal.  
13 h 45 La Petite Maison dans la prairie.  
14 h 25 Film : l'île mystérieuse.  
15 h Les...  
15 h 25 Livres, livres d'hiver.  
16 h 45 Dessin animé.  
17 h Mélo.  
17 h 15 Émissions régionales.  
18 h 35 La pouspée de sucre.  
19 h 50 Regards feutrés.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Porte-bonheur. Avec Christophe, Pierre Richard, Gilbert Montagné.  
21 h Entracte.  
21 h Feuilleton : La Chambre des dames. D'après J. Bourin, adapt. F. Veray, réal. Y. André. A partir d'une famille de riches orfèvres du XIX<sup>e</sup> siècle, ce feuilleton en dix épisodes tente de peindre les frivoltés d'une époque, la condition féminine... en vint.  
22 h 40 Variétés : 22, 21, le rock. Avec David Bowie et Elton Jones.  
23 h 40 Divertissement : Est-ce ainsi que les hommes vivront ?  
23 h 50 Journal.  
0 h 5 Vivre en poésie.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.  
12 h Journal (et à 12 h 45).  
12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.  
12 h 35 Feuilleton : Les Amours romantiques.  
13 h 50 Aujourd'hui la vie.  
14 h 50 Variétés : L'héritage d'Adams.  
15 h 45 Répertoire : Lire c'est vivre.  
16 h 35 Téléfilms.  
17 h 20 Récit A 2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 36 Feuilleton : Fabien de la Drôme.  
21 h 35 Apostrophes.  
Sur le thème : « Le langage des animaux », sont invités : Monique Brès (les Animaux malades), François Caradec (Nous deux mon chien), Rémo Forani (Pour l'amour de Finette), Claude Nuridsany (coauteur de la Planète des insectes), Jacques Roubaud (les Animaux de tout le monde), François Varigas (Dix chiens pour un rêve).  
22 h 45 Journal.  
23 h Club-club (cycle Raimu) : Vous n'avez rien à déclarer.  
Film français de L. Joannon (1937), avec Raimu, Alerme, P. Brasseur, S. Fabre, S. Bataille (N.). Veudeville sur la façon de perdre une virginité masculine - bien encombrante. A voir pour les acteurs.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 30 Émissions pour la jeunesse.  
17 h Télévision régionale.  
18 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.  
20 h Les petites papiers de Noël.  
20 h 30 D'accord pas d'accord.  
20 h 35 Téléfilm : les Tillouls de Lautenbach. L'Alceste, déchirée entre la France et l'Allemagne, découpée en tranches, à la manière du dessinateur Hans, racontée par des enfants.

22 h 20 Journal.  
22 h 40 Téléfilm : Tant qu'il y aura des enfants, il y aura des clochards, de F. Rabeau.  
23 h 45 Amour, Amour : le Soir des femmes. Un soir par semaine, les belles rencontres d'un homme réservés aux dames.

0 h Prélude à la nuit. Fantaisie sur « Carmen » de Bizet, de Busnel.

## FR 3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.  
17 h 30 Dessin redoublé.  
17 h 50 Jean Egan, (le groupe-musique).  
18 h 30 Autour de... le mangouste française.  
18 h 55 Ulysse 31.  
19 h Informations.  
19 h 15 Info régionales.  
19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2, Mathématiques.  
7 h 10, Les chemins de la connaissance.  
8 h 50, Échec au hasard.  
9 h 7, La méthode des arts du spectacle.  
10 h 45, La tenté et la marge.  
11 h 2, Musique : Livre parcours régional.  
12 h 45, Panorama.  
13 h, Sois.  
14 h Un livre, des voix : le Trésor des poètes, de H. Pourrat.  
14 h 47, Les apports de la France-Culture : les livres de l'histoire (Olivier Iva Mungelli).  
15 h 30, Feuilleton : Le grand décret.  
19 h, Actualité magazine.  
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne.  
20 h, Béchère : Louis Labé.  
21 h 30, Black and blue : White spirituals.  
22 h 30, Nuits magiques : mandants et mandantes.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique du matin.  
7 h 10, Concert : Prokofiev.  
8 h 45, Le journal de musique.  
9 h 12, Magazine.  
9 h 2, La matinée des musiciens : l'atelier de musique.  
12 h, Actualité lyrique.  
12 h 35, Jazz s'il vous plaît.  
13 h, Arts de recherche : Petrus.  
13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Berg, Brahms, Debussy.  
14 h, Équivalences : Bach.  
14 h 30, D'une oreille l'autre : œuvres de R. Schumann, Beethoven, Glazounov, Debussy.  
17 h 5, Répertoire contemporains : A. Eschard.  
18 h, L'opéra.  
19 h 5, Studio-Concert : œuvres de Brahms, Tchaïkovski, Grieg, par l'ensemble vocal et instrumental de la Chapelle royale, dir. P. Herreweghe.  
20 h, Jazz.  
20 h 20, Concert (amis de Stuttgart) : Symphonie n° 3 de Schubert, Rapsodie sur un thème de Paganini pour piano et orchestre, de Rachmaninov, Symphonie pour piano et orchestre, de N. Mendelssohn, G. Oshen, pianos.  
22 h 15, Fréquence de nuit : décodeur TSF : à 23 h 30, La radio en pièces détachées.

## TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 23 DÉCEMBRE  
M. Pascal Perrineau, professeur de philosophie à l'université de Grenoble, participe à l'émission « Philosophie » sur R.M.C., à 8 h 15, sur le bilan politique de l'année 1983.

## OFFRES D'EMPLOI

OFFRE	DATE	LIEN
1	23	100
2	24	100
3	25	100
4	26	100
5	27	100
6	28	100
7	29	100
8	30	100
9	31	100
10	1	100
11	2	100
12	3	100
13	4	100
14	5	100
15	6	100
16	7	100
17	8	100
18	9	100
19	10	100
20	11	100
21	12	100
22	13	100
23	14	100
24	15	100
25	16	100
26	17	100
27	18	100
28	19	100
29	20	100
30	21	100
31	22	100
32	23	100
33	24	100
34	25	100
35	26	100
36	27	100
37	28	100
38	29	100
39	30	100
40	31	100
41	1	100
42	2	100
43	3	100
44	4	100
45	5	100
46	6	100
47	7	100
48	8	100
49	9	100
50	10	100
51	11	100
52	12	100
53	13	100
54	14	100
55	15	100
56	16	100
57	17	100
58	18	100
59	19	100
60	20	100
61	21	100
62	22	100
63	23	100
64	24	100
65	25	100
66	26	100
67	27	100
68	28	100
69	29	100
70	30	100
71	31	100
72	1	100
73	2	100
74	3	100
75	4	100
76	5	100
77	6	100
78	7	100
79	8	100
80	9	100
81	10	100
82	11	100
83	12	100
84	13	100
85	14	100
86	15	100
87	16	100
88	17	100
89	18	100
90	19	100
91	20	100
92	21	100
93	22	100
94	23	100
95	24	100
96	25	100
97	26	100
98	27	100
99	28	100
100	29	100

## un ingénieur

## un ingénieur d'

FORMATION 5  
7 INGENIEURS  
INFORMATIENS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
CADRE DE PERSONNEL

## emploi régi

Société d'équipements automobiles  
recherche pour principal établisse-  
ment 100 km Nord de Paris

RESPONSABLE  
service  
entretien et  
travaux neufs

PUBLICITES REUNIES 112 rue de Valenciennes  
75011 Paris 11ème

VILLE DE SAINT-PIERRE, 94000 SAINT-PIERRE  
RECRUTE PAR CONCOURS UN ANIMATEUR  
POUR SON SERVICE DES JEUNES

UN ANIMATEUR  
2<sup>e</sup> CLASSE

DIPLOME EXIGÉ :  
• Soit un diplôme en arts plastiques ou en arts  
• Soit un diplôme de professeur  
• Soit un diplôme de professeur  
• Soit une attestation de formation générale (G.F.A.)  
• Soit une attestation de formation professionnelle

Adresser votre candidature avec votre curriculum vitae  
rédigé et accompagné d'un diplôme à  
MAIRIE DE SAINT-PIERRE  
Service du Personnel, place de l'Indépendance  
94000 Saint-Pierre.  
Au plus tard le 7 janvier 1984.

150



Jeudi 22 décembre

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne/lot	La ligne/lot T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	51,71
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	4,00	4,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de publications.

### OFFRES D'EMPLOIS

#### FLUTEC

français dans l'instrumentation et le télécontrôle de réseaux d'eau, utilisant les technologies à base de microprocesseurs, pour GENTILLY ;

#### un ingénieur systèmes

Il aura pour mission de prendre en charge une famille de produits et participera au développement d'un système de télécontrôle (logiciel). Il devra en assurer l'animation, la formation et le support technique d'une équipe de techniciens en France ou à l'étranger sont à prévoir.

#### un ingénieur d'études

Il aura pour mission de prendre en charge les études d'une gamme de produits à base de microprocesseurs et à la conception/télésurveillance. Il s'intégrera à une équipe placée sous l'autorité du responsable du service d'études.

Des ingénieurs diplômés d'une grande école (ESE, ENSEEITH, ENSCM ou équivalent), une première expérience de 2 à 3 ans en microélectronique et/ou téléphonie. Compte tenu de la croissance de la société, des candidats susceptibles d'évolution vers des plus larges responsabilités.

CV, photo, prétentions à SIBOURD-BAUDRY, FLUTEC, 11 rue de la République 92420 Gentilly.

#### INFORMATIQUE 5 recrute pour banlieue sud 7 INGENIEURS-INFORMATIENS

commun, équivalence ou équivalent, débutants acceptés.

INP 5 - 23, rue de la République 75008 Paris sous référence MAN 180

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ CADRE DE PERSONNEL QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Formation soignée : supérieure. Collaborateur direct du chef de personnel ; Sans aucun des relations humaines et des relations commerciales ; Homme de terrain ; Poste évolutif ; Lieu de travail : ÉTOILE.

Adresser C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

#### RECHERCHONS INGENIEUR OU TECHNICIEN AGRICOLE

Responsable de projet de développement rural intégré au Pérou (phase finale). Coordinateur et animateur d'une équipe de techniciens péruviens sur zone marginale. Expérience du contexte rural de l'Amérique latine indispensable. Langue espagnole exigée. Disponibilité nécessaire pour trois ans. Salaire mensuel approximatif de 7.000 FF, selon expérience.

Envoyer Curriculum Vitae à CIDOA, 8, villa de Paris-Montsouris, 75018 PARIS.

#### ANIMATEUR COORDINATEUR

Pour le secteur culturel et important comité d'entreprise, sera appelé à assurer l'animation, la coordination et l'encadrement d'une équipe de techniciens. Une formation en gestion est indispensable. Une expérience de responsable de secteur culturel D.E.P.A. ou équivalent, 3 à 5 ans, est exigée. Rémunération annuelle 67.000 F (11 mois 88 + avantages).

Envoyer C.V. avec photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

### OFFRES D'EMPLOIS

#### GROUPE BBC

Créé en 1973 le GROUPE BBC SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET DE FORMATION EN ORGANISATION, GESTION DU PERSONNEL, RECRUTEMENT, s'agrandit et vous invite de vous joindre à partir du 19 décembre 1983 : 1, place de Valois 75001 Paris téléphone : 296 55 00 (lignes groupées)

#### ORGANISME PROFESSIONNEL INTERNATIONAL

#### CHARGÉ DE MISSION INFORMATIQUE

Etude, conseil, formation. Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

#### BOULE MONTAIGNE des Sports

Professeur d'EPS ou spécialiste GYM, le mercredi de 15 h 30 à 18 h 30 (samedi, le jeudi de 16 h 30 à 18 h 30). Contacter M. Gilbert HOANG 837-07-84 (interne) matin.

#### ANIMATEUR COORDINATEUR

Pour le secteur culturel et important comité d'entreprise, sera appelé à assurer l'animation, la coordination et l'encadrement d'une équipe de techniciens. Une formation en gestion est indispensable. Une expérience de responsable de secteur culturel D.E.P.A. ou équivalent, 3 à 5 ans, est exigée. Rémunération annuelle 67.000 F (11 mois 88 + avantages).

Envoyer C.V. avec photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Envoyer C.V. et photo sous n° 7.274 Le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

### L'immobilier

#### appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt NEUF IMMEUBLE TRÈS GRAND LUXE RESTE 9 APPARTEMENTS de 3 à 4 et 5 PCE et un DUPLEX TERRASSE Immeuble de prestige

JARDIN PLANTES 1 et 2 RUE DE LA VILLE 1<sup>er</sup> arrdt 11<sup>e</sup> arrdt 12<sup>e</sup> arrdt 13<sup>e</sup> arrdt 14<sup>e</sup> arrdt 15<sup>e</sup> arrdt 16<sup>e</sup> arrdt 17<sup>e</sup> arrdt 18<sup>e</sup> arrdt 19<sup>e</sup> arrdt 20<sup>e</sup> arrdt

APARTTEMENT TÊMOIN 11<sup>e</sup> arrdt 12<sup>e</sup> arrdt 13<sup>e</sup> arrdt 14<sup>e</sup> arrdt 15<sup>e</sup> arrdt 16<sup>e</sup> arrdt 17<sup>e</sup> arrdt 18<sup>e</sup> arrdt 19<sup>e</sup> arrdt 20<sup>e</sup> arrdt

ST-AMBRIOISE, très beau 3/4 p. 85 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> arrdt, imm. rénovée, 250.000 F, 547-57-07.

NATION grand 2 pièces, immeuble rénové, plan sup. 350.000 F LERMS 355-58-88.

COURS DE VINCENNES beau 3 pièces, immeuble pierre 250.000 F, 548-98-80.

14<sup>e</sup> arrdt ALMA, bel imm. anc. 3 p. 250.000 F, 548-98-80.

15<sup>e</sup> arrdt CECILI CONSTRUCT 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE QU'ÉTENDANT STUDIO, 2, 3 PCE

Studio ..... 432.500 F 2 p. à part. de ..... 875.500 F 3 p. à part. de ..... 895.500 F L'AVANTAGE NOVEMBRE 83 Bureau de vente ouvert du mardi au vendredi de 14 h à 18 heures - Samedi de 11 h à 16 h. T. : 343-11-04 ou 343-11-05.

CAMARONNE, imm. rénovée, 2 étages, 110 m<sup>2</sup>, 100.000 F, 547-22-85.

16<sup>e</sup> arrdt M EXELMANS Dans un imm. grand, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrdt, 3 p. 73 m<sup>2</sup>, 750.000 F, 548-98-80.

17<sup>e</sup> arrdt 4 PIÈCES, 85 m<sup>2</sup> M EXELMANS Dans un imm. grand, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrdt, 3 p. 73 m<sup>2</sup>, 750.000 F, 548-98-80.

18<sup>e</sup> arrdt SQUARE CARPEAUX Dans un imm. grand, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrdt, 3 p. 73 m<sup>2</sup>, 750.000 F, 548-98-80.

53, RUE DU SIMPLON 2<sup>e</sup> P. PARK. Studio à part. de ..... 319.100 F 2 p. à part. de ..... 458.300 F 3 p. à part. de ..... 582.000 F Renseignements : 575-62-78.

JARDIN SACRÉ-COEUR imm. 1950, 60 p. 2 p. 50 m<sup>2</sup>, 100.000 F, 548-98-80.

IMMO MARCADET, 253-01-82.

PROPRIÉTAIRES VOUS DESIREZ VENDRE un logement avec ou sans ch. à un sociétaire IMMO MARCADET 11, rue Marcadet, 75018 Paris. Estimation gratuite, publication à nos frais, sous pli fermé. Téléphone : 252-01-82.

70-11-1111 VESINET dans immeuble 11<sup>e</sup> arrdt 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrdt, 3 p. 73 m<sup>2</sup>, 750.000 F, 548-98-80.

Particulier vend 11<sup>e</sup> arrdt APPARTEMENT TYPE-2 double et double étage 2-3 pièces, 72 m<sup>2</sup>, 100.000 F, 548-98-80.

92 Hauts-de-Seine appartement 2 pièces, 45 m<sup>2</sup>, 100.000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.

100-000 F, 548-98-80.







# Affaire d'Elf Aquitaine

La situation était calme ce jeudi 22 décembre au matin à l'usine Talbot de Poissy, où les salariés présents étaient très peu nombreux. Le 21 décembre, la Fédération C.G.T. de la métallurgie a estimé, dans un communiqué, que « la situation créée par Peugeot S.A. interpellée le gouvernement », celui-ci devant « assurer pour empêcher l'arbitraire de la direction et permettre dans un cadre défini » (par l'accord gouvernement-P.S.A.) « de prendre en compte les aspirations des travailleurs placés devant l'insécurité de la direction Talbot-Poissy pour l'application de l'accord qu'elle a conclu avec le gouvernement. L'émotion et les craintes manifestées par les travailleurs sont légitimes, et la C.G.T. les partage ».

## de la Cour des comptes

L'ancien président : Une carte de la Cour des comptes

La réorganisation du travail à Poissy

Actuellement, compte non tenu des licenciements qui vont intervenir, les établissements de Poissy emploient 13 000 agents de fabrication sur un ensemble de 16 000 salariés. Ces ouvriers étaient jusqu'à présent répartis en deux équipes de travail, ayant chacune le même effectif (6 500 personnes). La première équipe travaillait de 7 heures à 15 h 30 et l'équipe du soir de 15 h 30 à 23 h 50. Avec le départ de 1 905 licenciés et de 1 235 travailleurs mis en préretraite F.N.E., l'effectif de l'usine sera réduit à moins de 13 000 personnes et à environ 10 000 salariés pour le personnel de fabrication. Afin d'éviter une diminution de moitié de la vitesse de roulement sur certaines chaînes importantes de fabrication, la première équipe comptera désormais

Les syndicats médicaux et la visite à domicile. L'Union syndicale de la médecine, qui réunit plusieurs petits syndicats de médecins, notamment généralistes, appelle les médecins à ne pas suivre les mots d'ordre de dépassements de tarifs, lancés par les plus importantes organisations syndicales de médecins pour la visite à domicile (le Monde du 14 décembre). Elle estime que ces mots d'ordre représentent « une véritable rupture » de la convention avec la Sécurité sociale, et que l'augmentation à part du tarif de la visite risque d'entraîner sérieusement une dévalorisation des autres actes médicaux.

Une affaire politique

## LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE

**Les immigrés licenciés de Talbot seront « aidés, s'ils en expriment le souhait à retourner dans leur pays »**

déclare M. Ralite

La situation était calme ce jeudi 22 décembre au matin à l'usine Talbot de Poissy, où les salariés présents étaient très peu nombreux. Le 21 décembre, la Fédération C.G.T. de la métallurgie a estimé, dans un communiqué, que « la situation créée par Peugeot S.A. interpellée le gouvernement », celui-ci devant « assurer pour empêcher l'arbitraire de la direction et permettre dans un cadre défini » (par l'accord gouvernement-P.S.A.) « de prendre en compte les aspirations des travailleurs placés devant l'insécurité de la direction Talbot-Poissy pour l'application de l'accord qu'elle a conclu avec le gouvernement. L'émotion et les craintes manifestées par les travailleurs sont légitimes, et la C.G.T. les partage ».

A l'Assemblée nationale, M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, a indiqué que les immigrés licenciés de Talbot seront « aidés, s'ils en expriment le souhait, à retourner dans leur pays ». Répondant à une question de Mme Frachon (P.S. Yvelines), M. Ralite a souligné que l'accord P.S.A.-gouvernement « doit faire l'objet de négociations avec les syndicats au

### La réorganisation du travail à Poissy

La « réorganisation du travail » annoncée le 20 décembre au comité d'établissement de Talbot et résultant de la diminution des effectifs, entrera en vigueur à partir du 3 janvier prochain, précise la direction.

Actuellement, compte non tenu des licenciements qui vont intervenir, les établissements de Poissy emploient 13 000 agents de fabrication sur un ensemble de 16 000 salariés. Ces ouvriers étaient jusqu'à présent répartis en deux équipes de travail, ayant chacune le même effectif (6 500 personnes). La première équipe travaillait de 7 heures à 15 h 30 et l'équipe du soir de 15 h 30 à 23 h 50. Avec le départ de 1 905 licenciés et de 1 235 travailleurs mis en préretraite F.N.E., l'effectif de l'usine sera réduit à moins de 13 000 personnes et à environ 10 000 salariés pour le personnel de fabrication. Afin d'éviter une diminution de moitié de la vitesse de roulement sur certaines chaînes importantes de fabrication, la première équipe comptera désormais

8 000 salariés, tandis que la seconde n'en comptera plus que 2 000, ces derniers travaillant sur des systèmes de chaînes plus lentes. Les deux équipes alterneront tous les quinze jours.

En outre, les plages horaires du personnel travaillant en équipe seront avancées d'une heure à partir du 6 février. Les équipes travailleront donc de 6 heures à 14 h 30 et de 14 h 30 à 22 h 30, afin, selon la direction, d'éviter des temps morts pour les agents de maîtrise entre 15 h 30 et 17 heures. Les transports en commun seront réorganisés en conséquence, notamment pour les trains spéciaux au départ de la gare Saint-Lazare.

Les syndicats médicaux et la visite à domicile. L'Union syndicale de la médecine, qui réunit plusieurs petits syndicats de médecins, notamment généralistes, appelle les médecins à ne pas suivre les mots d'ordre de dépassements de tarifs, lancés par les plus importantes organisations syndicales de médecins pour la visite à domicile (le Monde du 14 décembre). Elle estime que ces mots d'ordre représentent « une véritable rupture » de la convention avec la Sécurité sociale, et que l'augmentation à part du tarif de la visite risque d'entraîner sérieusement une dévalorisation des autres actes médicaux.

Une affaire politique

## LE PLAN DE LICENCIEMENTS DE MASSEY-FERGUSON

### Les pouvoirs publics acceptent de réunir une « mini-table ronde »

De notre correspondant

Lille. — Une délégation de représentants syndicaux de l'usine Massey-Ferguson de Marquette-Lille, accompagnée d'élus régionaux, a été reçue mercredi 21 décembre à Matignon. Au cours de cet entretien, les pouvoirs publics ont accepté de réunir sous leur égide une « mini-table ronde » réunissant au niveau régional la direction, les salariés et l'administration.

A Lille même, un nouveau « plan social » de licenciements a été proposé par la direction de Massey-Ferguson, le précédent ayant été rejeté par la direction du travail.

Massey-Ferguson avait demandé en juin 595 licenciements dans son établissement de Marquette, où travaillaient actuellement 2 035 salariés. Dès ce moment avait démarré une épreuve de force, qui se poursuit toujours, entre direction et syndicats et dans laquelle les pouvoirs publics avaient jusqu'à présent refusé de s'engager de façon claire, tout au moins publiquement.

Depuis plusieurs mois, les responsables syndicaux de la C.G.T. et C.F.D.T., cherchant à se faire entendre des pouvoirs publics, ont pu négocier les licenciements ou un éventuel plan d'accompagnement social, mais pour discuter du volet économique d'un plan de restructuration arrêté sans eux et dont ils ont le sentiment de faire les frais. Un responsable C.F.D.T. de l'entreprise souligne, non sans amertume, qu'il n'a pas attendu M. Maires pour dénoncer la politique du secret pratiquée par le gouvernement en matière de choix industriels.

On assiste en fait, depuis des années, à une récession de l'industrie du machinisme agricole dans le Nord, où sont implantés deux géants internationaux : International Harvester à Croix (800 salariés aujourd'hui, près du double voici dix ans) et Massey-Ferguson à Beuvry, où l'on compte 3 500 personnes au tout début des années 60.

### Siderurgie

**SACILOR PRÉVOIT PLUS DE 2 000 SUPPRESSIONS SUPPLÉMENTAIRES D'EMPLOIS EN LORRAINE**

M. Claude Dollé, P.-D.G. du groupe sidérurgique Sacilor, a annoncé, le 20 décembre, qu'il envisage entre 2 100 et 2 600 suppressions supplémentaires d'emplois dans sa division des produits longs (fils, rails, poutrelles...).

Elles s'ajouteraient aux 1 373 départs déjà annoncés dans le cadre du plan acier 1982 aujourd'hui révisé (le Monde du 22 décembre). Au total cette division ne compterait plus que 7 000 salariés début 1987, chiffre pourtant encore « trop élevé » qui devrait être réduit à 6 500 ou 6 000, a estimé M. Dollé.

En 1983, la seule société mère devrait perdre 1,4 milliard de francs, soit trois fois plus qu'en 1982 (465 millions de francs).

Les quelque 4 000 suppressions d'emplois déjà annoncées (2 100 chez Croisot-Loire et 2 000 dans les filiales) deviendront effectives entre la fin de 1983 et le début de 1984.

JEAN-RENÉ LORE.

## LES PRÉVISIONS DE L'O.C.D.E.

- Confirmation de la reprise dans les pays industrialisés
- Aggravation du chômage en Europe

La reprise tant attendue et vainement annoncée pour 1982 est finalement apparue en 1983 aux États-Unis. Elle existe désormais dans la plupart des pays industrialisés, indiquent l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), qui vient d'établir ses perspectives économiques pour les prochains dix-huit mois (année 1984 et premier semestre 1985). Bien engagée outre-Atlantique et au Japon, cette reprise risque d'être plus limitée, voire plus fragile, en Europe.

L'évolution est liée à des comportements difficiles à prévoir. Ainsi, la baisse des taux d'épargne des ménages a été un important facteur de stimulation en 1983. Si ces taux devaient continuer à baisser d'un demi-point de plus, le P.N.B. (produit national brut) réel des pays de l'O.C.D.E. s'en trouverait accru de 1 % en 1984. Il en va de même de l'investissement des entreprises, qui peut lui aussi faire varier d'un point la croissance du P.N.B.

Le taux de chômage de la zone de l'O.C.D.E. devrait se stabiliser aux alentours de 9 % jusqu'au milieu de 1985. En recul aux États-Unis, il pourrait cependant augmenter en Europe, passant de 10 % de la population active au début de 1983 à 12 % à la fin du premier semestre 1985.

● Aux États-Unis, où la reprise a été la plus vive, le taux de croissance devrait se maintenir aux environs de 5 % en 1984 et de 3 % sur les six prochains mois de 1985, après avoir été de 2,7 % au deuxième trimestre et de 7,6 % au troisième trimestre 1983. « Pour une économie qui sort de la récession la plus forte qu'elle ait connue depuis la guerre, les perspectives d'évolution pendant la deuxième année de la reprise semblent modestes », notent les experts de l'Organisation. Ceux-ci prévoient que le déficit des paiements courants pourrait passer de 35 milliards de dollars en 1983 à 85 milliards en 1984, tandis que le déficit budgétaire s'établirait à 190 milliards de dollars en 1984 (soit 6 % du P.N.B.) contre 180 milliards en 1983.

● Au Japon, la forte poussée des exportations devrait continuer à tirer la croissance au même temps

que se redresserait la progression de la demande intérieure, grâce aux mesures de relance annoncées en octobre. Le P.N.B. réel augmenterait de 4 % en 1984 (après 3 % en 1983) et de 3 % en rythme annuel au premier semestre 1985. L'inflation et le chômage devraient demeurer à leur faible niveau de 1983.

● En Allemagne fédérale, la reprise envisagée pour les dix-huit mois à venir resterait relativement modeste (2 % en 1984, 2,2 % au premier semestre 1985). Elle serait donc insuffisante pour enrayer la montée du chômage. L'activité économique dépendra de l'accélération des exportations, appelées à compenser la faiblesse de la demande intérieure. Comme en 1983, celle-ci dépendra de la baisse des taux d'épargne des ménages, qui pourrait s'établir à un taux inférieur à celui de 1970.

● En France, l'O.C.D.E. indique que « le processus de réajustement amorcé au second semestre 1983 devrait se poursuivre en 1984, compte tenu du caractère restrictif de la politique économique ». La demande intérieure devrait diminuer, mais le décalage entre le cycle conjoncturel de la France et celui de ses principaux partenaires devrait permettre de dégager un léger excédent de la balance des paiements courants. Pour ce qui est de l'inflation, les experts de l'O.C.D.E. estiment que la hausse des prix à la consommation pourrait être ramenée à 7,2 % en 1984 en moyenne annuelle (après 9,2 % en 1983) et à 6 % en rythme annuel au cours du premier semestre 1985. Comme l'on prévoit que la croissance du P.I.B., nulle en 1984, ne se redressera pas avant le premier semestre 1985, où le taux de croissance pourrait atteindre 1,5 %, on devrait assister à une forte progression du taux de chômage, qui passerait de 8,2 % au premier semestre 1983 à 10 % au premier semestre 1985.

● En Grande-Bretagne, la croissance devrait se poursuivre au rythme de 2 % pendant les prochains dix-huit mois, tandis que l'inflation reviendrait dans le même temps de 6 % à 5 %. L'emploi pourrait connaître une amélioration dès le milieu de 1984.

● Au Japon, la forte poussée des exportations devrait continuer à tirer la croissance au même temps

que se redresserait la progression de la demande intérieure, grâce aux mesures de relance annoncées en octobre. Le P.N.B. réel augmenterait de 4 % en 1984 (après 3 % en 1983) et de 3 % en rythme annuel au premier semestre 1985. L'inflation et le chômage devraient demeurer à leur faible niveau de 1983.

● En Allemagne fédérale, la reprise envisagée pour les dix-huit mois à venir resterait relativement modeste (2 % en 1984, 2,2 % au premier semestre 1985). Elle serait donc insuffisante pour enrayer la montée du chômage. L'activité économique dépendra de l'accélération des exportations, appelées à compenser la faiblesse de la demande intérieure. Comme en 1983, celle-ci dépendra de la baisse des taux d'épargne des ménages, qui pourrait s'établir à un taux inférieur à celui de 1970.

● En France, l'O.C.D.E. indique que « le processus de réajustement amorcé au second semestre 1983 devrait se poursuivre en 1984, compte tenu du caractère restrictif de la politique économique ». La demande intérieure devrait diminuer, mais le décalage entre le cycle conjoncturel de la France et celui de ses principaux partenaires devrait permettre de dégager un léger excédent de la balance des paiements courants. Pour ce qui est de l'inflation, les experts de l'O.C.D.E. estiment que la hausse des prix à la consommation pourrait être ramenée à 7,2 % en 1984 en moyenne annuelle (après 9,2 % en 1983) et à 6 % en rythme annuel au cours du premier semestre 1985. Comme l'on prévoit que la croissance du P.I.B., nulle en 1984, ne se redressera pas avant le premier semestre 1985, où le taux de croissance pourrait atteindre 1,5 %, on devrait assister à une forte progression du taux de chômage, qui passerait de 8,2 % au premier semestre 1983 à 10 % au premier semestre 1985.

● En Grande-Bretagne, la croissance devrait se poursuivre au rythme de 2 % pendant les prochains dix-huit mois, tandis que l'inflation reviendrait dans le même temps de 6 % à 5 %. L'emploi pourrait connaître une amélioration dès le milieu de 1984.

● Au Japon, la forte poussée des exportations devrait continuer à tirer la croissance au même temps

que se redresserait la progression de la demande intérieure, grâce aux mesures de relance annoncées en octobre. Le P.N.B. réel augmenterait de 4 % en 1984 (après 3 % en 1983) et de 3 % en rythme annuel au premier semestre 1985. L'inflation et le chômage devraient demeurer à leur faible niveau de 1983.

● En Allemagne fédérale, la reprise envisagée pour les dix-huit mois à venir resterait relativement modeste (2 % en 1984, 2,2 % au premier semestre 1985). Elle serait donc insuffisante pour enrayer la montée du chômage. L'activité économique dépendra de l'accélération des exportations, appelées à compenser la faiblesse de la demande intérieure. Comme en 1983, celle-ci dépendra de la baisse des taux d'épargne des ménages, qui pourrait s'établir à un taux inférieur à celui de 1970.

● En France, l'O.C.D.E. indique que « le processus de réajustement amorcé au second semestre 1983 devrait se poursuivre en 1984, compte tenu du caractère restrictif de la politique économique ». La demande intérieure devrait diminuer, mais le décalage entre le cycle conjoncturel de la France et celui de ses principaux partenaires devrait permettre de dégager un léger excédent de la balance des paiements courants. Pour ce qui est de l'inflation, les experts de l'O.C.D.E. estiment que la hausse des prix à la consommation pourrait être ramenée à 7,2 % en 1984 en moyenne annuelle (après 9,2 % en 1983) et à 6 % en rythme annuel au cours du premier semestre 1985. Comme l'on prévoit que la croissance du P.I.B., nulle en 1984, ne se redressera pas avant le premier semestre 1985, où le taux de croissance pourrait atteindre 1,5 %, on devrait assister à une forte progression du taux de chômage, qui passerait de 8,2 % au premier semestre 1983 à 10 % au premier semestre 1985.

● En Grande-Bretagne, la croissance devrait se poursuivre au rythme de 2 % pendant les prochains dix-huit mois, tandis que l'inflation reviendrait dans le même temps de 6 % à 5 %. L'emploi pourrait connaître une amélioration dès le milieu de 1984.

● Au Japon, la forte poussée des exportations devrait continuer à tirer la croissance au même temps

que se redresserait la progression de la demande intérieure, grâce aux mesures de relance annoncées en octobre. Le P.N.B. réel augmenterait de 4 % en 1984 (après 3 % en 1983) et de 3 % en rythme annuel au premier semestre 1985. L'inflation et le chômage devraient demeurer à leur faible niveau de 1983.

● En Allemagne fédérale, la reprise envisagée pour les dix-huit mois à venir resterait relativement modeste (2 % en 1984, 2,2 % au premier semestre 1985). Elle serait donc insuffisante pour enrayer la montée du chômage. L'activité économique dépendra de l'accélération des exportations, appelées à compenser la faiblesse de la demande intérieure. Comme en 1983, celle-ci dépendra de la baisse des taux d'épargne des ménages, qui pourrait s'établir à un taux inférieur à celui de 1970.

● En France, l'O.C.D.E. indique que « le processus de réajustement amorcé au second semestre 1983 devrait se poursuivre en 1984, compte tenu du caractère restrictif de la politique économique ». La demande intérieure devrait diminuer, mais le décalage entre le cycle conjoncturel de la France et celui de ses principaux partenaires devrait permettre de dégager un léger excédent de la balance des paiements courants. Pour ce qui est de l'inflation, les experts de l'O.C.D.E. estiment que la hausse des prix à la consommation pourrait être ramenée à 7,2 % en 1984 en moyenne annuelle (après 9,2 % en 1983) et à 6 % en rythme annuel au cours du premier semestre 1985. Comme l'on prévoit que la croissance du P.I.B., nulle en 1984, ne se redressera pas avant le premier semestre 1985, où le taux de croissance pourrait atteindre 1,5 %, on devrait assister à une forte progression du taux de chômage, qui passerait de 8,2 % au premier semestre 1983 à 10 % au premier semestre 1985.

● En Grande-Bretagne, la croissance devrait se poursuivre au rythme de 2 % pendant les prochains dix-huit mois, tandis que l'inflation reviendrait dans le même temps de 6 % à 5 %. L'emploi pourrait connaître une amélioration dès le milieu de 1984.

● Au Japon, la forte poussée des exportations devrait continuer à tirer la croissance au même temps

que se redresserait la progression de la demande intérieure, grâce aux mesures de relance annoncées en octobre. Le P.N.B. réel augmenterait de 4 % en 1984 (après 3 % en 1983) et de 3 % en rythme annuel au premier semestre 1985. L'inflation et le chômage devraient demeurer à leur faible niveau de 1983.

● En Allemagne fédérale, la reprise envisagée pour les dix-huit mois à venir resterait relativement modeste (2 % en 1984, 2,2 % au premier semestre 1985). Elle serait donc insuffisante pour enrayer la montée du chômage. L'activité économique dépendra de l'accélération des exportations, appelées à compenser la faiblesse de la demande intérieure. Comme en 1983, celle-ci dépendra de la baisse des taux d'épargne des ménages, qui pourrait s'établir à un taux inférieur à celui de 1970.

● En France, l'O.C.D.E. indique que « le processus de réajustement amorcé au second semestre 1983 devrait se poursuivre en 1984, compte tenu du caractère restrictif de la politique économique ». La demande intérieure devrait diminuer, mais le décalage entre le cycle conjoncturel de la France et celui de ses principaux partenaires devrait permettre de dégager un léger excédent de la balance des paiements courants. Pour ce qui est de l'inflation, les experts de l'O.C.D.E. estiment que la hausse des prix à la consommation pourrait être ramenée à 7,2 % en 1984 en moyenne annuelle (après 9,2 % en 1983) et à 6 % en rythme annuel au cours du premier semestre 1985. Comme l'on prévoit que la croissance du P.I.B., nulle en 1984, ne se redressera pas avant le premier semestre 1985, où le taux de croissance pourrait atteindre 1,5 %, on devrait assister à une forte progression du taux de chômage, qui passerait de 8,2 % au premier semestre 1983 à 10 % au premier semestre 1985.

● En Grande-Bretagne, la croissance devrait se poursuivre au rythme de 2 % pendant les prochains dix-huit mois, tandis que l'inflation reviendrait dans le même temps de 6 % à 5 %. L'emploi pourrait connaître une amélioration dès le milieu de 1984.

● Au Japon, la forte poussée des exportations devrait continuer à tirer la croissance au même temps

que se redresserait la progression de la demande intérieure, grâce aux mesures de relance annoncées en octobre. Le P.N.B. réel augmenterait de 4 % en 1984 (après 3 % en 1983) et de 3 % en rythme annuel au premier semestre 1985. L'inflation et le chômage devraient demeurer à leur faible niveau de 1983.



## A. Le

**Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.**

**J.M. QUATREPOINT.**

# Soginno



**Income**



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

1. L'EUROPE EN QUESTION : « Ne désignons pas l'Europe », par Alfred Grosser : « Débattre la coopération européenne », par Léo Tindemans ; « L'Allemagne en quête d'identité », par André Fontaine ; L'U : Europe 1995, par le groupe de recherche FAST.

### ÉTRANGER

3. Le sort des Palestiniens et la guerre du Liban.
4. ASE : CHINE : coup de frein à la campagne contre la « pollution spirituelle ».
5. EUROPE : SUÈDE : le Parlement a approuvé la création de « fonds salariaux » destinés à limiter la concentration du pouvoir économique.
5. AMÉRIQUES : ARGENTINE : des commissions spéciales vont enquêter sur des enlèvements et des assassinats politiques.

### POLITIQUE

6. La préparation des élections européennes : le P.S. reporte sa convention nationale.
7. La communication officielle du conseil des ministres.

### SOCIÉTÉ

8. Les propositions de M. Severy sur l'enseignement privé.
9. DÉFENSE.
9. SPORTS.

### LE MONDE DES LIVRES

11. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DEUPECH : Pour l'écrit, avant quatre vifs devant soi.
- CONTES ET FÊTES : André Pieyre de Mandiargues, le maître de l'étrange.
- BILLET : une valeur en hausse : l'imaginaire.
12. LA VIE LITTÉRAIRE.
13. REDÉCOUVRIR : le premier « Goncourt ».
14. ARTS ET FORMES : Jurgis Balustras, historien du bizarrisme.
15. PORTRAIT : l'humour glacé de Jean Fortin.

### CULTURE

16. EXPOSITIONS : James Turrell à l'ARC.
- DANSE : Rudolf Noureev dans Don Quichotte.
18. COMMUNICATION : innovations sur Antenne 2.

### ÉCONOMIE

20. L'affaire Elf-Algérienne.
21. Les Suppléments d'emplois dans l'industrie.

**RADIO-TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS « SERVICES » (10) :**  
Noël : les services ouverts ou fermés ; « Journal officiel » ; Loterie nationale ; Loto ; Arlequin ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (19) ; Carnet (9) ; Programmes des spectacles (17) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde » daté 22 décembre 1983 a été tiré à 470 443 exemplaires

East  
東  
Meets  
逢  
West  
西

Les plus beaux cashmeres sont chinois  
**La Compagnie des Laines et Cotons**  
présente  
Pull-overs 100% pur cashmere double fil « col en V » et « ras de cou » de toutes les couleurs  
**650 F**  
En exclusivité chez  
**BENDELL**  
48, rue François-1<sup>er</sup>  
75008 PARIS

A B C D E F G

## LA CRISE DE LA MACHINERIE AGRICOLE

### International Harvester veut créer une société commune avec Renault et annonce un accord avec l'allemand Z.P.

Pour sortir d'une crise qui dure depuis 1979, les « grands » du machinisme agricole sont contraints de réduire leurs capacités de production, ou de les utiliser au mieux, en jouant la dimension européenne. Cela passe par l'allongement des séries et comme dans l'industrie automobile, par l'échange de composants. Le canadien Massey-Ferguson a donné l'exemple avec le rachat par sa filiale anglaise Perkins de la division Diesel de Rolls-Royce (*le Monde* du 22 décembre). L'américain International Harvester fait de même avec la création probable de deux sociétés communes avec l'un des principaux constructeurs d'engins agricoles et de transmissions, la société allemande Zahradfabrik Pausan (Z.P.).

Mais faire jouer les solidarités industrielles présente des difficultés. Une restructuration trop brutale peut avoir des conséquences négatives sur l'emploi, n'est pas toujours une solution idéale pour les réseaux commerciaux et se heurte à la résistance naturelle du « nationalisme d'entreprise ».

Ce sont ces difficultés qui n'ont pas permis à I.H. France et à Massey-Ferguson France d'aller au bout de leur lettre d'intention de janvier 1983. Ces mêmes difficultés que les directions d'I.H. Europe et Renault tentent de les apaiser pour arriver, fin janvier, à un accord qui pourrait déboucher sur la création d'une entreprise commune, paritaire.

I.H. vient donc de signer avec Zahradfabrik Pausan, elle-même filiale à 100 % de Zahradfabrik Friedrichshafen (8,9 milliards de francs de chiffre d'affaires, 22 000 salariés, les deux tiers de l'activité réalisée dans les transmissions pour voitures et camions, 15 % dans le matériel agricole), une lettre d'intention visant à créer deux sociétés : l'une en France et l'autre en Angleterre, pour la fabrication et le montage de transmissions pour tracteurs agricoles. Z.P., qui détendrait dans les deux cas 51 % du capital, apporterait son savoir-faire et de nouveaux concepts de transmissions. I.H. Grande-Bretagne apporterait son installation de Doncaster, I.H. France, en partie, celle de Saint-Dizier ; les nouveaux produits pourraient être fournis à d'autres fabricants de matériel. L'accord ne sera définitif qu'à la fin du second semestre, après l'achèvement des opérations de refinancement des filiales françaises et britanniques du groupe américain.

Le prêt-relais obtenu par I.H. France (le *Monde* du 16 décembre) participe de ces opérations : il s'agit pour I.H. de passer le cap du début 1984, en attendant un accord avec Renault et « en maintenant l'emploi aussi loin que possible », selon l'expression de M. André Ferry, P.-D.G. d'I.H. France depuis le 14 novembre. Avec la Régie, la direction européenne d'I.H. souhaite aboutir à la création d'une société commune, ayant pour objet d'assurer l'avenir des deux entreprises. Les deux gammes de produits pourraient être maintenues à moyen terme, puis évoluer en fonction des marchés. Cet accord pourrait donner à Renault la dimension internationale qu'il n'a pas dans le machinisme agricole et à I.H. une capacité d'investissement qu'il n'a plus seul.

C'est que chez I.H. France on cultive l'optimisme. La société mère

se redresse avec des pertes de 480 millions de dollars en 1983 contre 1 700 millions en 1982, et un objectif d'équilibre pour 1984, le plan de consolidation des dettes étant accepté. Les difficultés financières interviennent de surcroît de nouveaux modèles, alors qu'I.H. avait aussi un problème de vieillissement des produits. En France même, selon M. Ferry, la incision n'est pas de l'usine d'Angers ; celle de Saint-Dizier l'est par l'accord avec Z.P. Reste un point noir à l'usine de Croux dans le Nord, dont l'avenir est lié à la santé de la société en général. Aussi, la conclusion de l'accord avec Renault, qu'International Harvester souhaite rapide, « car l'incertitude bloque tous les engagements sur le futur », sera-t-elle déterminante.

JACQUES GRALL.

## APRÈS LA CONDAMNATION DE LA COMMISSION DE BRUXELLES

### Le gouvernement français propose de réduire ses aides à l'industrie textile

De notre correspondant

Bruxelles. — Le gouvernement français vient de transmettre à la Commission européenne les modifications qu'il compte apporter au plan d'aide mis en place en 1982 au profit du secteur des textiles et de l'habillement. Après la condamnation, en septembre dernier (*le Monde* du 7 octobre et du 17 novembre), des mesures françaises par la Cour européenne de justice, le ministère de l'Industrie et de la Recherche avait suspendu l'allègement d'une partie des charges sociales supportées par les entreprises. Depuis, les discussions se sont engagées entre Paris et Bruxelles pour tenter d'élaborer un mécanisme qui soit compatible avec les règles de concurrence du Marché commun.

Le rapport de Paris indique qu'à l'avenir le soutien de l'Etat contribuera à la modernisation des entreprises et ne sera consenti qu'aux firmes viables à terme. Contrairement au programme initial, qui fixait pour objectif premier la créa-

## DOLLAR SOUTENU : 8,4850 F

Sur des marchés des changes, tels celui de l'approche de la fin de l'année, le cours du dollar est resté soutenu, le 23 décembre, avec de faibles variations.

La monnaie américaine a valu 2,7675 DM contre 2,77 DM à Francfort et 8,4650 F contre 8,4725 F à Paris. Le franc suisse a été soutenu, le 23 décembre, avec de faibles variations.

## A Paris

### UN ENFANT MORTELLEMENT BLESSÉ LORS D'UN HOLD-UP

Un enfant de cinq ans, Hicham Benhamouda, a été mortellement blessé par balle, le 20 décembre, par l'un des trois malfaiteurs qui s'enfuyaient après avoir attaqué l'épicerie de son père, M. Salim Benhamouda, avenue de la Porte-Montmartre à Paris (18<sup>e</sup>-arrondissement). Après avoir reçu les premiers soins par le SAMU, l'enfant a été conduit à l'hôpital Bretonneau pour y être opéré. Il est mort jeudi matin.

## En Pologne

## Sur le vif

### Au piquet !

Les bonnes traditions ne perdent. On ne va plus pouvoir se traiter de salaud à l'Assemblée nationale. Chaque fois qu'on lâche un gros mot, on ira au piquet. Ainsi en a-t-il été, en se référant aux articles 70 à 78 du règlement, le principal du lycée Bourbon, M. Mermaz.

Je serais curieux de savoir comment il va régler sa machine à calculer le prix de l'insulte. C'est-à-dire qu'il va coûter plus cher : « fasciste » ou « moscovite » ? A combien va monter le « voyou » ? Et que vaudra le « vieux schvab » ? Un avertissement, un mot aux parents, pardon aux électeurs, la suppression d'une partie de l'indemnité parlementaire, la suspension, ou l'expulsion de trente jours ?

Il va falloir sérieusement songer à se nettoyer la bouche avant d'entrer en séance. Et surveiller son orthographe. L'autre jour, déjà, un député qui criait : « Cauchon », a été pris d'écouter. Et de

préciser : « Pas l'animal, monsieur le président, l'évêque ! ».

Autrefois, on prenait moins de gants. Brave Mlle, la III<sup>e</sup> République faisait voter sans s'émouvoir dans l'hémicycle des qualifications, des résolutions, des motions, des « traités » ou « vendus ». La IV<sup>e</sup> n'essayait pas non plus de jouer les vertus. Elle autorisait tous les chahuts. Et toutes les obstructions. Rappelez-vous le discours magistral de Cailles, un député du P.C. Au bout de quelques heures d'exposé non-stop, il a fallu envoyer les gardes en armes à l'assaut de la tribune pour arriver à l'en arracher.

Rassurez-vous, depuis 1958, ce n'est pas la première fois qu'en fin de session on décide de faire régner un peu d'ordre derrière les pupitres, à la rentrée. Jusqu'ici ces bonnes résolutions sont toujours restées lettres mortes. Après tout une chambre, ce n'est pas un salon.

CLAUDE SARRAUTE.

## Les groupes opérationnels de l'armée ont cessé leurs activités

Les groupes opérationnels de l'armée, mis en place le 6 décembre à travers toute la Pologne, ont cessé leurs activités mardi 20 décembre, a annoncé l'agence officielle PAP. Ces groupes, dirigés par des militaires, mais comprenant aussi des civils, étaient censés « inspecter l'état de préparation à la défense (du pays) de l'administration et des entreprises », et lutter contre la délinquance, la bureaucratie et le gaspillage. Leur mise en place avait été surtout interprétée comme une mesure de dissuasion, parmi de nombreuses autres, à la veille de l'anniversaire du 16 décembre et dans la perspective de nouvelles hausses de prix.

L'agence PAP a aussi annoncé l'arrestation par la police politique de dix-huit militants de Solidarité d'une usine de Wrocław. Polar, qui poursuivait des activités syndicales « illégales ». Des listes de cotisations, des tracts et du matériel d'imprimerie auraient été découverts au domicile de l'une des personnes arrêtées.

A Varsovie, une cassette satirique, utilisant des extraits du discours prononcé le 13 décembre 1981 par le général Jaruzelski, circule depuis quelques jours ; on entend le général déclarer par exemple : « Citoyennes et citoyens, voici la vérité

sur l'état de guerre. Elle insure des flux qui se moquent des principes de la moralité et de la justice », et plus loin « le conseil militaire de salut national va ouvrir une ère nouvelle. L'industrie et l'agriculture cesseront de fonctionner avant la fin de l'année. Le parti tracera la voie qui mène à cet objectif ».

Outre ses vertus humoristiques, la cassette, préparée par des militants de Solidarité, veut ainsi démontrer que la technique permet des montages qui modifient totalement le sens des déclarations : un procédé qui a été utilisé à plusieurs reprises contre M. Walesa.

D'autre part, le message de Noël du primate Mgr Gliński, considéré comme particulièrement conciliant à l'égard des autorités, continue à susciter des remous à Varsovie. On apprend en effet que le primate avait en fait rédigé une première version de son texte, encore plus satisfaisante pour le pouvoir, puisqu'elle contenait une phrase sur les prêtres qui, « poussés par leur ferveur dans la lutte en faveur des opprimés, sont cause de frictions sociales, s'attirent la publicité mais aussi les critiques des fidèles ». Cette phrase a finalement été retirée, mais le « texte définitif », appelle toujours les prêtres à « ne pas faire de politique ».

• Le bulletin de santé de M. François Mitterrand. — L'Élysée a publié, mercredi 21 décembre, le bulletin de santé trimestriel du président de la République, signé par le docteur Claude Gubler, médecin personnel de M. Mitterrand. Ce bulletin est ainsi rédigé : « A la demande de M. François Mitterrand, président de la République, un bilan de son état de santé a été établi à la fin du cinquième semestre de son septennat. L'examen clinique général et les examens biologiques habituels sont tout à fait satisfaisants. »

• La réforme de l'enseignement supérieur devant le Conseil constitutionnel. — Quarante-deux membres de la majorité sénatoriale ont saisi le Conseil constitutionnel à propos du texte de loi sur l'enseignement supérieur. Pour les signataires de ce recours, plusieurs articles du texte méconnaissent la liberté de l'enseignement. A leurs yeux, cette liberté « suppose notamment que soit préservée l'indépendance de l'enseignement et du chercheur, que seule l'autonomie des universités peut garantir ».

## Selon des chercheurs britanniques.

### LE CHRIST AURAIT ÉTÉ CRUCIFIÉ LE 3 AVRIL 33

Deux universitaires britanniques publient dans la revue *Nature* une étude montrant qu'une éclipse de Lune a été visible à Jérusalem le 3 avril 33, l'une des dates possibles de la mort de Christ. Or, dans les Actes des apôtres, Pierre cite le prophète Joël pour dire que le Soleil se couvrira de ténèbres et la Lune en sang, avant que vienne le jour de Yahvé.

D'après les auteurs de l'étude, cette prophétie des chrétiens : « Le Soleil se couvrira de ténèbres » annoncerait les trois heures d'obscurcissement du ciel dont font état les Évangiles le jour de la crucifixion. Et la phrase sur la Lune en sang serait une métaphore classique pour parler des éclipse de Lune. Il y aurait donc eu une éclipse de Lune le même jour — mais, comme il s'agit d'un phénomène peu spectaculaire, il n'aurait pas été rapporté par les Évangiles.

Les indications des textes sacrés laissent planer le doute sur le jour de cette mort. Si l'on est certain qu'elle est bien le vendredi précédent le Pâques juive, ce qui fixe le jour de l'année, l'année elle-même est incertaine. D'après *The Interpreter Dictionary of the Bible*, qui contient une chronologie détaillée du Nouveau Testament, trois dates sont envisageables : le 18 mars 29, le 7 avril 30 et le 3 avril 33.

La première est jugée très improbable, et les auteurs penchent pour la dernière, bien qu'elle entraîne quelques difficultés : la période de prédication de Christ aurait alors duré trois ou quatre ans, alors qu'une durée d'un ou deux ans se concilie mieux avec les textes. Mais si les chercheurs anglais interprètent bien la prédication de Joël, seule la dernière date du 3 avril 33 peut convenir.

M. A.

**WATERMAN**

Montre homme, à quartz, 4 chiffres numériques, prix 1320 F

Hair et or, platine 18 carats, vuici le Mont 100 de Waterman, le style du Centenaire, prix 1180 F

**ARMORIAL**  
98, FAUBOURG ST-HONORÉ  
PLAQUE BEAUMARTIN - 84  
28, AVENUE VICTOR-HUGO - 16<sup>e</sup>  
PALAIS DES CONGRÈS  
PORTE MAILLOT - 17<sup>e</sup>  
PARIS

## BHOUTAN

5 circuits différents  
de 18500 F à 26900 F  
**PEUPLES DU MONDE**  
10, rue de Turenne  
75004 PARIS  
271-50-56

Découvrez  
les fourrures éternelles



**ALEXANDRE**  
FOURRURES 376, r. St-Honoré Paris (1<sup>er</sup>)

"Depuis 1934... le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré"

## 131 Fg ST-HONORÉ

PRÊT-A-PORTER HOMMES  
HAUT DE GAMME  
**LIQUIDATION TOTALE** AVANT TRAVAUX  
(par autorisation préfectorale, selon la loi du 30 décembre 1906)  
DE TOUTES NOS COLLECTIONS  
COSTUMES • IMPERMÉABLES • PARDESSUS • BLAZERS  
PANTALONS • BLOUSONS • SPORTSWEAR • PULLS • CHEMISES  
CUIRS ET PEAUX

### A des prix liquidation

DU LUNDI AU SAMEDI  
de 10 h à 19 h sans interruption

**CLUB DX 131**

131 Fg St-Honoré 75008 Paris. Tél. 359 90 39  
Métro St-Philippe-du-Roule

(Publicité)

Réveillez-vous au  
**KRITER Brut de Brut**  
bien glacé!